

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**LES PERSONNES TRANS ET L'IDENTITÉ CIVILE : VIOLENCE ET
RÉSISTANCE**

**MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE**

**PAR
NATALIE DUCHESNE**

OCTOBRE 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je veux signifier ma reconnaissance envers ma codirectrice Sylvie Goupil qui m'a encadrée de la première ébauche du projet jusqu'à la version définitive du mémoire. Ses commentaires et suggestions ont beaucoup fait évoluer ce travail, et m'ont guidée dans ma formation personnelle en tant que chercheuse. J'aimerais aussi remercier Lawrence Olivier pour son aide lors des étapes préliminaires de cette recherche, ainsi que Lucille Beaudry, ma directrice, qui a accepté de prendre la relève et a fait une lecture très attentionnée de mon mémoire.

Je suis aussi reconnaissante envers mes parents qui m'ont soutenue. Même s'ils ne savaient pas toujours exactement sur quoi je travaillais, ni à quoi cela pourrait servir, ils ont reconnu que c'est ma passion et je les en remercie.

Et surtout, un gros merci à ma copine Stéphanie qui m'a encouragée, calmée et qui, je ne sais pas trop comment, m'a endurée. Ton apport a été plus important que tu ne le crois!

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : Les politiques de l'état civil – Violence et normes	8
1.1 L'élément déclencheur - composantes de la violence à l'étude	8
1.2 Les normes	14
1.3 L'évolution des actes de naissance	19
1.4 Les normes II	28
1.4.1 Les normes disciplinaires	28
1.4.2 Les normes de la biopolitique	30
1.4.3 Les normes souveraines	33
CHAPITRE II : L'érosion de la citoyenneté trans	36
2.1 L'impact sur la vie de tous les jours d'avoir un acte de naissance qui ne correspond pas à son nom et/ou sexe social	36
2.1.1 Le milieu du travail	37
2.1.2. L'éducation	39
2.1.3. La santé	41
2.1.4. Les rapports avec le gouvernement	42
2.1.5. La relation avec d'autres individus lors d'échanges économiques et sociaux	44
2.2 Les actes de naissance et la citoyenneté	46
2.3 Les effets néfastes des politiques pour modifier son nom et son sexe sur l'acte de naissance comme érosion de la citoyenneté	51
2.3.1 Citoyenneté civique	51

2.3.2 Citoyenneté politique	54
2.3.3 Citoyenneté sociale	54
2.3.4. Bilan de la citoyenneté	55
CHAPITRE III : Actes de résistance	57
3.1 Les actes de citoyenneté	58
3.2 Trois actes	62
3.2.1 Micheline Montreuil versus le Directeur de l'état civil	62
3.2.2 <i>The Solidarity Identity Project</i>	73
3.2.3 Les faux documents identitaires : une fraude légitime?	82
3.3 Dénouement : retour sur ce que peut accomplir un acte de citoyenneté	87
CONCLUSION	90
BIBLIOGRAPHIE	99

Résumé

Cette recherche critique retrace une violence étatique contre les personnes transsexuelles et transgenres au Québec. Notamment, elle vise à expliquer les mécanismes d'une violence indirecte et institutionnelle qui se retrouve dans les politiques qui gèrent la modification du nom et du sexe (l'état civil). C'est pourquoi ce travail revoit les rôles de trois types de normes au sein des politiques de l'état civil : les normes disciplinaires, les normes de la biopolitique, et les normes souveraines. Ensuite, l'enjeu principal de cette violence, soit l'érosion de la citoyenneté des trans, est étudié. Par le moyen des politiques à l'étude, l'État refuse de reconnaître certaines identités trans et bloque leur accès à une pleine citoyenneté qui comprend trois facettes : civique, politique, sociale. Finalement, certains actes de résistance de la part des trans sont considérés, mais aussi leur impact sur les normes sous-jacentes aux politiques à l'étude, et sur la citoyenneté des personnes trans. C'est ainsi qu'une nouvelle forme de citoyenneté centrée sur le soi et non pas sur l'État émergera.

Mots clés : transsexuels (les), transgenres, politiques d'identité civile, violence, résistance

INTRODUCTION

Selon le Groupe de travail mixte contre l'homophobie dirigé par la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, le terme « transgenre » :

« 1) désigne une personne qui ne correspond pas aux normes de genre associées aux canons traditionnels de la masculinité ou de la féminité par son comportement ou sa tenue vestimentaire, ou dont les choix de vie ou les intérêts personnels ne se conforment pas au modèle dominant de genre ; 2) ou encore, désigne une personne qui se perçoit ou s'identifie comme étant de sexe opposé à celui assigné à la naissance et qui éprouve le besoin de vivre ainsi. »¹

Parmi les transgenres (ci-après : trans²), nous retrouvons les transsexuels (qui suivent un traitement de réassignation de sexe hormono-chirurgical), les personnes androgynes, celles qui réclament appartenir aux deux sexes ou genres, à aucun genre, et ainsi de suite. Ces trans sont de plus en plus visibles dans notre société. Ils s'organisent pour s'entraider dans leurs démarches³ et ils se mobilisent pour revendiquer leurs droits.⁴ Bien qu'ils soient plus visibles, très peu de choses sont connues de leur vécu.⁵ Ayant eu l'occasion de nous familiariser avec les organismes trans ontariens et québécois sous la forme d'un engagement communautaire, ainsi que dans le contexte d'une autre recherche, nous sommes arrivées aux mêmes conclusions que le rapport Audet. Pallier, en partie, cette lacune, est la raison d'être de notre démarche.

¹ Monik Audet 2007, *De l'égalité juridique à l'égalité sociale : vers une stratégie nationale de lutte contre l'homophobie*, Québec : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Groupe de travail mixte contre l'homophobie, p. 97.

² Nous nous servons du terme « trans » puisque plusieurs transsexuels s'opposent à ce qu'on les considère transgenres.

³ Par exemple, l'Association des transsexuels du Québec aide les trans à se trouver des services.

⁴ La Coalition des transsexuelles et transsexuels du Québec a formé un comité d'action politique.

⁵ *Ibid.*

Un des aspects de la vie des trans qui mérite davantage d'attention est la violence anti-trans. Les premiers à sonner l'alarme devant cette violence furent des militants trans qui, lors des années 1990, manifestèrent leur indignation à la suite des meurtres de membres de leur communauté. La violence anti-trans est devenue un phénomène répandu touchant la vie de plusieurs trans et non pas une série d'évènements isolés.⁶ Par la suite, des sondages auprès de ces mêmes populations sont venus confirmer que leurs vies sont marquées par la violence et ce, à un taux effarant. En 1994, l'organisme *For Ourselves: Reworking Gender Expression (FORGE)* annonça les résultats d'un sondage au sujet de la violence sexuelle subie par les trans au Wisconsin. Parmi les répondants, 45 % avaient été victimes de violence sexuelle.⁷ En 1996, le *Gender Public Advocacy Coalition (GenderPAC)* publia les résultats d'un sondage national américain sur la violence anti-trans qui révéla que plus de 50 % des 402 répondants trans identifiés avaient subi un ou plusieurs actes de violence.⁸ Au Québec, l'Association des transsexuels du Québec (ATQ) effectua un sondage qui, malgré sa portée limitée (32 répondants), confirma que ce phénomène traverse la frontière américaine (63 % des répondants trans auraient été victimes de violence).⁹ Il est donc justifié de s'interroger au sujet de la violence anti-trans ici au Québec.

Jusqu'à présent, les études sur la violence anti-trans se sont limitées à la violence directe en traitant parfois des défis auxquels font face les trans, mais ces défis sont

⁶ David Valentine, 2007, *Imagining Transgender: An Ethnography of a Category*, Durham: Duke University Press.

⁷ FORGE, 2004, « Transgender Sexual Violence Project: Summary of Wisconsin Data », <<http://www.forge-forward.org/transviolence/docs/WisconsinTransSVData.pdf>>, consulté le 14 septembre 2008.

⁸ Emilia L. Lombardi, Riki Anne Wilchens, Dana Priesing et Diana Malouf, 2001, « Gender Violence: Transgender Experiences with Violence and Discrimination », *Journal of Homosexuality*, vol. 42, n° 1, p. 89-100.

⁹ Association des transsexuels et transsexuelles du Québec, 2008, « Bulletin du sondage de l'ATQ 04-2008 », <http://www.atq1980.org/old/sondage_avril_08.pdf>, consulté le 20 octobre 2008.

très rarement associés à la violence. Or, une violence indirecte, tant dans les sphères institutionnelle que structuro-culturelle, peut nuire au potentiel de certains individus. Une réflexion sur la violence indirecte subie par les trans est nécessaire, surtout si on s'intéresse à ses dimensions proprement politiques, notamment au rôle de l'État. Les facettes de l'État qui nous intéressent davantage ici sont celles qui participent à la création et à la mise en place de politiques publiques. Nous savons déjà que les politiques publiques, entendues comme des instruments étatiques coordonnés pour réglementer un phénomène social,¹⁰ peuvent perpétuer une violence institutionnelle.¹¹ Nous allons tâcher, par l'entremise de cette recherche, d'examiner les politiques qui gèrent la modification du nom et de la désignation du sexe de l'état civil au Québec.

Ce qui suit vise notamment à cerner les modalités d'expression de la violence étatique envers les personnes trans, de la lutte des trans contre l'État et des enjeux de cet affrontement pour la citoyenneté sous la forme d'une recherche critique. C'est ce qui nous permettra de faire non seulement une appropriation originale de penseurs politiques, mais aussi de mettre en lumière des facettes de la citoyenneté jusqu'à présent négligées. En produisant cette recherche, dont le cadre spatio-temporel est le Québec actuel, nous voulions répondre aux questions suivantes : existe-t-il une violence étatique dans la régularisation des documents identitaires au Québec ? Quelles sont ses mécanismes ? Quels sont ses effets ? En réponse, nous postulons : *Une violence indirecte étatique de normalisation se retrouve dans les politiques qui gèrent le changement de mention du sexe et du nom au Québec, ce qui confronte les trans à revendiquer une nouvelle forme de citoyenneté centrée sur l'individu et décentrée par rapport à l'État.*

¹⁰ Nous incluons sous cette rubrique les lois et les protocoles, ainsi que leurs interprétations et applications.

¹¹ Sur ce point voir par exemple : Dorothy Van Soest, et Shirley Bryant, 1995, « Violence Reconceptualized for Social Work: The Urban Dilemma », *Social Work*, vol. 40, n° 4, pp. 549-557.

Cet énoncé stipule que les politiques qui gèrent la modification du sexe et du nom nuisent aux trans en renforçant des normes qui les excluent. Ces politiques viennent en conséquence remettre en question la citoyenneté des trans dont le nom et/ou le sexe ne sont pas reconnus. Cela dit, les trans ne restent pas passifs face aux interventions de l'État, et par leur organisation en tant que groupe et par des actes de citoyenneté, ils arrivent dans une certaine mesure à recentrer la citoyenneté sur le soi, privant l'État de son rôle. Notons que cette recherche concernait en premier lieu la violence, et que c'est l'étude de celle-ci qui déboucha sur le thème de la citoyenneté. Outre, cette recherche se retrouve à être la première analyse approfondie d'une violence politique contre les trans au Québec et de la citoyenneté par rapport aux trans au Québec, ce qui lui donne son caractère original et innovateur.

Nous empruntons à Galtung sa définition de la violence à savoir, ce qui nuit au potentiel d'un individu est violent, si nous avons les moyens de l'éviter.¹² Une violence est donc présente quand il y a un écart actuel-potentiel. La première difficulté qui survient lorsque nous entamons une analyse de la violence étatique, c'est de l'identifier. Comme le dit Meyran, « la violence ne se donne jamais pour telle, il faut toujours qu'on la nomme pour qu'elle existe ».¹³ Pour Valentine, cela présuppose que se construise un narratif capable de l'identifier. Il explique qu'afin de combattre la violence anti-trans directe, les militants et chercheurs ont participé activement au développement de la catégorie transgenre justement en racontant l'histoire de la violence anti-trans.¹⁴ C'est en plaçant la catégorie de transgenre comme étant sujet commun des histoires de violence, autrement isolées pendant les

¹² Johan Galtung, 1969, « Violence, peace and peace research », *Journal of Peace Research*, vol. 6, n° 3, pp. 167-191.

¹³ Régis Meyran, 2006, « La violence, un objet d'étude en expansion », Dans Régis Meyran, *Les mécanismes de la violence: État – Institutions – Individus*, Auxerre Cedex : Science humaine éditions, pp. 7-12, p. 8.

¹⁴ David Valentine, *op cit.*

années 1990, que les transgenres ont pu sonner l'alarme face à la violence que subit cette population.¹⁵

Nous allons faire un travail similaire pour la violence indirecte des politiques à l'étude, ce qui n'est pas sans risques. Premièrement, Valentine explique que la campagne contre la violence anti-trans a servi à propager un second type de violence, celle des catégories elles-mêmes. C'est ainsi que l'identité transgenre sera imposée à plusieurs. Ici, nous allons dans la mesure du possible éviter une telle violence secondaire en privilégiant l'auto-identification des trans. Un deuxième risque est de victimiser ces populations, les vidant de leur *agency*. Nous voulons exposer une violence anti-trans qui n'a pas jusqu'à présent été étudiée, mais sans faire des populations trans des victimes. C'est la raison pour laquelle nous allons traiter de la résistance de ces personnes aux effets néfastes des politiques dans leur vie.

C'est donc avec précaution que nous tentons maintenant de traiter de la violence anti-trans indirecte et d'écrire son histoire. Puisque nous ne sommes pas trans, cette narration sera forcément d'un point de vue extérieur, c'est-à-dire ni omnisciente, ni en tant que personnage principal de l'histoire. Les chapitres s'attaqueront chacun à un élément du schéma narratif et, de ce fait, accompliront une étape de notre argumentaire. Ainsi, la présente introduction sert de situation initiale.

Le premier chapitre, pour sa part, traitera de l'élément déclencheur, lequel se trouve être la violence de ces politiques. Ainsi, ce chapitre va établir ce qu'est la violence et quelle est sa typologie, dans le but de mieux saisir l'objet d'étude. Nous exposerons le lien entre norme et violence, et nous décrirons les trois types de normes pertinents à notre propos : les normes disciplinaires qui normalisent le corps des trans, les normes de la biopolitique qui veillent à la santé de la population au

¹⁵ Comme le note Valentine, l'identité transgenre ne ressort pas entièrement de la campagne antiviolence.

détriment de certains membres et les normes souveraines qui abandonnent certaines vies à la violence. Afin de déterminer le rôle de ces types de normes au sein des politiques en question, ce chapitre s'intéressera brièvement à l'évolution des politiques de l'état civil au Québec. Pour conclure, il sera question d'expliquer comment la normalisation exclut certaines identités trans d'une identité civile qui représente leur personne. Les effets néfastes de cette exclusion (condition nécessaire pour parler de violence) seront examinés dans le deuxième chapitre.

Ce deuxième chapitre fera le point des péripéties qu'entraîne la violence. Nous dégagerons par la suite l'enjeu principal de notre analyse, soit le rapport de certaines personnes trans à la citoyenneté. Pour ce faire, nous allons premièrement exposer la citoyenneté comme étant à la base la reconnaissance d'un État envers un habitant de son territoire, lui accordant certains droits et responsabilités civiques, politiques et sociales. Par la suite, nous expliquerons comment les trans exclus par les normes et non reconnus par les politiques de l'état civil deviennent des étrangers au sein de leur propre communauté. Une fois que ce sera accompli, nous examinerons les moyens par lesquels les personnes trans arrivent à résister à ces effets.

À cette fin, le troisième chapitre regroupera le point culminant ainsi que le dénouement de cette histoire. Nous allons argumenter que certains trans accomplissent des actes de citoyenneté. Ce concept, que nous empruntons de Isin¹⁶, fait allusion aux moments où des personnes réclament une position de citoyen en faisant rupture avec les modes et formes établies de celle-ci et en créant de nouvelles possibilités citoyennes. Ces actes sont les points culminants des histoires individuelles des trans qui les réalisent dont le dénouement permet de résoudre en partie les obstacles créés par les politiques étudiées. En exposant ce dénouement et les effets non seulement sur les normes, mais aussi sur le rapport des trans à la

¹⁶ Engin F. Isin, 2008, « Theorizing Acts of Citizenship », Dans *Acts of Citizenship*; Engin F. Isin, et Greg M. Nielson, Londres et New York : Zed Books, pp. 15-43.

citoyenneté, nous allons pouvoir faire ressortir le décentrement de cette dernière par rapport à l'État et son recentrage sur l'individu.¹⁷

Bref, cette recherche s'approprie une méthodologie déductive en trois temps pour valider son hypothèse. En premier, nous mettrons en lumière le rôle normalisateur des politiques par l'entremise d'un examen de leur évolution. Les effets néfastes de cette normalisation seront exposés à l'aide de sources des études trans, des écrits de personnes trans, ainsi que d'inspirations de notre engagement communautaire et en mettant l'accent sur l'écart actuel-potentiel. Deuxièmement, ces effets seront revus sous l'optique de la citoyenneté. Nous pourrons ainsi évaluer le statut de la citoyenneté des trans qu'entraîne l'exclusion des politiques de l'état civil. Finalement, reprenant les dimensions des actes de citoyenneté offertes par Isin, soit la rupture avec les anciens modes et formes de la citoyenneté, nous procéderons à trois études de cas d'acte trans.

¹⁷ Ce décentrement-recentrement a déjà en partie été pensé par Goupil.; Sylvie Goupil, À paraître, « La citoyenneté revisitée, proposition pour l'élaboration d'une éthique citoyenne postmoderne », *penser le politique au XXIe Siècle*.

CHAPITRE I

LES POLITIQUES DE L'ÉTAT CIVIL – VIOLENCE ET NORMES

1.1 – L'ÉLÉMENT DÉCLENCHEUR - LES COMPOSANTES DE LA VIOLENCE À L'ÉTUDE

Rappelons que la situation initiale de cette histoire est la vie des trans (transgenres, transsexuelles...) et en particulier la vie des trans qui désirent une modification de nom et/ou de sexe sur leur acte de naissance. Ce chapitre se concentre sur l'élément déclencheur de l'histoire de la violence étatique contre les personnes trans au Québec, c'est-à-dire la violence des politiques de l'état civil. Notre objectif sera d'étaler les conditions selon lesquelles il existe une telle violence dans les politiques de modification du nom et du sexe sur l'acte de naissance au Québec, mais aussi d'expliquer ses mécanismes. Pour ce faire, quelques points de repère seront signalés. En premier, nous préciserons la définition de la violence présentée dans l'introduction et exposerons sa typologie. Par la suite, nous identifierons les mécanismes par lesquels cette violence travaille. Une fois que ces repères seront établis, nous analyserons le cas des politiques à l'étude : leur évolution et leurs mécanismes.

Comme il a déjà été indiqué, nous adoptons la définition de la violence de Galtung. Selon l'auteur, la violence est la cause de l'écart entre le potentiel et l'actuel.¹⁸ En d'autres mots, la violence est ce qui empêche un ou des êtres humains de s'épanouir. Une violence est présente à chaque fois qu'un individu ne peut pas atteindre son potentiel personnel que permettraient les ressources et les connaissances disponibles.

¹⁸ Johan Galtung, 1969, « Violence, Peace and Peace Research », *Journal of Peace Research*, vol. 6, n° 3, pp. 167-191.

Prenant l'exemple de Galtung, un individu qui serait mort de la tuberculose durant le 18^e siècle n'aurait pas été victime d'une violence. À l'inverse, un individu qui en mourrait aujourd'hui, en dépit du fait que nous avons les ressources médicales nécessaires pour le guérir, serait victime d'une violence.¹⁹ Ainsi, lorsque nous disons que les politiques qui gèrent la modification de la mention du sexe ou du nom sur l'acte de naissance constituent une violence imposée aux trans québécois, nous affirmons que les ressources et les connaissances acquises par notre société leur permettraient un certain potentiel que ces politiques viennent nier. Puisque nous voulons bâtir un narratif qui peut identifier cette violence, nous devons analyser l'actuel des trans, c'est-à-dire leur état présent, mais aussi dresser le portrait de leur potentiel. Comment juger ce que serait le potentiel des trans ?

Deux genres de potentiel peuvent être examinés. On peut comparer le potentiel des trans et ceux des non-trans pour faire ressortir l'écart entre l'actuel des trans et l'actuel des non-trans. Parfois, cet écart n'est pas une violence. Une femme transsexuelle ne peut pas donner naissance à un enfant ; nous n'avons pas les techniques nécessaires pour lui permettre de le faire, ce n'est donc pas une violence. Par contre, une femme transsexuelle qui vit de la discrimination dans le milieu du travail en tant que transsexuelle subit une violence. Pour ce type de potentiel, il est donc nécessaire de non seulement identifier un écart, mais aussi de déterminer sa cause. Le deuxième type de potentiel regroupe les possibilités de vie qui sont propres aux trans. Donnons deux exemples : un homme transgenre qui veut prendre de la testostérone et des hormones pour se faire pousser une barbe, et une femme transsexuelle qui désire une vaginoplastie. Ces désirs sont propres aux trans. Si on les empêche d'atteindre leurs objectifs alors que les ressources de la société permettent d'actualiser le potentiel demandé, il y a violence. Le cas des politiques de modification de nom et de sexe se rapproche du premier type de potentiel. C'est-

¹⁹ *Ibid.*

à-dire que ces politiques publiques empêchent les trans d'atteindre le même potentiel que les non-trans.

Mais alors, à quel type de violence faisons-nous affaire ? Pour le déterminer, il faut examiner les axes d'analyse qui forment la typologie de la violence : l'axe direct – indirect et l'axe interpersonnel – institutionnel – structuro-culturel. Abordons l'axe direct-indirect en premier. Selon la définition de Galtung, il n'est pas nécessaire qu'on puisse identifier un agresseur pour qu'il y ait une violence. Prenons l'exemple d'un virus infectieux qui tue un individu. Cette mort pourrait être le résultat soit d'une infection délibérée, soit d'un système de santé inadéquat. Dans le premier cas, ce serait une violence directe : l'agresseur qui infecte l'individu (sujet) infligerait une violence contre cet individu (objet). Il serait en revanche difficile de pointer du doigt *le* coupable dans le deuxième cas. Le lien sujet (agresseur) – objet (victime) ne serait pas direct.²⁰ Il a déjà été annoncé dans l'hypothèse que la violence à laquelle s'intéresse cette recherche est plutôt de type indirect. Comme il sera vu, les politiques qui gèrent la modification du nom et du sexe au Québec sont le résultat d'une longue évolution au cours de laquelle plusieurs individus ont participé à son développement. Ces politiques ont été institutionnalisées et leur reproduction implique elle aussi plusieurs acteurs. Pour ces raisons, il n'est pas possible d'identifier l'agresseur (sujet). Mais cela ne revient pas à dire qu'il n'y a pas de coupables.

Le second axe d'analyse décrit les différentes sphères de la violence. Nous y retrouvons : la sphère interpersonnelle, la sphère institutionnelle et la sphère structuro-culturelle.²¹ Comme son nom l'indique, la sphère interpersonnelle

²⁰ Galtung fait aussi une distinction entre violence directe et indirecte ou directe et structurelle. Ici, l'aspect structurel se limite au deuxième axe d'analyse.

²¹ Peter Iadicola et Anson Shupe, 2003, *Violence, Inequality, and Human Freedom*, Lanham : Rowman & Littlefield Publisher Inc.; Dorothy Van Soest, et Shirley Bryant, 1995, « Violence

regroupe les violences qui se déroulent entre deux personnes ou groupes. C'est ce type de violence anti-trans qui a le plus fréquemment été étudié. Dans la sphère institutionnelle, on retrouve les violences qui émanent des institutions, en incluant les institutions politiques comme celles impliquées dans la violence que nous analysons dans cette recherche. Selon Soest et Byant : « *Violence at this level is often produced by bureaucratic functionalism or oppressive social policy that is considered a necessary form of social control* »²². Puisque nous étudions justement des politiques publiques, il semble raisonnable de classer la violence anti-trans à l'étude dans la sphère institutionnelle. Les auteurs expliquent aussi que les deux premières sphères sont intimement liées à la troisième (la sphère structuro-culturelle).²³ Effectivement, toujours selon Soest et Bryant :

« The individual, institutional, and structural-cultural levels of violence are interrelated and cannot be understood apart from each other. The violence of institutions and individuals gives expression to dominant beliefs and values embedded in structural-cultural foundations. »²⁴

Ce sont les croyances et les valeurs dominantes qui travaillent à dénigrer les personnes trans au sein de la société.²⁵ Elles font surface dans les institutions de cette même société, faisant le lien entre ces deux types de violence. De même, les caractéristiques de cette structure-culture sont intériorisées par les membres de la société, et notamment par ceux qui participent à des violences interpersonnelles. De toute évidence, la structure-culture qui vient jouer dans la violence anti-trans interpersonnelle est la même que celle qui a une influence sur la violence

Reconceptualized for Social Work: The Urban Dilemma », *Social Work*, vol. 40, n° 4, pp. 549-557.

²² Dorothy Van Soest, et Shirley Bryant, *loc. cit.*, p. 551.

²³ Peter Iadicola, et Anson Shupe, *op. cit.*; Dorothy Van Soest, et Shirley Bryant, *loc. cit.*; voir aussi Darryl B. Hill, Darryl B., 2003, « Gendrim, Transphobia, and Gender Bashing », dans Barbara C. Wallace et Robert T. Carte, *Understanding and Dealing with Violence: a Multicultural Approach*, Thousand Oaks : Sage Publications, Inc.

²⁴ Dorothy Van Soest, et Shirley Bryant, *loc. cit.*, p. 552.

²⁵ Darryl B. Hill, *loc. cit.*

institutionnelle. Pour cette raison, il n'est pas sans intérêt que les auteurs qui analysent des violences anti-trans individuelles aient fait ressortir le lien entre les normes et la violence anti-trans.²⁶

Les croyances et les valeurs qui font partie de la sphère structuro-culturelle sont liées aux normes.²⁷ Selon les études de la violence anti-trans directe, plus la présentation de genre d'une personne s'éloigne des normes en vigueur dans une société, plus cette personne sera vulnérable aux violences interpersonnelles.²⁸ Il s'ensuit que plus une personne s'éloigne des normes du sexe et du genre, plus elle sera vulnérable à la violence institutionnelle. Pour ce qui est de la violence interpersonnelle anti-trans, les normes en question vont en général s'appliquer à la sexualité ou au genre et assurent une cohérence sexe – genre – sexualité.²⁹ Les individus intériorisent ces normes et les renforcent avec la violence. Comme noté, l'impact de ces normes sur la violence interpersonnelle anti-trans est pertinent pour notre propos. Il nous indique qu'il est possible que des normes au sein des institutions qui gèrent la modification du nom et du sexe mènent à la violence. Ceci ne veut pas dire que les mêmes normes forment les mécanismes de la violence interpersonnelle anti-trans et celle qui pourrait émaner des institutions. Nous devons donc chercher les normes propres aux politiques que nous étudions, mais pour ce faire, il faut d'abord savoir ce qu'est une norme.

²⁶ Soest et Bryant, qui n'étudient pas la violence anti-trans, ont aussi fait le lien entre les normes de la structure-culture et les violences interpersonnelles et institutionnelles.

²⁷ Darryl B. Hill, *loc. cit.*; Dorothy Van Soest, et Shirley Bryant, *loc. cit.*,

²⁸ Judith Butler, 2004, *Undoing gender*, New York: Routledge.; Leslie J. Moran, et Andrew N. Sharpe, 2004, « Violence, Identity and Policing: The Case of Violence Against Transgender People », *Criminal Justice*, vol. 4, n° 4, pp. 395-417; Viviane K. Namaste, 2000, *Invisible lives : the erasure of transsexual and transgendered people*, Chicago; London: University of Chicago Press.; Rikki Wilchins, 2004, *Queer Theory, Gender Theory: An Instant Primer*, Los Angeles: Alyson books; Tarynn Witten et A. Evan Eyler, 1999, « Hate Crimes and Violence Against the Transgendered », *Peace Review*, vol. 11, n° 3, pp. 461-468.

²⁹ Sur ce point, voir: Judith Butler, 1999 (1990), *Gender Trouble*, New York : Routledge.; et Judith Butler, *Undoing Gender*, *op. cit.*

Les normes sont omniprésentes dans nos vies, mais elles ne se laissent pas facilement analyser. Selon Butler³⁰ :

« A norm is not the same as a rule, and it is not the same as a law. A norm operates within social practices as the implicit standard of normalization. Although a norm may be analytically separable from the practices in which it is embedded, it may also prove to be recalcitrant to any effort to decontextualize its operations. »³¹

Alors premièrement, une norme n'est pas une loi ou une règle. Elle sépare le normal de l'anormal. En outre, elle ne peut pas être formulée dans une phrase ou même dans un paragraphe. C'est ce qui explique peut-être pourquoi elle reste souvent implicite. De plus, quoiqu'une norme ne se confonde pas à ses instances, il faut examiner les pratiques qui la contiennent pour la faire ressortir.

Trois types de normes seront étudiés dans cette recherche. Elles ont été choisies parce qu'elles sont présentes au sein des pratiques d'institutions politiques qui ont développé les politiques qui gèrent la modification de sexe ou de nom. Les deux premières, c'est-à-dire les normes disciplinaires et les normes de la biopolitique, nous viennent des travaux de Foucault. Les normes disciplinaires se rattachent au corps et servent à le rendre docile. Elles le contiennent, elles le limitent. Bref, elles veulent tout contrôler. En revanche, les normes de la biopolitique fonctionnent par une logique de laisser-faire. Elles vont aussi contrôler, mais cette fois-ci en minimisant le nombre d'interventions. Leur cible est la population qu'elles produisent comme objet de la connaissance et elles se donnent comme objectif de veiller à sa santé. S'inspirant des travaux d'Agamben, le troisième type de norme

³⁰ Certains lecteurs seront peut-être surpris par le fait que Butler ne figure pas parmi les auteurs les plus importants de cette recherche. Nous croyons que la théorie de Butler ne nous permet pas de cerner le quotidien tel que nous voulons l'aborder dans notre mémoire, ce qui explique le peu de référence à son œuvre.

³¹ Judith Butler, *Undoing Gender*, op. cit., p. 41.

regroupe ce que nous appelons les normes souveraines. Elles se matérialisent dans les décisions qui protègent le statu quo en abandonnant les vies rebelles à la violence.

En résumé, nous postulons qu'il y a une violence inhérente aux politiques de modification de nom et de sexe sur l'acte de naissance au Québec. Elle a comme effet de créer un écart entre l'actuel de certains trans et l'actuel des non-trans, et donc un écart actuel-potentiel dans la vie des trans. Cette violence est indirecte et de nature institutionnelle même si la sphère structuro-culturelle y est intimement liée. Cette dernière nous offre la clé pour comprendre les mécanismes par lesquels fonctionne cette violence : les normes. Nous aborderons maintenant les normes, car c'est ce qui nous permettra en même temps de nous familiariser avec les politiques dont nous étalerons le jeu en exposant leur évolution. C'est aussi cet examen des normes qui mettra en lumière quels trans se font refuser un acte de naissance représentatif de leur personne sociale. Ce sont ces trans qui subissent la violence à l'étude. Une fois que ce travail sera accompli, nous passerons, dans le prochain chapitre, à l'étude de certains effets néfastes de cet empêchement faisant ressortir le potentiel raté des trans en question.

1.2 – LES NORMES

Il a été dit que lorsque Foucault a découvert deux nouvelles classes de pouvoir, il a aussi fait ressortir deux nouvelles classes de violence.³² La discipline et la « régularisation de population »³³ sont deux genres de pouvoir hétérogènes, mais puisqu'ils ne travaillent pas au même niveau, ils peuvent s'articuler l'un sur l'autre. Ils le font, selon Foucault, à travers la norme. Il explique :

³² Régis Meyran, 2006, « La violence, un objet d'étude en expansion », dans Régis Meyran (dir.), *Les mécanismes de la violence: État – Institutions – Individus*, Auxerre Cedex : Science humaine éditions, pp. 7-12.

³³ Michel Foucault, 1976, *Histoire de la sexualité: volonté de savoir*, Paris: Gallimard, p. 184.

« [...] on peut dire que l'élément qui va circuler du disciplinaire au régularisateur, qui va s'appliquer, de la même façon, au corps et à la population, qui permet à la fois de contrôler l'ordre disciplinaire du corps et les événements aléatoires d'une multiplicité biologique, cet élément qui circule de l'un à l'autre c'est la "norme". »³⁴

En effet, les normes de la discipline et les normes de la biopolitique se recoupent dans la société de normalisation et forment ensemble le biopouvoir. Cherchons à les comprendre une à une, en commençant par les normes de la discipline.

Foucault explique que les techniques de discipline se rapportent à un pouvoir qui se concentre sur le corps individuel et qui gère son espacement, maximise sa force, et travaille à son dressage.³⁵ C'est « la série corps — organisme — discipline — institutions ». ³⁶ Foucault revient plus tard à ce type de pouvoir pour dire que :

« La normalisation disciplinaire consiste à poser d'abord un modèle, un modèle optimal qui est construit en fonction d'un certain résultat, et l'opération de la normalisation disciplinaire consiste à essayer de rendre les gens, les gestes, les actes conformes à ce modèle, le normal étant précisément ce qui est capable de se conformer à cette norme et l'anormal, ce qui n'est pas capable. »³⁷

Les normes disciplinaires sont établies et, par la suite, le normal et l'anormal sont déterminés. Foucault traitera surtout de l'espacement du corps et des quadrillages qui le contiennent en examinant des endroits tels que les hôpitaux, les prisons et les casernes. Cela dit, il met aussi l'accent sur le contrôle que prennent les disciplines sur les mouvements du corps, ses activités. Sa discussion de l'examen est aussi pertinente. La discipline veut minimiser l'écart entre le corps et la norme. Il passe

³⁴ Michel Foucault, 1997, « Il faut défendre la société » : cours au Collège de France (1975-1976), Paris : Seuil/Gallimard, p. 225.

³⁵ Michel Foucault, « Il faut défendre la société », *op. cit.*

³⁶ *Ibid*, p. 223.

³⁷ Michel Foucault, 2004, « Sécurité, Territoire, Population » : cours au Collège de France (1977-1978), Paris : Seuil/Gallimard., p. 59.

donc le corps à l'examen pour savoir s'il y a des éléments à corriger. Foucault explique que la correction se sert des punitions empruntées du système judiciaire, mais aussi de l'exercice. Ainsi, la répétition de la norme favorise l'apprentissage de celle-ci.³⁸

La biopolitique, pour sa part, se concentre sur l'individu en tant qu'espèce, ce que Foucault appelle un corps à plusieurs têtes ou population. Les techniques de pouvoir qui produisent cette population s'assurent de sa bonne santé. Il sera question d'encourager la natalité et de combattre la mortalité. Cette série se résume à : « population – processus biologiques – mécanismes régularisateurs – État ».³⁹ Foucault y revient pour rajouter au sujet des normes de la biopolitique (ou ici dispositif de sécurité) :

« ... [on] va avoir un repérage du normal et de l'anormal, on va avoir un repérage des différentes courbes de normalité, et l'opération de normalisation va consister à faire jouer les unes par rapport aux autres ces différentes distributions de normalité et [à] faire en sorte que les plus défavorables soient ramenées à celles qui sont plus favorables. »⁴⁰

Alors, on cherche le normal et, par la suite, on détermine la norme. Avec la biopolitique, nous avons aussi le début de la gouvernementalité, c'est-à-dire les stratégies de pouvoir qui ont « pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir l'économie politique, pour instrument technique essentiel les dispositifs de sécurité »⁴¹. Ces dispositifs de sécurité ont besoin de certaines techniques de connaissance, par exemple les statistiques dans la lutte contre l'épidémie. C'est ce qui permet à un certain savoir de se développer. On se sert du cas :

³⁸ Michel Foucault, 1975, *Surveiller et punir*, Paris : Gallimard.

³⁹ Michel Foucault, « Il faut défendre la société », *op cit.*, p. 223.

⁴⁰ Michel Foucault, *Sécurité, Territoire, Population*, *op. cit.*, p. 65.

⁴¹ *Ibid*, p. 111.

« ... qui n'est pas le cas individuel, mais qui est une manière d'individualiser le phénomène collectif de la maladie, ou de collectiviser, mais sur le mode quantification et du rationnel et du réparable, de collectiviser les phénomènes, d'intégrer à l'intérieur d'un champ collectif les phénomènes individuels. »⁴²

Parmi ces cas, il y en a qui posent un risque ou un danger et qui peuvent enchaîner une crise. Ce sont ces cas-là qu'il faut minimiser. Suivant une logique de laisser-faire, c'est-à-dire en minimisant le nombre d'interventions, et souvent en neutralisant un cas avec un autre⁴³, la biopolitique pourra veiller sur sa population.

Revenant à la question de savoir comment ces types de pouvoir jouent l'un avec l'autre, Legrand nous offre une piste intéressante. Il écrit :

« Pour un dispositif de sécurité, tout négatif est fondamentalement *irréal*, un effet artificiel. En outre, et ce point est capital, le déploiement des phénomènes dans la pure positivité de leur nature suppose l'existence d'un ordre légal, qui précisément ne porte pas sur eux mais sur les éléments qui pourraient les troubler artificiellement : il faudra ainsi intervenir disciplinairement... »⁴⁴

Comme l'explique la citation de Legrand, le système régulateur qui ressort des dispositifs de sécurité aura recours à un ordre légal et à des techniques disciplinaires pour encadrer les phénomènes économiques. Nous sommes de l'avis que c'est ce qu'entend Foucault lorsqu'il explique que les deux types de pouvoir (disciplinaire et de la biopolitique) fonctionnent à différents niveaux : le premier encadre le deuxième. Comme nous allons l'expliquer plus loin, ce sont les cas des politiques à

⁴² *Ibid*, p. 62.

⁴³ Encore une fois dans le cas de l'épidémie de la variole, Foucault décrit le fonctionnement du vaccin : c'est-à-dire injecter un peu du mal pour le prévenir. Dans le cas de la disette : créer certains manques isolés pourrait prévenir une disette générale.

⁴⁴ Stéphane Legrand, 2006, *Les normes chez Foucault*, Paris: Presses universitaires de France, p. 280.

l'étude. D'intérêt, la citation de Legrand nous rappelle aussi que l'ordre légal a toujours sa place dans une société de normalisation.

Effectivement, Foucault décrit ces modes de pouvoir, il explique que le pouvoir souverain perd de plus en plus de place ; pourtant, il existe toujours. D'autres accorderont au pouvoir souverain une plus grande importance que chez Foucault. C'est le cas d'Agamben, disciple de Foucault. Le souverain est souvent vu comme étant le protecteur de ses citoyens. Mais qu'est-ce qui se passe lorsque sa protection ne s'applique pas à une vie ? C'est à quoi tente de répondre Agamben.⁴⁵ Ce penseur avance l'idée que le politique s'explique par la relation entre la souveraineté et la vie nue. Non pas la souveraineté traditionnelle, mais une adaptation du souverain schmittien, c'est-à-dire le souverain qui décide de l'exception. Cette décision se retrouve là où la loi reste silencieuse. L'exception qui s'ensuit n'est pas un retour à ce qui précède l'ordre, mais un mouvement vers un lieu où une norme juridique – qui est la situation normale incluse dans l'ordre — ne s'applique qu'afin d'en protéger une autre – celle de l'ordre comme tel.

Bien que dans le passé le souverain se confondait avec le roi ou le chef d'État, aujourd'hui, le pouvoir souverain, qui se définit toujours par sa décision, se retrouve entre les mains de multiples décideurs. Leurs verdicts produisent de la vie nue, « la vie tuable et insacriable »⁴⁶. En ce sens, la décision souveraine chez Agamben est toujours en rapport avec la vie humaine, notamment qu'une vie ne vaut pas la peine d'être vécue.⁴⁷ Ce jugement suspend la protection qu'offrirait une identité politique. DeCaroli explique que cette décision est réservée aux les sujets qui, par leur

⁴⁵ Giorgio Agamben, 2003, *État d'exception : homo sacer II,1*, trad. Joël Gayraud, Paris : Éditions du Seuil; Giorgio Agamben, 1997, *Homo sacer : le pouvoir souverain et la vie nue*, trad. Marilène Raiola, Paris : Éditions du Seuil.

⁴⁶ Giorgio Agamben, *Homo sacer*, p. 16.

⁴⁷ Le jugement de la valeur d'une vie peut être direct ou indirect.

existence, démontrent que l'ordre peut être compromis et qu'il n'est pas naturel.⁴⁸ C'est ainsi qu'une norme peut être suspendue pour en protéger une autre. Il y a un lien possible avec les trans, car comme le note Butler, les genres qui transgressent les normes peuvent déconstruire le normatif.⁴⁹ La souveraineté qui se sent menacée pourrait donc les abandonner et les exposer à la violence, ce qui serait une violence en soi.

Pour rendre ces trois types de normes plus clairs et concrets, nous allons présenter l'historique des politiques à l'étude, pour ensuite faire ressortir les normes disciplinaires, de la biopolitique et souveraines.

1.3 – L'ÉVOLUTION DES ACTES DE NAISSANCE

Les registres d'actes de naissance ont une longue histoire durant laquelle ils prendront de plus en plus d'importance pour la société. L'état civil québécois tire ses racines de la France, plus précisément de l'Ordonnance de Villers-Cotterêts de 1539. Avant cette ordonnance, les naissances étaient prouvées en cour de justice de la même manière que n'importe quel autre fait juridique, ce qui alourdissait considérablement les procès où il y avait un désaccord d'identité.⁵⁰ C'est la raison pour laquelle l'Ordonnance de François Premier modifia une pratique du clergé (les actes de baptême) qui existait depuis le Moyen Âge à des fins civiles. Les membres du clergé seront durant longtemps les gardiens de ces registres.⁵¹ Selon Roch, « ces actes feraient à l'avenir pleine foi des événements qui y étaient relatés, mais qui se limita à la naissance de toute personne et au décès des ecclésiastiques tenant

⁴⁸ Steven DeCaroli, 2007, « Boundary Stones: Giorgio Agamben and the Field of Sovereignty », dans *Giorgio Agamben : Sovereignty and Life*, Stanford : Stanford University Press. pp. 43-69.

⁴⁹ Judith Butler, *Undoing Gender*, op. cit.

⁵⁰ Hervé Roch, c.r., 1949, *Actes et Registres de l'État Civil et rectification*, Montréal : éditeur non disponible.

⁵¹ *Ibid.*

bénéfices, collèges ou monastères... »⁵² Ce n'était pas encore une pratique universelle dans le sens qu'elle n'était pas uniforme. Hormis ce fait, les origines partielles de l'acte de naissance civil nous indiquent sa fonction première : la preuve d'identité.

Pendant les deux cents prochaines années, cette pratique de tenir des registres se raffina considérablement. Les actes de naissance, mais aussi les actes de mariage et les actes de décès, deviendront des pratiques courantes. L'Ordonnance de 1667 (Louis XIV) « exige que, dans "l'article de baptêmes", soit fait mention du jour de la naissance, et soient nommés l'enfant, le père et la mère, le parrain et la marraine... ».⁵³ Quoique le sexe ne soit toujours pas inscrit, les informations qui le sont deviennent uniformes.

Le Conseil Souverain de la Nouvelle-France adoptera les mêmes registres en 1679.⁵⁴ C'est le début de cette pratique sur ce territoire, mais aussi d'une évolution qui lui est propre. En 1795, suite à la multiplication du nombre de cultes en raison de l'immigration vers le Bas-Canada, on chargea les représentants de tous cultes de tenir les mêmes types de registres.⁵⁵ On inclut aussi les actes dans le *Code civil* du Bas-Canada de 1866. Celui-ci dicte que :

« ... les actes de naissance énoncent le jour de la naissance de l'enfant, celui du baptême, s'il a lieu, son sexe et les noms qui lui sont donnés ; les noms, prénoms, professions et domicile des père et mère, ainsi que des parrain et marraine, s'il y en a. »⁵⁶

⁵² *Ibid*, p. 21.

⁵³ Comité du nom de la personne (Québec), 1975, *Rapport sur le nom et l'identité physique de la personne humaine*, Montréal : L'éditeur officiel du Québec, p. 4.

⁵⁴ *Ibid*.

⁵⁵ Hervé Roch, *op. cit.*

⁵⁶ Bas-Canada, 1866, *Code civil du Bas Canada*, Chapitre deuxième des Actes de naissance, article 54, Ottawa : Malcom Camron.

Notons que le nom et le sexe sont inscrits sur l'acte. Pour la prochaine centaine d'années, des procédures plus précises furent peu à peu développées. Ces procédures resteront ambiguës tout au long de cette période. Roch a écrit un livre pour pallier cette lacune. En tant que Chef des adjoints du greffe des Tutelles de la Cour supérieure à Montréal, Roch s'est rendu compte qu'il n'existait aucun manuel de droit pratique. Pour ce qui concerne l'état civil, ce fait posait problème puisque l'état civil avait déjà en 1949 pris une importance centrale au sein de la société. Roch écrit :

« Nécessaires à l'individu pour la preuve de sa propre situation, les actes de l'état civil le sont également aux tiers pour la sécurité de leurs relations d'affaires avec lui et pour qui il est important de savoir les circonstances où il se trouve. Ils sont de même intimement liés à l'administration de l'État : justice civile et criminelle, liste électorale, fixation des impôts, enrôlement militaire, et combien d'autres circonstances. »⁵⁷

Depuis l'ordonnance de 1539, les actes de naissance (et bien sûr les actes de mariage et de décès, quoiqu'ils soient moins pertinents à notre cause) étaient devenus des enjeux de sécurité permettant de standardiser les relations d'affaires et les relations de l'individu à l'État (votes...). Cette citation nous démontre que l'acte de naissance avait toujours sa fonction première, soit la preuve d'identité. C'est pour cette raison qu'il doit y avoir une marque d'individualisation, c'est-à-dire le nom et le prénom. Ce n'est plus qu'en cour de justice que cette preuve d'identité a lieu ; elle sied aussi, maintenant, lors des relations d'affaires et en lien avec l'administration de l'État. À cette première fonction, s'ajoute une deuxième. Ce sont les actes (de naissance, de mariage et de décès) qui déterminent le rang d'un individu dans la société.⁵⁸ Il n'est donc pas surprenant que Roch mentionne que le sexe doit y être inscrit « étant donné

⁵⁷ Hervé Roch, *op. cit.* p. 27.

⁵⁸ Ce qui explique peut-être pourquoi le *Code civil* de 1866 inclut la profession des parents sur les Actes de naissance.

que les droits de la femme diffèrent sous plusieurs rapports de ceux de l'homme ». ⁵⁹ Ces actes sont des dispositifs de sécurité, centrés sur l'homme en tant qu'espèce, le déclinant par ses noms de famille et sexe – bref, par statuts.

La prochaine étape de cette évolution d'intérêt est la *Loi du changement de nom* de 1965⁶⁰. Pour la première fois, on prévoyait dans la loi une modification du nom sur l'acte de naissance. Certes, il existait depuis un certain temps un moyen de faire des rectifications, mais ce n'était que pour les omissions et les erreurs.⁶¹ Il n'y avait donc pas de changement de nom ou de sexe par des voies légales.⁶² La loi de 1965 a permis un changement de nom, mais il fallait tout de même avoir des motifs sérieux puisque dans la tradition de droit civil, il y a l'indisponibilité de la personne juridique. Selon Groffier et Namaste, certaines personnes transsexuelles ont pu faire valoir que le transsexualisme était un motif sérieux et ont pu procéder à un changement de nom. À un certain moment,⁶³ des fonctionnaires de l'état civil avaient pris la décision que le transsexualisme n'était plus un motif sérieux.⁶⁴ Les trans tomberont par conséquent dans un vide juridique. Ils étaient de nouveau incapables de changer leur nom, comme c'était le cas avant 1965, mais cette fois-ci c'était parce qu'ils n'étaient pas considérés comme des cas assez sérieux.⁶⁵

⁵⁹ Hervé Roch, *op. cit.* p.30. (Notons que les textes ne donnent pas la date exacte du début de l'inscription du sexe. Cette information nous aurait été très précieuse pour retracer le développement de ces politiques ainsi que leurs mécanismes intérieurs pour retracer le développement des politiques à l'étude ainsi que leur comparaison.)

⁶⁰ Québec, 1965, *Loi du changement de nom*, Québec : L'éditeur officiel du Québec.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Ethel Groffier, 1975, « De certains aspects juridiques du transsexualisme dans le droit québécois », *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, vol. 6, pp. 114-149.

⁶³ Qui n'est pas spécifié.

⁶⁴ *Ibid*; Viviane Namaste, 2000, *Invisible Lives: The Erasure of Transsexual and transgendered people*, Chicago; London: University of Chicago Press.

⁶⁵ Notons que cette décision ne correspond pas à des avancements dans le domaine chirurgico-hormonal. Les premières chirurgies datent du début du XXe siècle, et le traitement hormonal des années 1940. Gardons aussi à l'esprit que le changement de sexe peut impliquer plusieurs chirurgies. Chacune de ces chirurgies a sa propre évolution. Selon le World Professional Association for Transgender Health, ces chirurgies peuvent inclure :

Le *Rapport sur le nom et l'identité physique de la personne humaine* (1975) critiqua le caractère arbitraire de la loi de 1965, mais aussi le fait que les procédures de son application n'étaient pas connues du public.⁶⁶ Le Comité du nom de la personne va même aller jusqu'à recommander que les personnes transsexuelles puissent changer leur nom et leur sexe sur l'acte de naissance. C'était une nouvelle préoccupation tout à fait absente, par exemple, du *Rapport sur l'état civil* de 1973.⁶⁷ Ainsi, le rapport de 1975 a recommandé « pour des raisons humanitaires de permettre aux transexués d'obtenir que les mentions relatives au sexe et à ses prénoms dans l'acte de naissance soient modifiées ». ⁶⁸ Ce même rapport a aussi recommandé que certaines précautions soient prises pour éviter la fraude. On pensa qu'une personne pourrait prétendre être un transsexuel afin de changer d'identité et ainsi éviter des dettes ou autres engagements. N'oublions pas que la première fonction de l'état civil, c'est la preuve d'identité.

La *Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil* de 1977 suivra la recommandation du comité de 1975 et sera la première réglementation des personnes

Pour les femmes trans : l'orchidectomie (castration), la pénectomie, la vaginoplastie (les trois techniques de bases sont l'inversion pénienne, la transplantation d'un pédicule recto-sigmoïdien, ou greffon de peau libre), la clitoroplastie et la labiaplastie, l'implantation mammaire, chondroplastie thyroïdienne de réduction (réduction de la pomme d'Adam), la liposuction (pour donner une répartition des graisses plus féminine), la rhinoplastie, la réduction de l'os facial, un lifting facial et blépharoplastie (les hommes ont tendance à avoir des traits et rides plus marqués), ainsi que les chirurgies pour modifier la voix.

Pour les hommes trans : l'hystérectomie, la salpingo-ovariectomie (l'ablation des trompes de Fallope et des ovaires), la vaginectomie (fermer le vagin), la métoïdioplastie (construction d'un mini-phallus), la scrotoplastie, l'urétroplastie (afin de pouvoir uriner avec le phallus), des prothèses testiculaires et la phalloplastie (dont les techniques sont très variées), la mastectomie, et la liposuction (pour donner une répartition des graisses plus masculine).

World Professional Association for Transgender Health , 2001, *The Harry Benjamin International Gender Dysphoria Association's Standards of Care for Gender Identity Disorders 6th edition*, disponible : <http://www.wpath.org/publications_standards.cfm>.

⁶⁶ Comité du nom de la personne (Québec), *op. cit.*

⁶⁷ Comité de l'état civil (Québec), 1973, *Rapport sur l'état civil*, Montréal : Office de révision du Code civil.

⁶⁸ Comité du nom de la personne (Québec), *op. cit.*, pp. 42 et 44.

transsexuelles dans la loi.⁶⁹ Un transsexuel pouvait dorénavant modifier son nom et son sexe (les deux modifications se faisaient toujours en même temps). C'est ainsi qu'on a voulu reconnaître le fait que les chirurgies de conversion de sexe avaient lieu au Québec, tout en gérant les possibles dangers, principalement la fraude. C'est la raison pour laquelle on demande que le nouveau nom ressemble à l'ancien (de garder les mêmes initiales), mais aussi qu'un avis du changement de sexe « [soit] publié dans la Gazette officielle du Québec »⁷⁰ et que la personne ait résidé au Québec durant au moins un an. Pour formuler une demande, un ou une transsexuel(le) devra aussi fournir son adresse et son occupation et ce, pour la dernière année. Finalement, il faut que le changement soit permanent et donc, on exige que la personne « [ait] subi avec succès les traitements médicaux ainsi que les traitements chirurgicaux impliquant une modification structurale des organes sexuels et destinés à modifier ses caractères sexuels apparents. »⁷¹ Cette ambiguïté au niveau des chirurgies nécessaires pour effectuer un changement de sexe causera des problèmes.

Ayant consulté des transsexuels (FTM)⁷², Namaste démontre que jusqu'à 1996, les chirurgies nécessaires pour changer le sexe étaient : l'hystérectomie, la mastectomie et l'ovariectomie.⁷³ En 1998, ils ont rajouté la vaginectomie. Des fonctionnaires avaient décidé de changer leur interprétation de la loi.⁷⁴ Plus tard cette même année, ils ont commencé à demander une phalloplastie.⁷⁵ En avril 1998, on a remplacé cette consigne avec « la reconstruction des organes mâles ». ⁷⁶ Namaste explique que « de plus, selon la Direction de l'état civil, il faut qu'un transsexuel de femme à homme

⁶⁹ Québec, 1977, *Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil*, Québec, L'éditeur officiel du Québec.

⁷⁰ Québec, *Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil*, Section II, article 7.

⁷¹ *Ibid*, Section II, article 16.

⁷² Pour l'expression « Female To Male ».

⁷³ Viviane Namaste, *op. cit.*, p. 249.

⁷⁴ *Ibid*.

⁷⁵ Viviane Namaste, 1998, *Évaluation des besoins : Les travesti(e)s et les transsexuel(le)s au Québec à l'égard du VIH/Sida*, Montréal : Action Santé : Travesti(e)s et transsexuel(le)s du Québec.

⁷⁶ *Ibid*, p. 110.

urine debout, afin d'être considéré un homme devant la loi. »⁷⁷ Il n'est pas clair si c'est toujours le cas, mais nous voyons que non seulement les fonctionnaires ont demandé certaines modifications physiques, mais ont aussi exigé certains comportements *masculins*.⁷⁸

Aujourd'hui, c'est la Section IV du *Code civil* qui traite du changement de sexe. Nous la citons ici au complet, afin d'être exhaustif.

« SECTION IV
DU CHANGEMENT DE LA MENTION DU SEXE

71. La personne qui a subi avec succès des traitements médicaux et des interventions chirurgicales impliquant une modification structurale des organes sexuels, et destinés à changer ses caractères sexuels apparents, peut obtenir la modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance et, s'il y a lieu, de ses prénoms.

Seul un majeur domicilié au Québec depuis au moins un an et ayant la citoyenneté canadienne peut faire cette demande.
1991, c. 64, a. 71; 2004, c. 23, a. 1.

72. La demande est faite au directeur de l'état civil ; outre les autres documents pertinents, elle est accompagnée d'un certificat du médecin traitant et d'une attestation du succès des soins établie par un autre médecin qui exerce au Québec.
1991, c. 64, a. 72.

73. La demande obéit à la même procédure que la demande de changement de nom. Elle est sujette à la même publicité et aux mêmes droits et les règles relatives aux effets du changement de nom s'y appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.
1991, c. 64, a. 73; 2004, c. 23, a. 2. »⁷⁹

Le premier paragraphe nous démontre que les chirurgies nécessaires ne sont toujours pas spécifiées, donnant encore aujourd'hui la possibilité à de larges interprétations.

⁷⁷ *Ibid*, p. 111.

⁷⁸ Encore une fois, ces décisions ne correspondaient pas à de nouvelles techniques chirurgicales.

⁷⁹ Québec, *Code civil du Québec*, disponible (dernière mise à jour le 1er octobre 2008) : <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/CCQ/CCQ.html>, Québec : Éditeur Officiel du Québec.

Le deuxième paragraphe de l'article 71 ainsi que les articles 72 et 73 font allusion aux mêmes précautions contre la fraude dont nous nous sommes entretenus ci-dessus (résidence, chirurgies, publications).

Deux dernières précisions s'imposent. Il faut noter que l'acte de naissance a aujourd'hui un lien direct avec les autres documents identitaires puisque c'est l'acte de naissance modifié qui ouvre la porte aux modifications d'autres documents. Une fois que le Directeur de l'état civil modifie le nom sur le registre et émet un nouvel acte de naissance, il est possible de procéder à une demande auprès de la Régie d'assurance maladie du Québec ainsi que de la Société d'assurance automobile du Québec, ainsi que pour obtenir le passeport canadien.⁸⁰ C'est pour cette raison que même si notre recherche s'intéresse aux politiques qui réglementent le changement de nom et de sexe légal plus globalement, nous n'avons fait l'histoire que de l'acte de naissance. Ce dernier est le point d'accès aux autres modifications légales. Ainsi, si une personne se fait nier une identité par le bureau du Directeur d'état civil, il s'ensuit qu'elle n'aura pas accès aux autres changements.

Aujourd'hui, les procédures pour demander un changement de nom et de désignation de sexe sont toujours ambiguës comme le note un dépliant publié par Projet-10 et l'Action santé travesti(e)s et transsexuel(le)s du Québec (ASTT[E]Q).⁸¹ Ils ont cependant regroupé trois avenues pour changer son nom et/ou sa désignation de sexe.⁸² La première, qui découle de la loi de 1965, requiert un usage courant du

⁸⁰ Société de l'assurance automobile Québec, consulté le 20 avril 2009, *Permis de conduire*, disponible sur <http://www.saaq.gouv.qc.ca/permis/modif_permis.php>; Régie d'assurance maladie Québec, consulté le 20 avril 2009, *La carte*, disponible sur <<http://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/citoyens/assurancemaladie/carte/correction.shtml>>; *Passeport Canada*, consulté le 20 avril 2009, *Renseignements personnels*, disponible sur <<http://www.ppt.gc.ca/cdn/section1.aspx?lang=fra>>.

⁸¹ Projet 10 et Action Santé : travesti(e)s et transsexuel(le)s du Québec, *FAQ About Transitioning*, dépliant toujours en circulation.

⁸² Cactus Montréal (ASTT(E)Q) et Projet 10, *Changement de nom et désignation de sexe*, toujours en circulation. (Les organismes sont en lien direct avec les communautés trans

nouveau nom depuis cinq ans. Si la demande est acceptée, les noms utilisés sont rajoutés à l'acte de naissance (les anciens noms ne sont pas enlevés de l'acte, mais ne doivent par forcément être inscrits sur les permis de conduire, les cartes d'assurance-maladie et ainsi de suite). La deuxième possibilité dérive directement de la loi de 1977, et suit les protocoles nommés (avec cette option, le nom et le sexe sont modifiés, et les anciens noms ne sont pas inscrits sur l'acte de naissance). La troisième méthode date de 2006 et permet aux transsexuels de changer de nom avant de changer de sexe.⁸³ Il faut une lettre d'un psychiatre ou d'un psychologue affirmant que la personne requérante est transsexuelle, prouvant qu'un changement physique est en cours et prouvant que le nom choisi est en utilisation courante depuis au moins un an. La requête doit être publiée et dans la *Gazette* et dans la section des petites annonces d'un journal local. On précise que cette voie demeure du cas par cas.

La revue de l'histoire des politiques qui gèrent la modification du nom et du sexe, ainsi que des procédures actuelles étant accomplie, nous sommes maintenant en mesure de reprendre nos trois types de normes.

qui les informent de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas. Les informations présentées dans leurs dépliants sont un regroupement des avenues qui fonctionnent *souvent*. En particulier, pour les première et troisième méthodes, on offre des consignes générales car le bureau du Directeur de l'état civil procède cas par cas.)

⁸³ La Coalition des transsexuels et transsexuelles du Québec affirme qu'effectivement depuis 2006, il est plus facile pour les transsexuels de changer leur nom; Coalition des transsexuels et transsexuelles du Québec, consulté le 20 avril 2009, *Droits et procédures : Gouvernement du Québec : procédure pour le changement de nom*, disponible sur <http://www.cttq.org/index.php?option=com_content&task=blogsection&id=6&Itemid=47>.

1.4 – LES NORMES II

1.4.1 – LES NORMES DISCIPLINAIRES

Rappelons que les normes disciplinaires sont posées et, par la suite, le repérage du normal et de l'anormal est accompli. Bref, on tend vers un idéal. Les normes ont comme cible le corps, cherchent à tout contrôler, et se servent de l'examen et des punitions pour corriger le corps anormal. Dans notre contexte, les normes disciplinaires agissent de trois façons. En premier, l'acte de naissance sert à affirmer qu'il n'y a que des femmes et des hommes. Une fois qu'un « f » ou un qu'un « m » est inscrit à l'acte, il sert de dispositif permettant aux normes qui gèrent le comportement des femmes et des hommes de travailler. Finalement, avec l'entrée en vigueur de la loi de 1977 et son application subséquente par des fonctionnaires, le transsexuel normal est produit. Ainsi, l'*anormal* peut se redresser et devenir *normal*.

Pour commencer, les actes confirment que devant la loi et la société, il y a des femmes et il y a des hommes. Ces femmes et ces hommes sont normaux, le reste anormal. À la naissance d'un enfant, l'accoucheur détermine son sexe. Notons que le sexe n'a aucune définition légale. Ce « f » et ce « m » ne sont rien qu'un reflet de l'apparence des organes génitaux extérieurs. Puisqu'il n'y a que deux options, toutes formes d'intersexualité – c'est-à-dire de mélange entre les deux sexes au niveau du physique, des chromosomes ou des hormones – n'existent pas devant la loi ou par conséquent sur l'acte de naissance. Le corps de l'enfant intersexué sera fort probablement normalisé à l'aide de chirurgies et le cas échéant d'hormones.⁸⁴ Dans le même ordre d'idées, une personne transgenre qui réclame de faire partie des deux sexes, d'aucun sexe ou d'un autre, n'est pas une

⁸⁴ Anne Fausto-Sterling, 2000, *Sexing the Body : Gender Politics and the Construction of Sexuality*, New York: Basic Books.

personne juridique. Le rebelle intersexué qui garde son corps ambigu et le transgenre qui se retrouve entre deux subissent la même technique de discipline : la non-représentation de l'anormal. Ils n'ont donc pas la récompense d'être reconnus et subissent tous les effets négatifs qu'apporte un manque de document adéquat.⁸⁵

Ensuite, ce « f » et ce « m » annoncent aussi quelles actions, comportements et emplacement spatial seront permis pour le corps qu'il représente.⁸⁶ En d'autres mots, nous avons ici un dispositif qui assure une cohérence de sexe et genre. Cela signifie qu'une personne de sexe féminin aura un genre féminin et qu'une personne de sexe masculin aura un genre masculin. De facto, les personnes transgenres qui habitent un entre-deux général se font nier une identité publique représentative de leur personne. Les actes de naissance et les pièces d'identité qui en découlent sont un rappel continu du fait que cette entité juridique, le citoyen, est redevable à certaines normes qui gouvernent son comportement même si l'acte de naissance ne fait pas mention directe de ce fait. L'individu sera soumis à un examen de sa féminité ou de sa masculinité chaque fois qu'il présente une pièce d'identité. Une personne qui de toute apparence est une femme, mais qui a une carte avec un « m » échoue à son examen. Cette personne est anormale. La technique de discipline dépend du contexte de l'examen. Nous savons déjà que s'éloigner des normes du genre et du sexe peut entraîner de la violence directe. D'autres punitions, comme la mise à part et le ridicule, seront présentées lorsque nous discuterons des effets dans la vie de tous les jours d'avoir des documents identitaires non représentatifs.

Depuis 1977 et la *Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil*, une personne qui a des documents non représentatifs n'est pas forcément

⁸⁵ Ces effets seront revus dans le Chapitre II.

⁸⁶ Jusqu'à un certain point, un nom sexué a le même effet.

anormale. Il ou elle peut retrouver la normalité s'il ou elle est un ou une transsexuel(le) normal(e). Pour le devenir, cette personne devra subir des chirurgies pour modifier l'apparence de ses organes génitaux. C'est problématique parce que ce ne sont pas tous les trans qui veulent ces chirurgies. Certains se contentent d'hormones, de chirurgies de restructuration de la poitrine, de chirurgies faciales...⁸⁷ Il faudra aussi parfois, comme le démontrent les recherches de Namaste auprès du Directeur de l'état civil dans les années 1990, adhérer à certains comportements (comme se servir d'un urinoir). Encore une fois, une série d'exams et de punitions travaillent à faire assimiler certaines normes par le corps. La loi de 1965 et la possibilité pour les trans (depuis 2006) de modifier leur propre nom vont elles aussi travailler à produire des transsexuels normaux et des trans anormaux, car elles contrôlent qui aura accès à des changements de nom.

En résumé, l'acte de naissance réaffirme qu'il y a des femmes et des hommes et celui-ci sert de dispositif pour assurer leur bon comportement. La loi de 1977 produit pour sa part des transsexuels normaux. Les anormaux seront exclus par les politiques de l'état civil et se feront refuser un changement de nom et/ou de sexe légal.

1.4.2 – LES NORMES DE LA BIOPOLITIQUE

Passons aux normes de la biopolitique. Comme le lecteur s'en souviendra, les techniques de la biopolitique s'appliquent à la population, à ses processus biologiques et à sa santé. Dans le cas de l'épidémie de variole au XVIII^e siècle, les statistiques étaient un support important pour les techniques de la biopolitique. Dans notre cas, ce sont les registres, d'où l'intérêt de leur

⁸⁷ Viviane Namaste, *Évaluation des besoins : les travesti(e)s et les transsexuel(le)s au Québec à l'égard du VIH/Sida*, loc. cit.

évolution. Peu à peu, ce système régulateur s'est développé. Depuis le temps où ces actes ont été inclus dans le *Code civil* du Bas-Canada, ils étaient devenus des outils de mesure. Ce sont les registres d'actes qui travaillent à produire la population en la transformant en objet de savoir. Ils la représentent. Si la population est un corps à plusieurs têtes, chaque acte du registre se retrouve à être une de ces têtes. Ces registres vont aussi documenter certains processus biologiques, dont la naissance et le décès (actes de décès). Ces processus deviennent des informations clés pour ce pouvoir biopolitique qui veille à la santé de sa population. Dans ces circonstances, chaque information sur l'acte (nom, sexe, date de naissance et ainsi de suite) devient un outil pour discerner les cas. Certains cas sont des femmes, des mineurs et ainsi de suite... Ces cas sont nécessaires par la suite pour identifier les courbes de normalité. Quels cas sont favorables ?

Comme l'a noté Roch, ces actes servent à assurer une sécurité des échanges en prouvant l'identité et le statut. Le nom et le sexe étant standardisés sur l'acte, cela permet de protéger et l'État et les citoyens contre la fraude. De prime abord, les cas favorables sont ceux où l'identité reste stable et proche des courbes de normalité où une identité n'est ni ambiguë ni contestée. On pourrait faire une lecture de l'indisponibilité de la personne dans cette même veine. Lorsqu'il est devenu apparent qu'il fût favorable que le nom change dans certains cas (par exemple un nom qui prête au ridicule)⁸⁸, la loi de 1965 fut adoptée. Elle demandait tout de même des motifs sérieux pour assurer que les identités ne puissent pas trop se métamorphoser. La loi de 1977 suit aussi cette logique, comme le démontrent les mesures de protection contre la fraude qui y sont incluses. Considérons le cas de la personne trans qui publie son ancien nom, son

⁸⁸ Quoique les législateurs ont fort probablement invoqué des arguments humanitaires pour permettre ce changement, nous pourrions aussi dire qu'un nom qui se prononce mal, ou qui prête au ridicule ne permet pas des échanges économiques en pure positivité.

nouveau nom et son adresse dans la *Gazette*. Elle vient de se vulnérabiliser en annonçant publiquement qu'il est un transsexuel. En demandant de révéler leur emploi durant la dernière année, on empêche les travailleuses du sexe trans et les sans-abri trans de déposer des demandes de changement de nom et de sexe. Bref, un trans peut souffrir pour la seule raison qu'on veuille se protéger contre la fraude. Comme l'a écrit Legrand : « Faire vivre et laisser mourir (certains) pour faire vivre (le tout, optimiser la vie de tout). »⁸⁹

Les lois de 1965 et 1977 suivent aussi la même logique que le vaccin et/ou la disette localisée : permettre un certain nombre de cas défavorables pour en neutraliser d'autres. Il sera permis que certains pourront effectuer un changement d'identité afin de s'assurer que l'identité stable ne soit pas remise en question. Ces lois affirment « *si vous êtes transsexuel(le), alors changez votre nom et votre sexe* » comme si c'était simple de le faire. Mais le lecteur est déjà au courant que pour ce faire un trans doit être une personne *trans normale* au sens des normes disciplinaires en vigueur. La biopolitique s'appuie sur certaines techniques disciplinaires pour encadrer les relations entre individus.

La deuxième fonction des actes de naissance, c'est de tenir compte du statut des citoyens. Cela explique l'intérêt du sexe selon Roch en 1949. Certains argumenteraient que puisque les femmes sont aujourd'hui formellement égales aux hommes, le sexe pourrait être enlevé de l'acte (après tout, ce n'est pas un moyen efficace de démontrer l'identité d'une personne), mais la distinction entre les deux sexes est très présente, même en 2009. Ça peut être aussi simple que les différences de prime d'assurance automobile pour les hommes et pour les femmes. Puisque cette différence de sexe est toujours pertinente dans certains

⁸⁹ Stéphane Legrand, *Les normes chez Foucault*, Paris: PUF, p. 281.

cas, on n'enlèvera pas la mention de sexe, même si celle-ci n'est pas un moyen efficace de confirmer une identité.⁹⁰

1.4.3 – *LES NORMES SOUVERAINES*

Finalement, les normes souveraines entrent en jeu là où la loi reste silencieuse. La loi ne peut pas prévoir tous les cas, et lorsqu'un tel cas imprévu survient, il faut prendre une décision. Dans ces circonstances, l'ambiguïté des lois et protocoles connexes à la modification du nom et du sexe sur l'acte de naissance (et ce, tout au long de leur évolution) prend une certaine importance. Roch (en 1949), le Comité de révision (de 1975), Groffier (en 1975), Namaste (dans les années 1990), et aujourd'hui le Projet-10 et l'ASTT(E)Q, tous ont noté que les politiques sont vagues, méconnues de la population, ambiguës ou arbitraires. En conséquence, certaines décisions souveraines doivent être prises. Selon Agamben, ces décisions ne sont plus réservées uniquement au chef d'État ou au juge, mais aussi au médecin. Nous continuons cette logique pour inclure les fonctionnaires du bureau du Directeur de l'état civil.

Dans la théorie agambienne, les décisions souveraines enlèvent la protection qu'aurait en temps normal une vie. Celle-ci est abandonnée et par conséquent vulnérable. C'est comme cela qu'il faut interpréter les décisions de fonctionnaires qui bloquent certaines personnes trans d'une protection de la loi, ici sous forme d'une personne juridique représentative. Le travail de Namaste au sujet des années 1990 nous en donne un exemple précis. Puisque les protocoles sont aujourd'hui tout aussi ambigus et que les fonctionnaires du bureau peuvent toujours refuser un changement, nous pouvons déduire que de telles décisions peuvent toujours avoir lieu.

⁹⁰ À cette fin, la photo est plus efficace.

Ces décisions souveraines sont censées protéger un ordre que les trans remettent en question par leur simple existence. Les normes en jeu sont celles qui ont été intériorisées par les fonctionnaires et qui concernent l'apparence physique de l'homme et de la femme, mais aussi, par moment, leurs comportements respectifs (l'usage de l'urinoir). N'oublions pas que les fonctionnaires sont impliqués dans un organisme dont la logique interne peut avoir une influence considérable sur le processus décisionnel. Or, les normes intériorisées par les fonctionnaires interagissent avec les normes perçues comme appartenant à leurs patron, collègues, et ainsi de suite. Reste que ce modèle nous permet de voir comment des décisions (qui en surface paraissent arbitraires) seraient en effet le résultat de normes.

Quoique nous sachions que les normes souveraines se retrouvent dans les décisions prises par les fonctionnaires au sujet de l'application des politiques de modification de nom et de sexe, davantage de recherches seraient nécessaires pour en connaître l'étendue. Le fonctionnaire qui applique les politiques est porteur d'une vision normative tout autant que la structure organisationnelle dans laquelle il ou elle est imbriqué. Cet exposé nous permet cependant d'avoir un aperçu du fonctionnement de ces normes au sein des politiques. Notons que ces politiques excluent des personnes trans qui, ainsi, ne pourront pas accéder à un changement légal de nom et/ou de sexe. Ces exclus sont les anormaux des normes disciplinaires (qui ne subissent pas les bonnes chirurgies, ne sont ni homme ni femme, ou ont un sexe qui ne correspond pas à leur genre), les cas défavorables des normes de la biopolitique (les sans-abri, les travailleuses du sexe et tous les autres qui sont exclus pour prévenir la fraude) ainsi que les abandonnés des normes souveraines (dont la vie a été jugée comme ne valant pas la peine de jouir d'une protection juridique).

À cet égard, l'évaluation de l'impact de ces politiques sur la vie des trans nous permet notamment de montrer comment les mécanismes qui les gouvernent mènent à la violence, c'est-à-dire à l'écart actuel-potentiel. En effet, s'il est difficile de cibler de façon directe le mécanisme par lequel s'insinue la norme, les effets directs, eux, sont assez visibles.

CHAPITRE II

L'ÉROSION DE LA CITOYENNETÉ TRANS

Nous avons déjà vu que des normes disciplinaires, de la biopolitique et souveraines, excluent des trans et empêchent leur accès à un changement de nom et/ou de désignation de sexe. Ce chapitre examinera l'impact sur la vie des trans de se faire refuser des documents identitaires qui représentent leurs identités personnelles.⁹¹ Il tâchera en conséquence de rendre plus tangible l'écart entre le potentiel et l'actuel des trans en mettant en lumière la distance entre leur actuel et celui des non-trans. Ce faisant, nous pourrions confirmer qu'il y a une violence présente dans les politiques qui gèrent la modification du nom et du sexe dans l'acte de naissance. Nous tâcherons par la suite d'interpréter ces effets dans la perspective de la citoyenneté pour démontrer l'érosion de celle-ci.

2.1 – L'IMPACT SUR LA VIE DE TOUS LES JOURS D'AVOIR UN ACTE DE NAISSANCE QUI NE CORRESPOND PAS À SON NOM ET/OU À SON SEXE SOCIAL

Augst-Merelle et Nicot ont voulu démystifier l'expérience trans. En parlant d'un individu en transition qui *pass*⁹² en tant que femme dans la société, elles écrivent qu'« [il] n'en reste pas moins que, si l'apparence est devenue féminine, les papiers sont toujours ceux d'un homme. Il n'a pas besoin d'être énarque ou ministre de la Justice pour en deviner les répercussions quotidiennes. »⁹³ Ce qui est évident pour les trans (les répercussions quotidiennes) reste souvent caché pour nous. Le résultat

⁹¹ Ces effets constituent les péripéties de cette histoire.

⁹² « Passer » signifie se faire prendre pour le sexe voulu. Ainsi, une femme transsexuelle *pass*, si l'on constate que les gens autour d'elle ne s'aperçoivent pas qu'elle est une transsexuelle.

⁹³ Alexandra Augst-Merelle, et Stéphanie Nicot, 2006, *Changer de sexe : Identités transsexuelles*, Paris : Le Cavalier Bleu, p. 144.

est que même si les effets que nous allons énumérer sont de l'ordre du sens commun pour les trans, il n'en demeure pas moins que plusieurs gens n'y pensent pas. C'est la raison pour laquelle l'exposé suivant est plutôt d'ordre technique. Rappelons que l'acte de naissance doit être modifié avant le permis de conduire, la carte d'assurance-maladie et le passeport. L'impact de la non-modification de l'acte de naissance a donc comme effet secondaire de se faire refuser les trois autres documents.

Les exemples d'effets qui suivent proviennent de plusieurs sources. Namaste est la seule à avoir travaillé les effets des documents sur le vécu des trans québécois et ce, dans un contexte académique. Pour cette raison, nous nous en servons comme point de départ. D'autres exemples viendront compléter cette esquisse. Nous puisons dans les travaux d'autres auteurs (de la France, des États-Unis et de l'Angleterre) ainsi que des actualités dans les médias. En outre, des exemples théoriques, mais possibles seront donnés.⁹⁴ Au total, nous traiterons de cinq catégories d'effets néfastes exerçant un impact sur différents plans : le milieu du travail, l'éducation, la santé, les échanges avec des instances gouvernementales et la relation interpersonnelles. Ces exemples ne se veulent pas exhaustifs.

2.1.1 – LE MILIEU DU TRAVAIL

La discrimination dans le milieu de travail est l'une, voire la plus importante, des formes de discrimination que vivent les trans.⁹⁵ Par exemple, garder son emploi

⁹⁴ Ces derniers prennent souvent leur inspiration de nos contacts avec les populations trans (dans un contexte d'engagement communautaire) et d'autres recherches et serviront à compléter le portrait de l'impact des politiques de l'état civil sur la vie des trans exclus.

⁹⁵ Voir : Association des transsexuels et transsexuelles du Québec, 2008, « Bulletin du sondage de l'ATQ 04-2008 », consulté le 20 octobre 2008, <http://www.atq1980.org/old/sondage_avril_08.pdf>; Julie Darke, et Allison Cope, 2002, *Trans Inclusion Policy Manual For Women's Organizations*, Trans Alliance Society, disponible sur le site <<http://www.transalliancesociety.org/education.html>>; Stephen Whittle, Lewis Turner, et Maryam Al-Alami, 2007, « Engendered Penalties: Transgender

lors d'une transition peut être difficile si l'employeur ne soutient pas son employé. Parfois, le défi se présente devant des collègues du trans qui n'acceptent pas sa transition. Il se peut aussi que si la personne trans effectue un travail en relation avec le public, celui-ci réagisse mal. Ce genre de défis fait en sorte que plusieurs trans décideront de changer d'emploi ou même de métier afin d'échapper à la discrimination. Nous faisons mention de ces défis parce qu'il est important de garder à l'esprit que les documents identitaires ne sont qu'une partie des problèmes auxquels font face les trans sur le marché du travail. Cela dit, il reste que ces problèmes peuvent être la source de plusieurs embarras. Les documents identitaires entrent en jeu lors d'une demande d'emploi. Comme le souligne Namaste, un employeur peut exiger un examen physique, un relevé de notes ou une copie du diplôme.⁹⁶ Ajoutons que souvent, l'employeur va aussi demander un permis de conduire ou des certifications variées (cartes de compétence en secourisme ou RCR, permis d'utilisation de pesticides, certification de sécurité, etc.). Si la carte d'assurance-maladie n'a pas été modifiée, un examen physique sera problématique, car il mettra en évidence la transition du trans. Les relevés de note et diplômes seront émis selon le prénom et le nom officiels de la personne. Les autres certifications aussi seront émises selon le prénom et le nom inscrits sur les documents officiels du gouvernement. La disparité entre l'identité sociale et l'identité politique peut mener à l'embarras et à la perte d'une possibilité de travail, car l'individu trans fera face aux préjugés de l'employeur. Il y a dans ce cas un écart important entre l'actuel des non-trans et l'actuel des trans qui vivent cette situation, car un non-trans n'éprouverait pas les mêmes problèmes. Selon les critères énumérés lors du dernier chapitre, nous pouvons donc dire qu'il y a un écart actuel-potentiel chez les trans concernés.

and Transsexual People's Experiences of Inequality and Discrimination », *The Equalities Review* Manchester, disponible sur le site <www.theequalitiesreview.org.uk>.

⁹⁶ Viviane K Namaste, 2000, *Invisible Lives : the Erasure of Transsexual and Transgendered people*, Chicago; London: University of Chicago Press.

Les politiques à l'étude empêchent les trans de réaliser leurs potentiels à l'emploi. Notons que la discrimination dont ils peuvent être victimes de la part des employeurs, des collègues, ou des clients se rattache aussi à des violences qui briment leur potentiel. Il serait utile que davantage de recherches soient menées sur les trans en milieu de travail au Canada, et particulièrement au Québec.

2.1.2 – L'ÉDUCATION

Passons maintenant à l'éducation. Namaste soulève deux circonstances où les documents identitaires peuvent être problématiques : l'inscription et l'obtention des prêts et bourses.⁹⁷ Ajoutons un troisième cas : la vie étudiante (incluant les cours et les activités sur le campus). Si les documents n'ont pas été modifiés, un individu trans doit s'inscrire avec un nom et un sexe (inscrits sur ses documents) qui ne le représentent pas. Cela implique que son diplôme sera décerné à un nom dont il ou elle ne se sert pas dans la sphère sociale. Namaste explique que si les documents ont été changés au fédéral, il est parfois possible pour un trans de s'inscrire à l'université avec son nouveau nom. Mais si les documents provinciaux n'ont pas été modifiés, il recevra ses prêts et bourses sous son ancien nom.⁹⁸ Ceci pose problème parce que le nom sur la bourse ne se retrouvera pas sur les registres du collège ou de l'université.⁹⁹ Fort probablement, l'étudiant trans qui n'a pas bénéficié du changement légal de son nom et/ou de son sexe au provincial devra s'inscrire avec son nom et/ou son sexe de naissance. Dans ce cas, la personne recevra ses prêts et bourses sous le même nom auquel elle est inscrite. Elle devra tout de même vérifier, au moment de se présenter à la banque, si son apparence n'est pas en concordance avec le nom et/ou le sexe sur

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Auparavant, il était possible de modifier son nom sur le passeport (au fédéral) même si ce n'était pas fait au provincial. Ce n'est plus le cas, comme nous l'avons expliqué au dernier chapitre, mais il y a toujours des trans qui détiennent un passeport sous un premier nom et un acte de naissance sous un autre. Cela dit, c'est de moins en moins fréquent.

⁹⁹ Viviane Namaste, *Invisible Lives*, *op. cit.*

ses papiers identitaires. Comme il a été noté, les normes disciplinaires en lien avec les actes de naissance servent de dispositif pour assurer une cohérence de sexe et de genre. Si un étudiant arrive à la banque avec un chèque au nom de Marie et des cartes d'identité de femme, mais qu'il a l'apparence d'un homme, celui-ci échouera à l'examen de sa féminité. De même, on pourrait l'accuser de fraude, car on jugera son identité instable (normes de la biopolitique). Et il en est de même pour tous les événements et situations typiques de la vie étudiante où une disjonction entre le nom et/ou le sexe sur la carte étudiante¹⁰⁰ et l'apparence de l'individu pose problème : lorsqu'un ou une professeur(e) prend les présences, lorsqu'il faut présenter sa carte d'étudiant avant un examen, emprunter des livres à la bibliothèque, régler des formalités au registrariat, et ainsi de suite. À chaque fois, l'identité de la personne trans risque d'être découverte. Et les conséquences sont très variées. Par exemple, un ou une étudiant(e) peut abandonner un cours si le ou la professeur(e) décide de prendre les présences, ou il ou elle peut éviter d'emprunter des livres à la bibliothèque afin de protéger son identité privée transsexuelle. Dans chacun de ces cas, se faire refuser un changement de nom et/ou de sexe sur l'acte de naissance, et par conséquent sur d'autres documents, devient un désavantage dans le milieu scolaire.

Les personnes trans concernées par ces politiques seront confrontées à des défis lors de l'inscription, auront moins accès aux prêts et bourses, et vivront un niveau important de stress relié au dévoilement de leur identité. Encore une fois, les politiques qui limitent l'accès des trans à la modification du nom ou du sexe sur

¹⁰⁰ Le sexe est inscrit dans le numéro d'étudiant permanent. Ce code alphanumérique se compose des trois premières lettres du nom de famille de l'étudiant et de la première lettre du prénom, et en chiffres du jour de naissance (dans le mois), du mois de naissance (en additionnant 50 dans le cas d'une femme), des deux derniers chiffres de l'année de naissance et du nombre d'étudiants ayant déjà porté le même nom (si une étudiante est la troisième Marie Tremblay, elle aura donc un 03 à la fin de son code permanent).

l'acte de naissance mènent à un écart entre l'actuel des trans et celui des non-trans étant donné que ces derniers n'ont pas à éprouver ces soucis.

2.1.3 – *SANTÉ*

Nous avons maintenant atteint la catégorie santé. Encore une fois, le travail de Namaste est un bon point de départ. Selon l'auteure, certaines personnes trans-identifiées ne se serviront pas de leurs cartes de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) pour éviter de se faire interpeller par le nom-sexe qui y est inscrit.¹⁰¹ Les trans disent se faire interpeller par leur ancien nom (accompagné de Madame si leur carte affiche un « f » et Monsieur si leur carte comporte un « m ») et ce, même après avoir expliqué la situation au personnel de la clinique ou de l'hôpital. On pourrait interpréter ce phénomène comme étant une punition suite à l'échec de l'examen disciplinaire de la cohérence sexe-genre. La décision de vulnérabiliser une vie en interpellant un trans par son ancien nom ou son ancien sexe est aussi une décision souveraine. Il en résulte que lorsqu'ils doivent consulter un médecin, certains trans préfèrent défrayer les coûts de leur poche, afin de pouvoir donner le prénom de leur choix.¹⁰² De toute évidence, ils pourraient se retrouver devant des choix difficiles et ce, au détriment de leur santé. D'autant plus que la discrimination dans le milieu de travail fait en sorte que les trans peuvent souvent se retrouver dans une situation économique précaire. Que ce soit parce qu'ils veulent éviter la possibilité de se faire humilier dans une salle d'attente¹⁰³, ou parce qu'ils ne peuvent pas payer les frais de leur

¹⁰¹ Viviane Namaste, *Invisible Lives*, op. cit. (Les informations de Namaste sont aussi reprises dans : 1997, *Systems Failure: A Report on the Experiences of Sexual Minorities in Ontario's Health-Care and Social-Services Systems*, Toronto : Coalition for Lesbian and Gay Rights in Ontario [CLGRO] : Project Affirmation.)

¹⁰² Viviane Namaste, *Invisible Lives*, op. cit.

¹⁰³ Ce genre de discrimination est aussi une violence. Comme dans les milieux de travail et d'éducation, nous observons que différentes violences interagissent les unes avec les autres.

propre poche, nous observons un écart actuel-potentiel lorsqu'un trans évite de consulter un médecin.

Rappelons aussi que la modification du nom sur l'acte de naissance requiert un traitement hormonochirurgical et, en particulier, la reconstruction des organes génitaux extérieurs. Ces trans ont donc besoin d'un bon suivi médical. C'est un besoin additionnel qui n'est pas partagé par les non-trans, mais qui peut mener tout de même à un écart actuel-potentiel.

2.1.4 – LES RAPPORTS AVEC LE GOUVERNEMENT

Observons le cas du rapport des trans avec les instances gouvernementales. Augst-Merelle et Nicot écrivent qu'« [avoir] des papiers non conformes à son identité sociale conduit à des tracasseries incessantes des organismes d'État »¹⁰⁴. Les exemples que nous présentons tendent aussi vers cette conclusion. Nous nous limitons à trois exemples afin d'illustrer notre point : le passeport, les formulaires administratifs et le vote. Une personne trans qui n'a pas pu faire modifier son prénom et/ou son sexe sur son passeport dévoilera son identité transsexuelle à chaque fois qu'elle voyagera hors du Canada, ce qui peut limiter ses possibilités de voyage. Par la suite, cette personne trans fera face à de nombreux embarras et défis en remplissant des formulaires administratifs qui demandent souvent de préciser le sexe et ce, même dans les cas où ce n'est pas pertinent.¹⁰⁵ Légalement, elle doit inscrire son sexe civil. Bien que les passeports et les formulaires administratifs soient importants, l'aspect qui nous semble le plus important dans le rapport au gouvernement est le droit de vote.

¹⁰⁴ Alexandra Augst-Merelle et Stéphanie Nicot, *op. cit.* p. 144.

¹⁰⁵ Ethel Groffier, 1975, « De certains aspects juridiques du transsexualisme dans le droit québécois », *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, vol. 6, pp. 114-149.

Le suffrage universel est à première vue un droit acquis par l'ensemble des adultes canadiens. Mais hélas, les choses sont plus compliquées qu'elles ne le semblent. Nous allons considérer les élections provinciales et fédérales. Pour commencer, selon le site Web du Directeur général des élections au Québec (DGE), pour dresser la liste électorale permanente, les listes électorales rectifiées et les listes électorales des dernières élections sont fusionnées :

« [...] le fichier des personnes assurées de la RAMQ sont recoupés afin d'attribuer à chaque électeur un code de recoupement. Ce dernier permet à la RAMQ de transmettre au DGE tout changement d'identité ou d'adresse d'un électeur donné. La mise à jour du fichier des électeurs s'effectue de façon permanente.¹⁰⁶ »

Comme le lecteur le sait déjà, pour modifier son nom et son sexe sur la liste d'assurés de la RAMQ, il faut le faire au niveau du Directeur de l'état civil, et donc sur l'acte de naissance. Il est problématique que la liste électorale suive la liste des assurés. Un certain nombre de mises à jour proviennent, selon le même site, de la Société de l'assurance automobile du Québec (qui pose le même problème), du Curateur public, de la Commission permanente de révision, immigration et citoyenneté, ainsi que des modifications effectuées sur des listes municipales (qui ne sont pas des options pertinentes à notre propos). Finalement, une mise à jour pourrait se faire si un trans le demande, mais il devra fournir les preuves requises.

Observons maintenant le cas du gouvernement fédéral. Selon le site Web d'Élection Canada :

« Le registre est mis à jour à partir des sources suivantes : registres provinciaux et territoriaux des véhicules automo-

¹⁰⁶ Le Directeur général des élections du Québec, *À propos de la liste électorale permanente (LEP)*, <http://www.electionsquebec.qc.ca/fr/liste_electorale_permanente.asp>, consulté le 20 avril 2009.

biles, Agence du revenu du Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, registraires provinciaux et territoriaux de l'État civil et organismes électoraux provinciaux possédant une liste électorale permanente (Colombie-Britannique et Québec), renseignements fournis par les électeurs qui s'inscrivent pour voter ou qui font modifier l'information à leur sujet pendant les scrutins et entre ceux-ci, listes électorales confirmées des provinces et territoires du Canada. »¹⁰⁷

Comme nous pouvons le noter, le système fédéral se fie à l'état civil provincial (ceci s'applique surtout aux électeurs du Québec et de la Colombie-Britannique). Le même problème se pose pour les deux ordres de gouvernement lorsqu'un trans n'arrive pas à modifier son nom et/ou son sexe auprès d'un Directeur de l'État civil. Bref, pour voter, une personne trans qui n'arrive pas à changer ses qualités d'état civil doit se violenter elle-même en se servant d'une identité qui n'est pas la sienne. Cela peut mener au dévoilement de son identité trans, mais aussi à des accusations de fraude de la part du personnel d'élection.¹⁰⁸ Ces trois exemples (les passeports, les formulaires administratifs et le vote) servent à démontrer que le potentiel du trans est aussi limité dans les instances où il doit transiger avec des agents du gouvernement.

2.1.5 – LA RELATION AVEC D'AUTRES INDIVIDUS LORS D'ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

La dernière catégorie regroupe les relations avec d'autres individus lors d'échanges économiques ou sociaux. Les trans exclus par les politiques de l'état civil devront faire face aux préjugés des autres à chaque fois que leur identité trans sera dévoilée.¹⁰⁹ La disjonction entre leur apparence et leur identité

¹⁰⁷ Elections Canada, *Comment le registre est-il mis à jour?*, <<http://www.elections.ca/content.asp?section=faq&document=faqvoting&lang=f&textonly=false#voting5>>, consulté le 20 avril 2009.

¹⁰⁸ N'oublions pas les normes disciplinaires qui se servent de l'examen et les normes de la biopolitique qui luttent contre la fraude.

¹⁰⁹ Puntition disciplinaire pour un manque de cohérence sexe-genre.

politique pourra aussi engendrer des accusations de fraude.¹¹⁰ Que ce soit pour se trouver un logement,¹¹¹ ouvrir un compte vidéo,¹¹² fréquenter un gym,¹¹³ louer une voiture ou entrer dans un bar, les trans concernés doivent naviguer dans le monde sans document identitaire représentatif de leur personne sociale. Un trans pourra subir une décision souveraine qui le vulnérabilise (se faire refuser un appartement), une punition disciplinaire (ne pas pouvoir accéder aux vestiaires d'un gym) ou une accusation de fraude en lien avec la biopolitique (à l'entrée d'un bar par exemple).

Nous nous servons de nos cartes d'identité à une telle fréquence que nous ne nous en rendons même plus compte. Somme toute, ces exemples démontrent qu'il y a un écart entre l'actuel des trans qui se font nier un changement sur le plan de leur acte de naissance et l'actuel des non-trans. Cela signifie que pour les trans en question, il y a un écart actuel-potentiel. Puisque les politiques de modification du nom et du sexe au Québec en sont la cause, nous pouvons conclure qu'une violence s'inscrit dans ces politiques. Ayant fait ressortir les normes disciplinaires, de la biopolitique et souveraines des politiques en question et parfois même des effets qui en découlent, nous avons aussi tenté de démontrer qu'elles forment les mécanismes de cette violence. De surcroît, l'examen des quelques effets de ces politiques nous fait voir qu'elles touchent plusieurs facettes de la vie des trans qui se font refuser un changement de qualité de l'état civil. Il vaut la peine de les réexaminer pour en ressortir l'enjeu principal.

¹¹⁰ Cas défavorable de la biopolitique.

¹¹¹ Julie Darke et al., *loc. cit.*

¹¹² Viviane Namaste, *Invisible Lives*, op. cit.

¹¹³ Par exemple, voir le cas d'une femme trans au Manitoba qui s'est fait refuser l'entrée à un gym; 24/02/2009, « Fitness club owner faces human rights hearing over transsexual », *The Canadian Press* disponible : <<http://www.winnipegfreepress.com/canada/breakingnews/null-40261377.html>>, consulté le 20 avril 2009.

2.2 – LES ACTES DE NAISSANCE ET LA CITOYENNETÉ

Dans le but de démontrer que les politiques qui gèrent la modification du nom et du sexe au Québec sont violentes, nous avons revu, quoique brièvement, les effets néfastes que ces politiques exercent sur le potentiel des trans. Il sera maintenant question de les réexaminer sous l'aspect de la citoyenneté. Ce dernier permet d'établir le lien entre les divers effets des politiques sur la vie des trans et permet d'expliquer l'arrivée du point culminant (ou dernière péripétie) que nous allons aborder : l'acte de citoyenneté.

Le lien entre les documents identitaires et la citoyenneté a déjà été identifié, entre autres, par Namaste. Elle écrit :

« Documents such as health care cards, driver's licenses, birth certificates, banking cards, immigration certificates, and passports constitute an integral part of every day life: they prove one's membership in a given society, demonstrating legal citizenship and civil status. [...] To say that people require these documents to attest their membership in a given society is stating the obvious. »¹¹⁴

Nous avons déjà expliqué le rôle particulier de l'acte de naissance parmi les documents identitaires. Celui-ci est la clé qui permet de modifier le nom et le sexe inscrits sur sa carte de santé, son permis de conduire, son passeport et ses cartes de banques.

Quoique la citation (ci-dessus) de Namaste se limite à la citoyenneté légale, elle fait mention de l'appartenance à une société ainsi que du statut civil. Ces derniers peuvent faire partie d'une vision de la citoyenneté plus large que son aspect juridique. Il y a, comme le lecteur est sans doute au courant, plusieurs conceptions de la citoyenneté. Notons à titre d'exemples la conception de la citoyenneté libérale

¹¹⁴ Viviane Namaste, *Invisible Lives*, op. cit., p. 240.

(axée sur les droits), la conception néo-libérale (axée sur le droit d'accès au marché) et la conception communautarienne (axée sur la contribution à la société qu'apportent les trans).

Nous allons d'abord évoquer la conception de Marshall, un auteur très influent pour les études de citoyenneté.¹¹⁵ Marshall divise la citoyenneté en trois composantes, lesquelles représentent des étapes historiques de la formation de la citoyenneté, soit : le civique, le politique et le social. L'élément civique se résume ainsi :

« the rights necessary for individual freedom-liberty of the person, freedom of speech, thought and faith, the right to own property and so to conclude valid contracts, and the right to justice. The last is of a different order than the others, because it is the right to defend and assert all one's rights on terms of equality with others by due process of law. »¹¹⁶

La citoyenneté civique englobe la totalité des droits formels (comme la liberté de la personne, la liberté d'expression et le droit d'être propriétaire), mais elle comprend aussi le droit de défendre ses droits. Nous adoptons dans cette recherche l'élément civique de la citoyenneté, mais nous mettons davantage l'accent sur deux points : la liberté de la personne (et donc le droit de s'autodéterminer) et le droit de défendre ses droits. Nous rajoutons aussi le droit à une vie privée et le droit de travailler. Nous allons voir (ci-dessous) comment les politiques entourant la modification de nom et de sexe sur l'acte de naissance québécois jouent sur cet élément de la citoyenneté. Pour l'instant, nous nous tournons vers le deuxième élément de Marshall.

En ce qui concerne la composante politique, Marshall explique qu'elle se résume au droit « *to participate in the exercise of political power, as a member of a body*

¹¹⁵ Thomas H. Marshall, 1950, *Citizenship and Social Class and Other Essays*, Cambridge : The University Press.

¹¹⁶ *Ibid*, pp. 10-11.

invested with political authority or as an elector of the members of such a body ».¹¹⁷

Les deux éléments sont donc la possibilité de devenir membre de l'assemblée ainsi que la possibilité de voter pour les membres de cette même assemblée de représentants, ou en d'autres mots de pouvoir représenter et de pouvoir être représenté. Nous adoptons cette composante de la citoyenneté, et comme nous allons le démontrer, elle aussi se fait remettre en question par les politiques à l'étude.

Enfin, la dimension sociale représente la dernière composante de la citoyenneté. Marshall la définit comme étant « *the whole range from the right to a modicum of economic welfare and security to the right to share to the full in social heritage and to live the life of a civilized being according to the standards prevailing in the society.* »¹¹⁸ Chez Marshall, cela se concentre autour du droit à l'éducation, certains services sociaux, l'accès à un logement adéquat et à la nourriture. Pour nous, l'éducation, le logement, répondre aux besoins fondamentaux comme la nourriture, mais aussi l'accès aux soins de santé, sont de mise. Cette composante de la citoyenneté est elle aussi en péril suite à l'exclusion des politiques à l'étude.

Quoique ces composantes soient importantes pour bien comprendre la citoyenneté et en particulier, pour évaluer le rapport à la citoyenneté des trans, elles ne sont pas suffisantes, ce qui n'est pas surprenant tenant compte du fait que la réflexion de Marshall date de 1954. Pour cette raison, regardons ce qui ressort des études de la citoyenneté trans qui ont été effectuées jusqu'à présent. Les premiers à l'aborder l'ont fait dans le contexte de la citoyenneté sexuelle. Evans a développé la citoyenneté sexuelle anglaise durant les années 1990.¹¹⁹ Quoiqu'il consacre un chapitre à la problématique trans, il procède à une analyse des droits en ces temps et

¹¹⁷ *Ibid*, p. 11.

¹¹⁸ *Ibid*.

¹¹⁹ David T. Evans, 1993, *Sexual Citizenship the Material Construction of Sexualities*, London ; New York : Routledge.

lieux qui ne s'applique pas au contexte canadien de 2009. Les auteurs qui vont poursuivre les enquêtes sur la citoyenneté sexuelle vont majoritairement axer ces dernières sur la citoyenneté des gais et lesbiennes, faisant en sorte qu'aujourd'hui il y a peu d'études portant sur les trans. Mais dans cet oubli, l'exception revient à Phelan, laquelle va plus ou moins inclure les trans et a le mérite d'avoir produit une analyse de la citoyenneté (américaine) tout à fait pertinente à notre propos.¹²⁰

Phelan affirme qu'à sa base, la citoyenneté est l'échange de l'obéissance pour la protection entre l'individu et l'État. Au-delà de ce fait, la citoyenneté se rapporte à la participation de l'individu à la vie politique et sociale d'une communauté politique. Sur ce plan, il y a beaucoup de similitudes entre sa conception de la citoyenneté et celle de Marshall. Elle note par ailleurs :

« The question of citizenship does not concern only what rights, offices, and duties are accrued to citizens, but also how the polity decides who is eligible for them; that is, it concerns the structures of acknowledgment that define the class of person eligible for those rights, offices and duties. »¹²¹

Question citoyenneté, la notion de reconnaissance (*acknowledgement*) est centrale et elle sous-entend qu'elle est une relation réciproque entre les parties concernées.¹²² Il n'est pas sans signification que ce soit plutôt à l'État de décider qui il va reconnaître. La relation entre l'individu et son patrimoine n'est donc pas équitable sur ce plan, du moins pas dans une vision plus ou moins traditionnelle de la citoyenneté comme celle-ci.

Il ne faut pas sous-estimer le rôle de la reconnaissance. Honneth explique que la possibilité de s'épanouir dépend de notre capacité d'avoir confiance en soi, de se

¹²⁰ Shane Phelan, 2001, *Sexual Strangers: Gays, Lesbians, and Dilemmas of Citizenship*, Coll. « Queer politics, queer theories », Philadelphia : Temple University Press.

¹²¹ *Ibid*, p. 14

¹²² Marshall en traite, mais pas dans le même sens que Phelan.

respecter et d'avoir de l'estime de soi.¹²³ Ces relations au soi dépendent d'une reconnaissance mutuelle sur les plans de l'amour et de l'amitié, de la loi, et du social, respectivement. Le deuxième aspect, qui se rapporte à la reconnaissance juridique de la part de l'État et à la reconnaissance des concitoyens qui est connexe (les concitoyens considèrent que les identités juridiques sont légitimes), est pertinent à notre propos. Selon l'auteur, les trois composantes de la citoyenneté établies par Marshall jouent toutes sur la reconnaissance légale. C'est ainsi que la reconnaissance légale a suivi la même évolution que la citoyenneté chez Marshall. Honneth écrit : « *In being legally recognized, one is now respected with regards not only to the abstract capacity to orient oneself vis-à-vis moral norms, but also to concrete human features that one deserves the social standard of living necessary for this* ». ¹²⁴ La reconnaissance légale est un préalable à la pleine citoyenneté.

Pour Phelan, les trans sont exclus de la citoyenneté américaine en tant que trans.¹²⁵ Ils sont des étrangers dans leur propre pays. D'un côté, ce sont des habitants comme les autres partageant la même culture (ou les cultures), les mœurs, et ainsi de suite. De l'autre côté, ils se différencient des autres Américains et forment l'« Autre » qui non seulement a infiltré les frontières, mais qui y réside depuis sa naissance. Ils sont exclus sur la base de leur identité trans. Pour Marshall, le rapport à la citoyenneté d'un individu est dépendant de sa classe sociale, mais la pleine citoyenneté peut aussi être le remède à certaines inégalités (sans éliminer les différences). Dans notre cas, c'est plutôt autour de l'identité (dont le nom et le sexe reconnus ou non par l'État) que pivote la citoyenneté d'une personne trans. C'est ce qui déterminera si elle bénéficie ou non d'une pleine citoyenneté.

¹²³ Axel Honneth, 1996, *The Struggle for Recognition: The Moral Grammar of Social Conflicts*, Cambridge : MIT Press.

¹²⁴ *Ibid*, p. 117.

¹²⁵ Ce n'est pas pour dire qu'une personne trans aisée n'aura pas moins de difficulté qu'une personne trans défavorisée.

Nous allons réaliser un travail similaire à celui de Phelan, mais pour le Québec, c'est-à-dire expliquer comment les trans qui se voient refuser un changement de leur état civil sont des étrangers. La citoyenneté formée des composantes civique, politique et sociale, et qui trouve sa source dans une relation entre l'État et l'individu, sera maintenant examinée en fonction des documents identitaires (et non seulement les actes, car comme nous vous l'avons déjà souligné, ceux-ci mènent à plusieurs autres). L'État ne reconnaît pas l'identité juridique de certains trans. Indirectement, ce manque de reconnaissance entraîne une deuxième reconnaissance. Lorsqu'on se sert des documents identitaires pour standardiser les relations entre citoyens, une identité non reconnue par l'État risque elle aussi de ne pas être reconnue par son concitoyen. Par ces deux moments de non-reconnaissance, l'État érode la citoyenneté des trans : civique, politique et social. Les personnes trans concernées deviennent donc des étrangers au sens où l'entend Phelan.

2.3 – LES EFFETS NÉFASTES DES POLITIQUES POUR MODIFIER SON NOM ET SON SEXE SUR L'ACTE DE NAISSANCE COMME ÉROSION DE LA CITOYENNETÉ

2.3.1 – CITOYENNETÉ CIVIQUE

Rappelons que la composante civique de la citoyenneté donne le droit à la liberté de la personne, la liberté d'expression et le droit à la vie privée. Tous ces éléments se retrouvent d'ailleurs dans la *Charte des droits et libertés de la personne* (Partie I, Chapitre I, articles 1, 3 et 5 respectivement)¹²⁶. Dans le cas des personnes trans, il semble que la notion de liberté de la personne est interprétée sous l'angle d'un choix de vie. Dans cette perspective, les trans veulent pouvoir vivre en se servant des noms et du sexe qu'ils choisissent et

¹²⁶ Québec, *Charte des droits et libertés de la personne*, disponible <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C_12/C12.HTM>, dernière mise à jour 15 avril 2009, Québec : Éditeur Officiel du Québec.

revendiquent le droit de prendre des choix en rapport avec leur corps et leur façon d'exprimer leur personne. Puisque l'article 1 fait aussi mention du fait qu'une personne « [...] possède également la personnalité juridique », ¹²⁷ il serait cohérent, toujours selon les trans, de leur accorder le droit de contrôle sur l'identité de leur personne juridique, c'est-à-dire leur état civil. C'est ainsi que les personnes trans pourraient argumenter qu'au niveau du droit à la liberté de la personne, à la liberté d'expression et à une personne juridique, si elles se font nier un changement d'état civil, elle se font aussi nier leur citoyenneté. En d'autres mots, l'État peut reconnaître que Marie est citoyenne, mais si cet individu s'auto-identifie comme étant Jean, ce dernier n'est pas une personne juridique.

Ensuite, il y a le droit de travailler. Quand nous expliquions les effets dans le milieu de travail, nous disions que les personnes trans sont confrontées à beaucoup de discrimination dans ce milieu. Il peut être avantageux pour elles, si elles le veulent, de dissimuler leur identité trans et de se faire prendre pour des femmes ou des hommes biologiques. Si leurs documents identitaires les forcent à dévoiler leur identité trans, cela peut nuire à leur chance d'obtenir un emploi. Chaque citoyen a le droit de travailler. L'État, par l'entremise de ses politiques, fait en sorte qu'une classe d'individus (les trans exclus) souffre d'un tel handicap sur le marché du travail, qu'il nuit à la citoyenneté de cette même classe. Deux droits reliés à la citoyenneté sont donc affectés : le droit de travailler, mais aussi le droit à la vie privée.

Selon la Charte, tout citoyen a le « droit au respect de sa vie privée » ¹²⁸. Ce droit est aussi violé par d'autres situations concernant les documents identitaires. Pensons aux exemples du club vidéo, de la banque et du milieu scolaire. À

¹²⁷ *Ibid.*, Partie 1, Chapitre 1, article 1.

¹²⁸ *Ibid.*, Partie 1, Chapitre 1, article 5.

chaque fois qu'une personne trans présente ses cartes, elle dévoile son identité trans et en particulier l'état de ses organes génitaux.¹²⁹ Effectivement, lorsqu'un individu est placé dans une situation où il doit dévoiler ses informations personnelles de nature médicale afin de louer un film, nous faisons de sa vie privée une chose publique. Non seulement la vie privée des trans se fait violer à chaque fois que leur identité civique trahit leur statut, mais ils sont placés dans une situation précaire, vulnérable à la discrimination et à la violence directe.¹³⁰

Il ne faut pas oublier que la composante civique de la citoyenneté est celle qui permet au citoyen de défendre son droit à détenir des droits. Nier son identité juridique est par ce fait même nier les droits que cette personne serait censée avoir selon la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec ou, plus globalement, la *Charte des droits et libertés* du Canada. Nul ne peut défendre son droit juridique devant la Loi s'il n'est pas reconnu à titre de personne par la Loi. Ce fait est d'intérêt particulier étant donné que la citoyenneté se retrouve à être une relation réciproque de reconnaissance entre l'État et l'individu. Pour Honneth, notre capacité de nous respecter dépend de la reconnaissance de la part d'autrui que nous sommes sujets raisonnables, autonomes et capables de prendre des décisions morales.¹³¹

Tout compte fait, les politiques violentes identifiées briment l'aspect civique de la citoyenneté trans. Le droit à la liberté de la personne (selon les trans), à travailler et à la vie privée, et même le droit de défendre ses droits, se sont remis

¹²⁹ Il est vrai que le statut des organes génitaux des non-trans est aussi dévoilé lorsque nous présentons une carte d'identité. Certains vont même argumenter que nous devrions enlever le sexe comme catégorie juridique.

¹³⁰ Association des transsexuels et transsexuelles du Québec, 2008, « Bulletin du sondage de l'ATQ 04-2008 », http://www.atq1980.org/old/sondage_avril_08.pdf, consulté le 20 octobre 2008; Viviane Namaste, *Invisible Lives*, *op. cit.*; mais aussi les études de la violence directe anti-trans notées dans le premier chapitre.

¹³¹ Axel Honneth, *op. cit.*

en question lorsqu'une personne détient des cartes identitaires dont le nom et/ou le sexe ne correspondent pas à son identité sociale.

2.3.2 – CITOYENNETÉ POLITIQUE

Au début du chapitre, nous avons expliqué que les trans sans document adéquat ne peuvent pas voter sous leur nom social. Le rejet de certaines personnes trans par les politiques de l'État civil mène donc à une perte de cet élément de leur citoyenneté. Notons aussi qu'un individu ne peut pas se présenter comme candidat à des élections s'il n'est pas reconnu comme étant citoyen (juridique) canadien. En d'autres mots, Jean ne peut pas représenter les Canadiens en tant que Jean si son nom légal est Marie. Puisque les deux éléments de la citoyenneté politique (c'est-à-dire la possibilité de voter et la possibilité d'avoir un siège à l'assemblée) sont niés, nous pouvons envisager que cette composante de la citoyenneté serait elle aussi en péril. Ayant traité des deux éléments de la citoyenneté politique, nous pouvons passer à la citoyenneté sociale.

2.3.3 – CITOYENNETÉ SOCIALE

La troisième composante de la citoyenneté se trouve à être son élément social. Celui-ci regroupe, entre autres, la satisfaction des besoins fondamentaux, l'éducation et les soins de santé. Nous avons déjà suffisamment élaboré sur les problèmes dans les milieux de l'éducation et de la santé pour affirmer que ces éléments de la citoyenneté trans se font remettre en question lorsqu'une personne trans se voit nier son identité juridique. Abordons donc, pour commencer, deux besoins fondamentaux : nourriture et logement. Afin de payer sa nourriture et son logement, il faut un emploi. Ayant déjà revu les difficultés que les personnes trans peuvent encourir lorsqu'elles se cherchent un emploi, nous ne les reverrons pas ici. Nous avons aussi déjà fait mention de la difficulté de trouver un

logement.¹³² Les seules informations que peuvent exiger les propriétaires avant de signer un bail avec un locataire sont le nom au complet, la date de naissance et l'adresse actuelle.¹³³ Avec ces informations, ils pourront procéder à une vérification du crédit. Même si une personne transsexuelle donne son nom social, ce nom ne correspond pas à une cote de crédit (établie par les bureaux de crédit en collaboration avec les banques). De plus, les propriétaires vont souvent exiger d'autres preuves d'identité comme le permis de conduire et le numéro d'assurance sociale. C'est un geste illégal, mais ça demeure très difficile à prouver. Certains trans se retrouvent donc dans une situation précaire, car donner leurs informations personnelles peut mener à un refus de la part du propriétaire. Davantage de recherches seraient requises afin de mesurer l'étendue de la discrimination sociale envers les personnes trans.

2.3.4 – BILAN DE LA CITOYENNETÉ

Dans l'ensemble, la citoyenneté des trans est niée sous plusieurs aspects lorsqu'ils n'ont pas accès aux documents représentatifs. Le tout découle d'un manque de reconnaissance à deux niveaux. Premièrement, il y a la décision étatique de bloquer leur accès aux documents et de ne pas reconnaître leur pleine citoyenneté. Deuxièmement, il y a le manque de reconnaissance d'une personne par ses concitoyens suite à la décision étatique. Ces deux niveaux font en sorte

¹³² Julie Darke, et Allison Cope, 2002, *Trans Inclusion Policy Manual For Women's Organizations*, Trans Alliance Society, disponible sur le site <<http://www.transalliancesociety.org/education.html>>; Leslie J. Moran, et Andrew N. Sharpe, 2004, « Violence, Identity and Policing: The Case of Violence Against Transgender People », *Criminal Justice*, vol. 4, n° 4, pp. 395-417; Stephen Whittle, Lewis Turner, et Maryam Al-Alami, 2007, « Engendered Penalties: Transgender and Transsexual People's Experiences of Inequality and Discrimination », *The Equalities Review*, Manchester, disponible sur le site <www.theequalitiesreview.org.uk>.

¹³³ Québec, *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*, L.R.Q., c. P-39., disponible : <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/P_39_1/P39_1.html>, dernière mise à jour 1 mai 2009, Québec : L'éditeur officiel du Québec.

que les trans sont des étrangers dans leur propre pays, leur accès aux bienfaits de la citoyenneté étant limité. Jusqu'à présent, nous avons raconté l'histoire de trans plus ou moins passifs. Or, ce n'est pas toujours le cas, et certains, face à cette remise en cause de leur citoyenneté, vont réclamer de nouveaux modes de citoyenneté. C'est ce dont traitera le troisième chapitre de cette recherche.

CHAPITRE III

ACTES DE RÉSISTANCE

Dans l'introduction, nous avons expliqué que le but de cette recherche est de raconter l'histoire de la violence des politiques de l'état civil mais ce, sans pourtant victimiser les populations trans du Québec. Pour cette raison, quoiqu'il fût important de mettre en lumière les effets des politiques violentes, soit l'érosion de la citoyenneté des trans concernés ainsi que leurs mécanismes internes, il est tout aussi important de faire ressortir la résistance des trans à cette violence. Comme il a été expliqué, les effets des politiques sont sources de violence. Ces effets vécus par les trans les poussent à l'action. Ils tentent de prendre le contrôle de leur vie et de leur identité. Comme il sera démontré, c'est par l'entremise d'actes de citoyenneté que les trans arrivent à non seulement contrer certains effets néfastes des politiques étudiées, mais aussi à retrouver leur voix de sujet-citoyen. Dans ce dessein, ils participent à l'écriture et à l'interprétation de leur histoire. Ces actes de citoyenneté forment la dernière péripétie (le point culminant) de cette narration. Sans que ce soit forcément leur intention, les trans qui réalisent ces actes font appel à un nouveau type de citoyenneté axé non pas sur une relation entre l'État et les identités qu'il reconnaît, mais plutôt sur l'individu-citoyen. Cette citoyenneté centrée sur le soi, dont traite Goupil, est un moyen de résister aux normes en vigueur.¹³⁴ Les prochaines sections examineront trois exemples d'actes de citoyenneté trans.

¹³⁴ Sylvie Goupil, À paraître, « La citoyenneté revisitée, proposition pour l'élaboration d'une éthique citoyenne postmoderne », *Penser le politique au XXI^e siècle*.

3.1 – LES ACTES DE CITOYENNETÉ

Lors du dernier chapitre, nous avons expliqué que la relation entre l'État et le citoyen-individu forme le noyau de la citoyenneté. Cela dit, il peut être utile de mettre de côté cette relation afin d'examiner les processus qui produisent des citoyens ou même par lesquels un citoyen se produit lui-même. C'est ce que fait Isin avec son concept d'acte de citoyenneté. Ces actes font rupture avec les anciens modes de citoyenneté, ce qui, pour Isin, les distingue de la conduite, des pratiques et de l'habitude. L'auteur explique qu'« *an act is neither arriving at a scene nor fleeing from it, but actually engaging in its creation. With that creative act the actor also creates herself/himself as the agent responsible for the scene created* ». ¹³⁵ Ainsi, accomplir un acte de citoyenneté, c'est s'extirper d'une existence citoyenne passive en s'instituant soi-même en tant que sujet-citoyen, responsable de son acte. Réaliser un acte de citoyenneté, c'est essayer d'entrer en relation avec l'autre. C'est le responsabiliser envers soi et se responsabiliser envers lui. En ce qui concerne les exemples d'actes de citoyenneté trans dont nous traiterons plus loin, la rupture s'effectue notamment en contournant l'État. Ce dernier a pu nier à certains trans leur identité politique, mais au moyen des actes de citoyenneté, les trans peuvent établir, dans une certaine mesure, un type de citoyenneté qui émane de leur personne et non pas de la reconnaissance étatique. Ces trans s'autoproduisent en tant qu'acteurs responsables réclamant reconnaissance et coresponsabilité de la part de leurs concitoyens. Cela dit, il n'est pas nécessaire que les trans en question recherchent intentionnellement une pleine citoyenneté pour qu'il soit question d'un acte de citoyenneté. Pour eux, cet acte peut représenter une tentative de contourner, par exemple, certains effets négatifs des politiques de l'état civil sans que ce soit pensé en termes de citoyenneté.

¹³⁵ Engin F. Isin, 2008, « Theorizing Acts of Citizenship », Dans *Acts of Citizenship*; Engin F. Isin, et Greg M. Nielson, Londres et New York : Zed Books, pp. 15-43.

Toujours selon Isin, il faut savoir différencier un mouvement social global des actes de citoyenneté associés. En ce sens, l'auteur explique que le mouvement des droits civils ne se confine pas au boycottage des autobus de Montgomery en 1955. Ce dernier était un acte de citoyenneté et a exigé de son auteur qu'il éprouve de l'indignation, du courage et un sens de la justice.¹³⁶ Or, les actes trans ne se confondent pas avec le mouvement trans, ou plutôt les mouvements trans. Ce sont des moments précis où un ou plusieurs trans mènent la charge et réclament leur position de citoyen avec courage, émotion et justesse.

Tout bien considéré, les actes de citoyenneté sont :

« [...] those acts that transform forms (orientations, strategies, technologies) and modes (citizens, strangers, outsiders, aliens) of being political by bringing into being new actors as activist citizens (claimants of rights and responsibilities) through creating new sites and scales of struggles. »¹³⁷

Un acte de citoyenneté est donc un acte qui modifie les formes et les modes de la citoyenneté en produisant des citoyens *activists*. Ici, « *activist* » n'est pas l'équivalent de « militant ». Plutôt, « *activist* » est l'adjectif formé à partir du mot « acte ». En outre, un citoyen *activist* se distingue d'un citoyen actif. Ce dernier utilise les modes citoyens préétablis, tandis que le premier s'engage par la création de nouveaux modes et formes citoyens. Un trans qui accomplit certaines actions pour s'assurer d'être un trans *normal*¹³⁸ et pour gagner son statut de citoyen est actif. Un trans *anormal* qui trouve les moyens de réclamer sa pleine citoyenneté est *activist*.

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ *Ibid.*, p. 39.

¹³⁸ « Normal » selon les normes disciplinaires utilisés dans les politiques qui gèrent la modification du nom et du sexe au Québec.

En transformant les formes et les modes de la citoyenneté, les actes peuvent venir résister aux effets des techniques de pouvoir décrites par Foucault¹³⁹ et remettre en question les décisions souveraines agambiennes discutées au premier chapitre.¹⁴⁰ L'auteur d'un acte de citoyenneté peut transgresser les normes qui gouvernent le citoyen normal sans abandonner sa voix de citoyen. C'est ce qui se produit dans le cas du trans *anormal* donné ci-dessus. Un acte de citoyenneté peut aussi déstabiliser l'équilibre des normes de la biopolitique en trouvant d'autres moyens de prouver une identité aux tierces parties et ce, sans passer par l'État. Finalement, un acte de citoyenneté peut défaire une décision souveraine. Par un tel acte, un trans peut, lui-même ou elle-même, prendre la place du souverain et juger de la valeur de sa propre vie, et de son statut de citoyen-protégé. Ces actes auraient en commun de renverser la relation traditionnelle de la citoyenneté État → individu pour former la relation individu → État, voire individu → individus.

Comme nous pouvons le constater, un acte de citoyenneté regroupe plusieurs composantes. Effectivement, Isin et Neilson écrivent :

« Acts of citizenship are understood as deeds that contain several overlapping and interdependent components. They disrupt habitus, create new possibilities, claim rights, and impose obligations in emotionally charged tones; pose their claims in

¹³⁹ Engin Isin, *op. cit.*

Notons que dans ses travaux tardifs, Foucault rajoute des éléments d'intérêts à son étude du pouvoir, notamment en ce qui concerne le souci de soi. Selon Goupil, « l'herméneutique du sujet ou herméneutique de soi correspond en quelque sorte à une pratique de déchiffrement par l'intermédiaire de laquelle le sujet s'auto-constitue, contrairement au sujet qui est constitué par des techniques relevant du pouvoir et du savoir. », (Sylvie Goupil, *loc. cit.*). Effectivement, les actes de citoyenneté peuvent participer au développement d'un art de vivre. Cette éthique citoyenne fait appel à une citoyenneté centrée sur le soi et décentrée par rapport à l'État, ce que tente de démontrer le texte de Goupil.

¹⁴⁰ Williams Walter, 2008, « Acts of Demonstration : Mapping the Territory of (non-)Citizenship », dans *Acts of Citizenship*; Engin F. Isin, et Greg M Nielson, Londres et New York: Zed Books, pp. 182-206.

enduring and creative expressions; and, most of all, are the actual moments that shift established practices, status and order. »¹⁴¹

Afin d'évaluer un acte de citoyenneté trans, il est nécessaire de faire ressortir ces éléments. Nous nous interrogerons quant à savoir ce qui a poussé à l'action le ou les trans en question. Nous examinerons ce qu'ils ont fait en conséquence. Ensuite, nous analyserons l'acte en répondant aux questions qui suivent. Quels droits ont-ils demandés ? Quelles obligations ont-ils voulu imposer sur les autres et sur eux-mêmes ? Avec qui ont-ils établi de nouvelles formes de relation : avec d'autres citoyens ? Avec l'État ? Est-ce que leur acte de création était de longue ou courte durée ? Répondre à ces questions nous aidera grandement à savoir si les trans *activists* ont pu déconstruire l'habitus.¹⁴² Pour ce faire, il sera aussi nécessaire de vérifier si les actes ont créé de nouvelles possibilités pour les trans *activists*, pour les trans plus globalement, ou même pour la totalité des citoyens. Il sera aussi précisé si ces nouveaux potentiels concernent les modes de citoyenneté. Pour ce faire, les impacts de l'acte sur les composantes civique, politique, et sociale de la citoyenneté seront examinés. Il se pourrait aussi que de nouvelles possibilités s'ouvrent quant à la forme que prend la citoyenneté suite à l'acte. Par exemple, un groupe d'étrangers, au sens où l'entend Phelan, pourraient devenir citoyens. Enfin, si ces actes peuvent défaire l'habitus et créer de nouvelles possibilités, ils défont en même temps certaines pratiques et un certain ordre. Nous examinerons donc l'effet de ces actes sur les normes disciplinaires, de la biopolitique et souveraines.

Conformément à ce qui précède, nous allons examiner trois actes trans. Le premier acte que nous allons examiner concerne Micheline Montreuil qui a poursuivi en cour le Directeur de l'état civil afin d'obtenir le droit de rajouter « Micheline » à ses

¹⁴¹ Engin F. Isin et Greg M. Nielson, 2008, « Introduction », dans *Acts of Citizenship* Engin F. Isin et Greg M. Nielson, Londres et New York: Zed Books, pp. 1-12, p. 10.

¹⁴² Selon Engin Isin qui s'inspire de Bourdieu, l'habitus c'est « *ways of thought and conduct that are internalized over a relatively long period of time* »; Isin, op. cit., p. 15.

prénoms. Le deuxième acte de citoyenneté concerne le *Solidarity Identity Project* (initié par le *2110 Centre for Gender Advocacy* et le Frigo vert). Les cartes qu'il délivre permettent à ceux dont l'identité sociale ne correspond pas à l'état civil d'avoir une pièce d'identité conforme à leur identité sociale. Le troisième acte, qui est lié au second, a trait à la production de faux documents identitaires.

3.2 – TROIS ACTES

3.2.1 – MICHELINE MONTREUIL VERSUS LE DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL

Micheline Montreuil a pu forcer la main du Directeur de l'état civil par des voies judiciaires et l'obliger à rajouter le prénom « Micheline » sur son acte de naissance. C'est ainsi qu'elle a pu briser un certain habitus et créer de nouvelles possibilités de citoyenneté pour les trans. C'est un acte qui modifie non seulement les modes, mais aussi la forme de la citoyenneté et qui s'attaque à certaines normes souveraines, ainsi qu'à des normes de la biopolitique et des normes disciplinaires. Somme toute, cet acte, ou plutôt cette série d'actes ont eu un succès tangible. Cela dit, le lecteur pourrait trouver étrange qu'un acte de citoyenneté se serve des cours de justice. Nous pourrions penser que c'est le moyen d'une citoyenne active et non pas activiste. Cependant, par sa créativité, son courage, sa justesse et surtout sa persévérance, Montreuil a pu s'autoproduire en tant que citoyenne.

3.2.1.1 – POURQUOI, COMMENT ?¹⁴³

Montreuil se définit comme transgenre. Elle vit sa vie de tous les jours en femme, et elle prend des hormones féminines, mais elle ne ressent pas le besoin de subir des chirurgies pour reconstruire ses organes génitaux.¹⁴⁴ Durant les années 1980, elle a commencé à se servir du prénom « Micheline ». Montreuil explique que cet usage deviendra de plus en plus fréquent jusqu'à ce qu'elle ait commencé, en 1998, à se servir exclusivement de ce prénom.¹⁴⁵ En 1997, elle fait une demande auprès du Directeur de l'état civil pour rajouter le prénom de « Micheline » à son acte de naissance.¹⁴⁶ Le Directeur de l'état civil a choisi de refuser cette demande, en donnant comme raison que son permis de conduire et sa carte d'assurance-maladie avaient toujours son ancien prénom. Le lecteur sait déjà la violence et l'érosion de la citoyenneté qui peuvent découler d'un tel refus. C'est ainsi que Micheline Anne Hélène Montreuil a formulé ce qu'on pourrait appeler une stratégie de citoyenneté. Elle tentera par des voix juridiques de défaire certains pouvoirs du Directeur de l'état civil. Notons que sa formation comme avocate lui a permis de déjouer le système.

Pour commencer, Montreuil a voulu démontrer que c'est le Directeur de l'état civil qui doit effectuer un changement de nom avant que la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) ou la Régie de l'assurance

¹⁴³ Montreuil a publié un site Web qui raconte l'histoire de ses batailles en cours et de son cheminement personnel. C'est majoritairement à cette source que nous puisons pour analyser son acte de citoyenneté.

¹⁴⁴ Micheline Montreuil, consulté le 20 avril 2009, *Micheline Anne Hélène Montreuil : Une vraie transgenre qui vit sa vie comme elle l'entend*, disponible : <<http://www.micheline.ca/page061-transgenre.htm>>.

¹⁴⁵ Micheline Montreuil, consulté le 20 avril 2009, *Micheline Anne Hélène Montreuil : et ses batailles pour exercer ses droits de citoyenne*, disponible : <<http://www.micheline.ca/page034-batailles.htm>>.

¹⁴⁶ Micheline Montreuil, consulté le 20 avril 2009, *Micheline Anne Hélène Montreuil : contre le Directeur de l'état civil*, disponible : <<http://www.micheline.ca/page034-l-etat-civil.htm>>.

maladie du Québec (RAMQ) ne puissent également l'effectuer. Elle a donc demandé de nouvelles cartes sous le nom de « Micheline » à ces deux instances gouvernementales, lesquelles ont toutes les deux refusé. Montreuil a donc poursuivi la SAAQ devant la Cour supérieure afin que soit rajouté le prénom « Micheline » à son permis de conduire. Elle a perdu sa cause, car selon le juge, c'est au Directeur de l'état civil de modifier l'acte de naissance avant que le permis soit modifié.¹⁴⁷ Ensuite, elle a porté la question devant le Tribunal administratif du Québec pour savoir si c'était le Directeur de l'état civil ou la RAMQ qui devait changer un prénom en premier. La décision rendue a été celle du Directeur de l'état civil.¹⁴⁸

En 1998, Montreuil a présenté une deuxième demande auprès du Directeur de l'état civil pour modifier son prénom. Celui-ci a refusé : « en soutenant qu'une personne de sexe masculin n'a pas le droit de porter un prénom féminin »¹⁴⁹. Rappelons-nous que Montreuil se définit comme transgenre. Elle ne cherche pas à modifier son sexe sur son acte de naissance, ni à subir des chirurgies de réassignation de sexe. Bref, ce n'est pas une transsexuelle. Pour cette raison, son cas n'a pas été prévu par la loi de 1977, laquelle s'adresse spécifiquement au cas des transsexuels.

Devant ce refus, Montreuil se retourna de nouveau vers les cours de justice. Le cas passe par la Cour supérieure et par la suite par la Cour d'appel où il fut décidé que puisque rien n'interdit qu'un homme porte un prénom féminin, un

¹⁴⁷ Micheline Montreuil, consulté le 28 avril 2009, *Micheline Anne Hélène Montreuil : contre la Société d'assurance automobile du Québec*, disponible : <http://www.micheline.ca/page034-2-saaq.htm>; La transcription du jugement 200-05-009867-982 est aussi disponible sur son site.

¹⁴⁸ Micheline Montreuil, consulté le 28 avril 2009, *Micheline Anne Hélène Montreuil : contre la Régie de l'assurance-maladie du Québec*, disponible : <http://www.micheline.ca/page034-3-ramq.htm>; la transcription du jugement SS-10402 est aussi disponible sur son site.

¹⁴⁹ Micheline Montreuil, consulté le 20 avril 2009, *Micheline Anne Hélène Montreuil : contre le Directeur de l'état civil*, loc. cit.

homme a le droit de porter un prénom féminin.¹⁵⁰ En outre, il fut décidé qu'un prénom féminin et un sexe masculin ne sont pas une source de confusion puisque le sexe est toujours indiqué sur les pièces d'identité. Bref, il n'y a pas risque de fraude. De plus, plusieurs prénoms peuvent être utilisés par les deux sexes sans que cela pose problème.¹⁵¹ Par contre, la cour rejeta la demande de Montreuil puisqu'elle n'a pas pu démontrer qu'elle se servait de son prénom de manière courante depuis au moins cinq ans.¹⁵²

En 2000, Montreuil dépose une troisième demande de modification de nom auprès du Directeur de l'état civil. Encore une fois, sa demande est refusée.¹⁵³ L'année suivante, elle se retrouve de nouveau devant la Cour supérieure qui se prononça contre elle. Elle se tourne alors vers la Cour d'appel qui lui accorde, en 2002, le prénom « Micheline » (décision portant le numéro 200-09-003658-017) puisque ce n'était qu'une question de temps avant que lesdites cinq années ne se soient écoulées.¹⁵⁴

3.2.1.2 – DROITS, OBLIGATION ET RESPONSABILITÉ

Montreuil voulait avoir le droit de rajouter le prénom de « Micheline » à ses cartes d'identité. Elle a voulu le faire directement avec le bureau du Directeur de l'état civil, un représentant de l'État, mais s'est fait débouter à trois reprises. Elle a donc décidé de formuler sa demande auprès d'autres

¹⁵⁰ Le jugement 200-09-002310-982 est disponible sur son site.

¹⁵¹ À titre d'exemples : Dominique, Maxime, Claude, Charlie, Andy, Lindsay...

¹⁵² Jean-Louis Baudoin, J.C.A. Thérèse Rousseau-Houle, J.C.A. France Thibault, J.C.A., Cour d'appel du Québec, 200-09-002310-982, disponibles : <http://www.jugements.qc.ca/php/decision.php?liste=37401892&doc=04405B43424B1E00>.

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ Thérèse Rousseau-Houle, J.C.A., Jacques Delisle J.C.A., et Benoît Morin J.C.A., Cour d'appel du Québec, 200-09-003658-017, disponibles : <http://www.jugements.qc.ca/php/ti.php?liste=37401297&doc=1242828880010113446b.doc>, Société québécoise d'information juridique et Justice Québec.

représentants de l'État, soit la SAAQ, la RAMQ, le Tribunal administratif du Québec, la Cour supérieure du Québec et la Cour d'appel. Jouant les décisions les unes sur les autres, Montreuil fit en sorte que l'État a dû faire état de ses contradictions internes. Enfin, elle a fini par obliger l'État à reconnaître sa personne. L'État doit dorénavant assumer ses responsabilités devant l'identité sociale de la prénommée « Micheline ». Ceci constitue une série d'actes de longue durée (cinq ans) durant laquelle Montreuil, à maintes reprises, a interpellé les instances du gouvernement pour se faire reconnaître sous le prénom « Micheline ». L'acte a requis une bonne somme de courage, mais aussi la conviction d'être justifiée, car autrement, elle n'aurait pas formulé onze demandes de reconnaissance.

3.2.1.3 – *HABITUS ET POSSIBILITÉ : POTENTIEL*

Avant l'acte de citoyenneté de Montreuil, un individu transsexuel ne pouvait pas changer son nom avant de changer son sexe et une personne transgenre pouvait facilement se faire refuser une demande de modification de son nom.¹⁵⁵ Un transsexuel, c'était quelqu'un qui avait subi des chirurgies de reconstruction de ses organes génitaux et qui voulait modifier la désignation de son sexe sur son acte de naissance. Ainsi, Montreuil, une transgenre qui voulait modifier son prénom, a été obligée de se servir de la loi de 1965 et des procédures qui en découlent. Le lecteur sait déjà que Namaste et Groffier ont souligné que des fonctionnaires du bureau de l'état civil, dont le Directeur, pouvaient facilement empêcher cette modification. Si Montreuil avait suivi le parcours habituel, elle aurait soit cessé de demander qu'on reconnaisse le prénom « Micheline », soit décidé de changer son sexe pour devenir une transsexuelle *normale*. Mais ce n'est pas ce qu'elle a fait. De

¹⁵⁵ Rappelons que la troisième avenue pour changer de nom au Québec n'est disponible que depuis 2006.

plus, la Cour d'appel aurait pu, en 2002, continuer de refuser sa demande de changement de prénom, mais elle non plus, n'a pas suivi l'habitus qui s'était créé.

De nouvelles possibilités seront forgées en conséquence de cet acte. D'abord, pour Montreuil qui a pu par la suite modifier son nom sur son permis de conduire et sa carte d'assurance-maladie. Et ensuite, pour les autres transgenres et transsexuels qui savent maintenant que c'est possible de tenir son bout devant le Directeur de l'état civil. Effectivement, son cas a été cité dans d'autres procès.¹⁵⁶ En outre, puisque les prénoms ne sont pas légalement féminins ou masculins (suite au jugement de la Cour d'appel), les trans ont gagné une certaine marge de manœuvre.

Cet acte a aussi changé la forme de citoyenneté de Montreuil, et de celles et ceux qui vont la suivre. Sur le plan civique, il y a plusieurs transformations. Nous rappelons la citation de Marshall qui explique que cette composante touche à « *the right to defend and assert all one's rights on terms of equality with others by due process of law* »¹⁵⁷ Quoique cette composante se rapporte à la citoyenneté classique, l'entrée de nouvelles personnes dans cette catégorie fait appel à un nouveau mode de citoyenneté. Il serait difficile de trouver un meilleur exemple d'acte que celui ci-décrit. Montreuil a pu faire reconnaître sa personne juridique portant un prénom *féminin* et un sexe masculin. Elle a défendu sa liberté d'expression, et sa liberté de vie, vécue comme elle le choisit. Nous pouvons donc affirmer que par son acte,

¹⁵⁶ À titre d'exemples voir : Gabriel c. Directeur de l'état civil, J.-J.F. c. Directeur de l'état civil, Imbeault c. Directeur de l'état civil, P.A.P. v. Directeur de l'état civil, Mbokila c. Directeur de l'état civil, et Desmarais c. Directeur de l'état civil. (Les décisions pour ces cas sont toutes disponibles : <www.jugement.qc.ca>.)

¹⁵⁷ Thomas H. Marshall, 1950, *Citizenship and Social Class and Other Essays*, Cambridge : The University Press., pp. 10-11.

Montreuil a retrouvé une citoyenneté civile en santé et ce, en tant que citoyenne activiste.

De plus, Montreuil a modifié sa citoyenneté politique. En premier lieu, parce que Micheline peut maintenant voter. En deuxième lieu, parce que Micheline pourrait aussi se présenter à des élections et, sous condition de gagner un mandat, représenter d'autres citoyens au Parlement. D'ailleurs, elle a presque été candidate affiliée au Nouveau parti démocratique lors des élections fédérales de 2008.¹⁵⁸ Nous voyons donc que le rapport de Montreuil à la citoyenneté politique s'est aussi amélioré.

Finalement, au niveau social, en conséquence de son nom modifié sur sa carte d'assurance-maladie, sur son permis de conduire et au bureau du Directeur de l'état civil, Micheline peut maintenant, avec son nouveau prénom, avoir accès aux soins de santé, se trouver un logement et ainsi de suite. Bref, ce qui lui était nié sur le plan social par la violence des politiques a été renversé par son acte. Pour conclure, alors, les trois composantes de la citoyenneté de Montreuil, et bien sûr ceux et celles qui la suivront, ont été touchées. Par le fait même, de nouvelles formes de citoyenneté ont été créées.

L'acte à l'étude a aussi permis de nouveaux modes de citoyenneté. Premièrement parce que Montreuil a un statut et une vie citoyenne qu'elle exerce sous son nouveau prénom tout en conservant le sexe masculin. En outre, elle exerce sa citoyenneté sous un prénom généralement perçu comme étant féminin, même si son sexe est masculin. Avant, il était possible d'avoir

¹⁵⁸ Moalla Taïeb, « À Québec, la candidate NPD est une transgenre », *Journal de Québec*, 01/04/2007, disponible : <http://www.canoe.com/archives/infos/quebeccanada/2007/04/20070401-084200.html>.

un prénom androgyne, mais le prénom « Micheline » n'était pas accessible aux citoyens-hommes. L'individu qui s'identifiait sous le prénom « Micheline » était auparavant un étranger, mais il est maintenant citoyen, et ce sera aussi le cas de ceux qui suivront. Notons que cet acte provenait, à l'origine, de préoccupations reliées à la vie privée.¹⁵⁹

3.2.1.4 – *PRATIQUES, STATUT ET ORDRE*

Le Directeur de l'état civil a décidé trois fois que le prénom choisi et utilisé par Montreuil ne valait pas la peine d'être reconnu. Ce sont des décisions similaires à celles prises par les fonctionnaires du bureau de l'état civil au sujet de la loi de 1965 qui constituent en soi des motifs sérieux de remise en question. En agissant de la sorte, le Directeur de l'état civil niait l'identité de Micheline, et rendait Montreuil vulnérable. Des juges de la Cour supérieure (en 1998 et en 2000) et de la Cour d'appel (en 1999) ont tous pris des décisions similaires.¹⁶⁰ Ces décisions furent des réitérations de la décision souveraine qui abandonnait l'identité de Micheline. Le lecteur sait déjà qu'une décision souveraine est nécessaire dans les cas où la loi demeure silencieuse. Nous pourrions donc dire que les juges, qui en principe appliquent la loi, ne prenaient pas de décisions souveraines. Mais considérons l'exemple de la Cour supérieure qui donna raison à Montreuil à l'effet qu'un homme peut porter un prénom féminin sans causer de confusion et qui a même reconnu que Montreuil utilisait le prénom Micheline depuis 1986 en concluant qu'il était impossible de déterminer si Montreuil se servait de ce nom de manière courante. La loi ne prévoit pas de critères pour

¹⁵⁹ Pour une discussion concernant les modalités entourant l'émergence d'une citoyenneté à partir du soi, émanant du privé, voir Sylvie Goupil, *loc. cit.*

¹⁶⁰ Montreuil a aussi présenté une « demande d'autorisation d'appel » auprès de la Cour suprême du Canada (laquelle a été refusée en 2000) ainsi qu'une « Requête de l'appelante en rétractation de jugement et Requête de l'appelante pour extension de délai » devant la Cour d'appel (lesquelles requêtes ont été refusées en 2000); Montreuil, ...*contre le Directeur de l'état civil*, *loc. cit.*

déterminer la période d'usage habituel d'un nom ou même ce que constitue « un usage habituel ». Les juges ont donc complété la loi là où elle était silencieuse.

Ces décisions souveraines servent, selon la théorie agambienne, à maintenir un ordre. Impossible de connaître toutes les normes intériorisées par les agents de l'État qui s'impliquèrent dans le jeu, mais certaines justifications qu'ils ont données nous offrent tout de même des indices. Lorsque le Directeur a affirmé qu'un homme ne peut pas avoir un prénom féminin, il portait un jugement sur quelque chose que la Loi ne régissait pas (comme le soulignera d'ailleurs la Cour d'appel). Il protégeait une coutume selon laquelle le nom et le sexe doivent correspondre, mais aussi selon laquelle le sexe équivaut au genre.

Il est vrai que plusieurs décisions de nature souveraine ont été prises à l'égard de Montreuil pour bloquer son changement de prénom, mais par la suite, il y en a plusieurs qui ont reconnu son identité. À cette deuxième série de décisions, Montreuil a participé. Avec sa connaissance du système judiciaire et beaucoup de persévérance, Montreuil a pu, peu à peu, obtenir des victoires partielles. Premièrement, la confirmation que l'acte de naissance doit être modifié avant que ne le soient le permis de conduire ou la carte assurance maladie. Prochainement, la confirmation qu'un prénom n'a pas légalement de sexe et que de porter un prénom féminin ne menait pas forcément à la fraude.¹⁶¹ Finalement, la cour lui a accordé une existence juridique en tant que prénommée « Micheline », et cette vie bénéficie maintenant de la protection souveraine. Montreuil a forcé la prise de décisions en même temps qu'elle a restreint de plus en plus les possibilités de réponses. Dans la

¹⁶¹ Notons qu'ici les décisions souveraines peuvent confirmer ou infirmer les normes disciplinaires, ou de la biopolitique.

mesure où Montreuil a participé aux décisions, elle a aussi participé au pouvoir souverain en soi. C'est le cas à chaque fois qu'un individu arrive à faire reconnaître sa personne juridique ou les qualités de son état civil, et alors à se faire reconnaître comme citoyen. Montreuil a pu, avec cet acte de citoyenneté, contourner l'État et son rôle traditionnel. Elle lui a volé son monopole de décideur souverain. Dans cette mesure, elle arrive à inverser la relation État → citoyen, pour créer une citoyenneté qui émane du soi pour ensuite forcer sa reconnaissance. Mais nous y voyons aussi la fragilité de l'acte. Même si Montreuil a pu déjouer le système pour que l'État reconnaisse son identité, n'empêche que c'est parce que l'État a reconnu Micheline que son acte a eu du succès.

Maintenant, passons aux normes de la biopolitique. Nous avons dit que la biopolitique, qui veille à la santé de la population, favorise les identités stables ne portant pas à confusion et ce, afin de pouvoir standardiser les relations entre l'État et les tierces parties. C'est ainsi que les cas de fraude peuvent être évités. Lorsque la Cour d'appel a jugé qu'un prénom féminin et un sexe masculin n'induisent pas dans l'erreur les tierces parties, ces normes sont modifiées et ce, quoiqu'elles soient toujours en vigueur.

Nous avons identifié trois liens entre les normes disciplinaires et les politiques qui gèrent la modification du nom et du sexe au Québec. Premièrement, ils réaffirment qu'il n'y a que deux sexes. Deuxièmement, ils servent de dispositif pour assurer le bon comportement de chacun de ces deux sexes. Finalement, grâce à la loi de 1977, le transsexuel normal est produit. Montreuil aurait dit à une journaliste du *Journal de Québec* : « les gens veulent absolument te caser soit homme soit femme. Or, ce n'est pas ça le

genre humain ».¹⁶² En tant que transgenre, Montreuil se retrouve effectivement dans un entre-deux, mais elle ne s'est pas attaquée à un classement binaire lors des procès. Il n'a jamais été question qu'elle change la désignation de son sexe. Pour cette raison, le premier rôle des normes disciplinaires : affirmer qu'il n'y a que deux sexes, n'est pas touché par son acte de citoyenneté. Mais ce n'est pas le cas du deuxième rôle. Aujourd'hui, Montreuil vit sa vie de tous les jours en femme, mais se promène avec des cartes identitaires d'un homme. Elle « échoue » à l'examen de sa masculinité à chaque fois qu'elle le passe mais ce, consciemment. En outre, Micheline est un homme (du point de vue légal) qui a réussi à se faire interpeller au féminin et à faire reconnaître son prénom féminin. Montreuil est donc de sexe masculin, mais de genre féminin. Pour ce qui est du troisième rôle, la seule identité trans officiellement reconnue est celle du ou de la transsexuel(le) normal(e), mais Montreuil ouvre la porte aux trans *anormaux* qui désirent faire rajouter des prénoms à leur acte de naissance (des prénoms dont le genre habituellement en usage est opposé à leur sexe).

3.2.1.5 – ÉVALUATION DE L'ACTE DE CITOYENNETÉ

L'acte de Montreuil réussit à contredire l'État, mais sans entièrement le contourner. Par ses onze demandes de reconnaissance et sa stratégie de citoyenne, Montreuil a pu se constituer une identité citoyenne qui émane de sa propre personne et, par la suite, la faire reconnaître par l'État. Comme noté, le fait qu'elle dépendait encore de l'éventuelle reconnaissance étatique est un signe de la fragilité de son acte. Cela dit, nous verrons plus loin que même un acte de citoyenneté qui évite l'État entièrement dépend d'une

¹⁶² Montreuil cité dans l'article « À Québec, la candidate NPD est une transgenre » Taïeb Moalla, *Journal de Québec*, 01/04/2007, <<http://www.canoe.com/archives/infos/quebeccanada/2007/04/20070401-084200.html>>.

reconnaissance de la part des concitoyens, ou une citoyenneté intersubjective.¹⁶³ Avec cet acte, Montreuil a pu retrouver les potentiels niés par les politiques de l'état civil, et sur ce point cet acte a eu un grand succès. C'est ce qui se dégage de l'évaluation de ses citoyennetés civile, politique et sociale. Pour ce qui a trait aux normes, celles-ci ont été modifiées par cet acte, notamment les normes souveraines. Montreuil a pu participer aux décisions souveraines et défaire la rigidité du lien entre le sexe et le genre.

3.2.2 – « *THE SOLIDARITY IDENTITY PROJECT* »

Tandis que le premier acte s'adresse directement aux instances gouvernementales, et donc à l'État, le deuxième l'évite complètement. Le Frigo vert (un magasin de produits naturels qui tient des ateliers d'information) et le *2110 Centre for Gender Advocacy* de l'Université Concordia produisent ensemble des cartes d'identité sur lesquelles les informations sont inscrites selon le choix du détenteur. Moyen de prouver son identité et, plus globalement, d'ouvrir le débat sur le sujet des documents identitaires, cet acte de citoyenneté ne touche pas seulement les trans, mais aussi la société dans son ensemble. Encore une fois, nous observons une rupture avec les anciennes pratiques citoyennes, mais aussi avec certaines normes.

3.2.2.1 – *POURQUOI, COMMENT ?*

Lors d'un atelier sur la transphobie qui a eu lieu au Frigo vert, il y a eu l'idée de produire des cartes « solidaires », tout en étant conscient des problèmes associés à ne pas détenir de documents identitaires qui représentent

¹⁶³ Merci à Sylvie Goupil pour cette expression.

adéquatement son identité personnelle. En conséquence, les participants ont décidé de faire un geste qui permettrait aux personnes trans de détenir une carte qui les représente. Ce geste pourrait aussi établir le lien entre les défis auxquels font face les trans et ceux d'autres groupes mal représentés par leur état civil ou dépourvus de statut. Selon Hagner, ce projet « *aims to provide transsexual, transgendered and gender-non-conforming individuals as well as migrant, indigenous and non-status people with a more representative piece of identification* ». ¹⁶⁴ Un des objectifs était aussi d'éduquer la population montréalaise (surtout la communauté anglophone universitaire) et de permettre aux non-trans de demeurer solidaires avec les trans et ce, en leur procurant une carte d'identité.

En 2008, les employés et bénévoles du Frigo vert et du *2110 Centre* ont lancé le projet des cartes identitaires solidaires. Ils ont tenu à cet effet des kiosques sur le campus de l'Université de Concordia, pour d'un seul coup, offrir et promouvoir ces cartes. Pour ce groupe, il est important que non seulement les trans se servent de ces cartes, mais aussi d'autres personnes affichant un état civil représentatif de leur personne. Ainsi, ils voulaient éviter que les trans et autres gens mal représentés soient de facto identifiables par le fait même de posséder une telle carte. Notons que ces cartes ne sont pas des pièces d'identité légales. Le gouvernement n'a rien à voir dans ce projet, et les cartes ne tiennent pas compte de ce qui est inscrit sur les registres provinciaux.

Ils ont aussi eu recours à des levées de fonds, entre autres en faisant une vente aux enchères d'œuvres d'art au *2110 Centre* (le 6 avril 2009). Avec l'argent amassé, ils espèrent se procurer des machines capables de produire

¹⁶⁴ Jackson Hagner, cité dans Sarah Needles, 2009-02-06, *ID Cards for the Revolution*, disponible : <<http://www.alterheros.com/english/Edito/?recordID=118>>.

des cartes d'identité de meilleure qualité que celles actuellement offertes, ce qui en faciliterait l'usage dans différents contextes. Aujourd'hui, il n'y a que le Frigo vert et le *2110 Centre* qui acceptent ladite carte.¹⁶⁵ Cela dit, les gens peuvent tenter de s'en servir ailleurs, ce qui se rapporte au deuxième volet de cet acte.

Effectivement, la production en soi des cartes solidaires est un acte de citoyenneté qui en facilite un deuxième. Les individus qui se sont procuré une telle pièce d'identité, qu'ils soient trans ou non trans, et qui tentent de s'en servir dans des endroits autres que le Frigo vert et le *2110 Centre*, sont eux aussi en train d'accomplir un acte de citoyenneté. Ils demandent à leurs concitoyens de reconnaître une identité qui n'est pas réglementée par l'État.

3.2.2.2 – DROITS, OBLIGATION ET RESPONSABILITÉ

Le Frigo vert et le *2110 Centre* s'engagent à reconnaître l'identité affichée sur ces cartes comme étant légitime ; ils se retrouvent responsables devant cette identité, comme devant toute autre identité d'ailleurs, reconnaissant les personnes titulaires de ces cartes comme étant des leurs (membres, citoyens ou citoyennes). Cela dit, ce projet implique une forme de demande adressée aux autres citoyens : la demande d'être solidaires en se servant des cartes solidaires. Il s'agit de conscientiser les citoyens sur le fait que certaines lacunes sévissent dans le système de réglementation des identités régissant l'état civil (et notamment, pour ce qui nous concerne, les noms et le sexe). Les citoyens informés se retrouvent à remettre en question la légitimité de telles pratiques, ce qui peut avoir pour conséquence de les responsabiliser à l'égard de certaines identités non reconnues par l'État (que ce soit de

¹⁶⁵ C'est-à-dire qui reconnaissent l'identité qui y est inscrite sachant d'où elle provient.

l'identité des trans ou d'autres groupes de personnes dont le statut est inadéquat). Ceux qui jugent que les identités trans sont légitimes vont peut-être même se retourner vers l'État et demander que ses politiques soient révisées. L'acte du Frigo vert et du *2110 Centre* ne demande rien à l'État de façon directe, mais il demeure qu'il pourrait, par le truchement des autres concitoyens, le rejoindre.

Le deuxième volet de cet acte vise aussi les concitoyens. Chaque usage de cette pièce d'identité demande que l'autre reconnaisse l'identité qui y est inscrite : l'identité personnelle. C'est demander à l'autre d'être en relation mutuelle avec son identité choisie. Même si cette identité correspond à celle inscrite sur l'acte de naissance, sa provenance extragouvernementale assure que cette demande de reconnaissance citoyenne se fait sans l'État. C'est pour cette raison que les trans comme les non-trans, les sans-papiers et les citoyens peuvent tous accomplir cet acte de citoyenneté.

3.2.2.3 – *HABITUS ET POSSIBILITÉ : POTENTIEL*

Déjà, les cartes solidaires sont acceptées comme carte de membre du magasin le Frigo vert, ce qui signifie que l'identité bénéficie d'une expression. Vraisemblablement, il pourrait y avoir d'autres établissements qui décident de participer et d'accepter ces cartes. Effectivement, le projet est toujours embryonnaire et nous ne savons pas encore quelle ampleur il va prendre. De plus, les individus qui se servent de ces cartes ne se limiteront pas forcément au Frigo vert ou au *2110 Centre*. Ils peuvent tenter de s'en servir sans déclarer que ce sont des cartes où l'on choisit soi-même les informations qui y sont inscrites. Si la carte solidaire paraît légitime, elle sera acceptée par certains clubs vidéo, comme carte d'identité pour louer des skis, pour entrer membre d'un gym, à la banque, etc. Tous ces échanges entre citoyens se

feront sans l'approbation de l'État. La nouvelle possibilité, c'est une citoyenneté partielle sans gouvernement. Les cartes solidaires pourraient même en venir à représenter une forme de citoyenneté sans État.

Il faut par contre mettre les choses en perspective. Le réseau de citoyens qui s'est formé par cet acte demeure très petit. Cependant, son importance dépasse de beaucoup ces seuls petits gains remportés par les trans¹⁶⁶, car elle représente une rupture significative avec l'habitus en place. La citoyenneté traditionnelle, comme elle a été présentée ici, est une relation qu'entretient un individu avec l'État, notamment avec sa composante gouvernementale. La population composée de citoyens ainsi reconnus va *ipso facto* reconnaître les leurs par l'entremise des documents identitaires gouvernementaux.¹⁶⁷ L'acte de citoyenneté du projet solidaire contourne l'État en reconnaissant des identités sans considération des registres et ce, en demandant aux concitoyens de les reconnaître.¹⁶⁸

Évaluons les formes de citoyenneté qui s'ouvrent avec cet acte (production et utilisation des cartes solidaires). À première vue, la citoyenneté civile ne semble pas subir un grand changement. L'identité sur les cartes n'est pas inscrite dans les registres de l'État et donc ne peut pas correspondre à une identité juridique. Cela dit, nous avons déjà vu (dans le cas de Montreuil) qu'il faut parfois démontrer une utilisation habituelle de ses nouveaux prénoms durant une certaine période afin de réussir à faire en sorte que ceux-

¹⁶⁶ Les gains seront énumérés plus loin.

¹⁶⁷ Nous n'affirmons pas que les documents identitaires sont les seuls indicateurs de citoyenneté, mais que ce sont ceux qui nous concernent dans cette recherche.

¹⁶⁸ Soit en informant les concitoyens des lacunes, soit en se servant des cartes dans d'autres endroits que le Frigo vert ou le centre.

ci soient inscrits sur notre acte de naissance.¹⁶⁹ Si c'est le cas, alors une carte identitaire qui est acceptée auprès de certains établissements pourra par la suite aider un trans à obtenir une identité juridique. Dans la mesure où elles sont acceptées, ces cartes identitaires donnent aussi un moyen d'expression libre, au sens où l'individu a soit confirmé de son propre gré les informations sur son acte de naissance, soit adopté de nouvelles informations. En ce sens, la vie privée peut elle aussi être protégée. Lorsqu'il se sert de cette carte, un individu n'a pas à dévoiler son identité trans. On ne pourrait pas retrouver une citoyenneté civile entière au moyen de cet acte, mais les gains ne sont tout de même pas négligeables.

En ce qui concerne la citoyenneté politique, aucun gain n'est accompli. L'identité représentée sur la carte solidaire n'aura ni davantage ni moins accès au droit de vote et au droit de se présenter en élection. Bref, cette composante de la citoyenneté ne se voit pas modifiée par l'acte du *Solidarity Identity Project*.¹⁷⁰

Pour ce qui a trait à la troisième composante citoyenne, nous y voyons une plus grande possibilité de changement. Certes, en matière d'éducation et de santé, rien ne change et nous avouons que ce sont tout de même des aspects importants de la citoyenneté sociale. Cependant, comme nous l'avons noté, plus ces cartes seront acceptées, plus l'insertion sociale des trans sera facilitée. L'acte du projet solidaire et l'acte de se servir de ses cartes pourraient apporter des gains considérables. Même aujourd'hui, les gens peuvent prétendre avoir « oublié quelque part » leurs autres pièces d'identité

¹⁶⁹ C'est aussi ce qu'explique la documentation d'ASTT(E)Q et de Projet-10; Cactus Montréal (ASTT(E)Q) et Projet 10, *Changement de nom et désignation de sexe*, toujours en circulation.

¹⁷⁰ Sauf si la carte, par la suite, aide à modifier le prénom, et donc d'une manière indirecte de retrouver la citoyenneté politique.

et tenter ainsi de se servir de leur carte solidaire dans les commerces, dans la recherche d'un logement, avec la police ou des agents de sécurité, etc. Il se peut très bien qu'ils se la fassent refuser, mais il se peut aussi, que dans certains cas, ça puisse fonctionner. Pour ces raisons, nous pouvons dire que les trans pourront retrouver certains potentiels niés par les politiques de l'état civil, notamment pour ce qui a trait à la composante civique de leur citoyenneté.

Finalement, les anciens modes citoyens sont transformés dans la mesure où les cartes permettent un accès partiel aux bienfaits de la citoyenneté et ce, pour les concitoyens solidaires, les trans, les gens qui n'ont pas de statut représentatif et même les sans-papiers. Il en découle que des citoyens, des étrangers et des non-citoyens peuvent partager une citoyenneté alternative commune sans État.

3.2.2.4 – *PRATIQUES, STATUT ET ORDRE*

Toujours dans la mesure de son succès, le projet des cartes de solidarité peut conduire à la déconstruction des normes. Commençons avec les normes souveraines. Ici, puisque l'État se fait contourner, les décisions souveraines ne sont pas prises par ses agents, mais par les producteurs des cartes ainsi que ceux qui participent au programme. L'efficacité de leurs décisions, et donc de leur participation au pouvoir souverain, est contingente à la reconnaissance des cartes par les citoyens. Si le projet s'avère un succès, ils forment leurs propres normes voulant que l'identité sociale et politique¹⁷¹ soit l'identité choisie et que les composantes de l'identité publique soient au choix de l'individu et non pas de l'État. On pourrait dire que c'est un

¹⁷¹ Au sens de l'accès à une sphère publique indépendante de l'État.

système démocratique où chacun participe au pouvoir souverain en choisissant son identité.

Les normes disciplinaires se font aussi modifier. En principe, on ne limite pas le nombre de sexes possibles. Un individu peut mettre l'identité de genre qu'il ou elle veut : femme, homme, féminin, masculin, fluide ou même aucun. En outre, par le fait même de donner le choix aux individus d'inscrire leur genre, cela peut impliquer qu'un prénom ne correspond pas à l'un ou l'autre des sexes. De même, le nom et la photo n'ont pas de lien sexué. Quant à l'examen du document, s'il y est inscrit un sexe, il sera tout de même établi un dispositif permettant une évaluation de celui-ci. Mais même s'il n'y a pas de lien sexe-nom ou photo-nom sur la carte, les concitoyens vont l'interpréter selon leurs propres normes. Les normes disciplinaires qui identifient le transsexuel normal se font aussi mettre à l'épreuve, car n'importe quel trans peut avoir accès au sexe et aux noms de son choix.

Cet acte aura une incidence sur les normes de la biopolitique. Nous avons expliqué que les registres sont des supports pour les techniques de la biopolitique : des outils de mesure. Ceux-ci permettent aux techniques de la biopolitique de veiller sur la santé de la population. Le projet solidaire travaille en parallèle à ce système : en fondant les identités politiques sur les choix individuels, leur donnant la capacité de veiller à leur propre santé. La biopolitique est aussi chargée de réglementer les échanges en produisant des cartes identitaires qui reflètent les qualités de l'état civil et, plus précisément, les registres. Ces derniers favorisent une identité stable qui protège l'État et les tiers de la fraude. Les cartes solidaires nient les identités stables gérées par l'État. C'est ainsi qu'elles ouvrent de nouvelles possibilités pour les trans. Nous avons aussi fait mention du fait que les registres pouvaient tenir

compte des statuts variés des gens et de leur rang dans la société. Ces cartes permettent aux gens non seulement de choisir leur statut au niveau du sexe, mais aussi de n'y inscrire aucun autre statut.

Les normes de la biopolitique qui se retrouvent dans les politiques de l'état civil ont comme objectif d'empêcher la fraude. Il faut avouer qu'en créant un système d'identification parallèle à celui de l'État, l'acte solidaire ouvre la porte à certaines personnes qui se procureront une carte qui représente non pas une identité personnelle, mais une identité par l'intermédiaire de laquelle elles pourront commettre des actes de fraude (en se faisant passer pour d'autres, en dissimulant leur identité véritable si elles sont recherchées par la police, et ainsi de suite). Il faut se poser la question : sommes-nous en train d'aider les trans en dépit des victimes éventuelles de fraudes ? Bref, ferions-nous vivre certains en en laissant mourir d'autres ?

3.2.2.5 – ÉVALUATION DE L'ACTE

Parmi les actes considérés dans ce chapitre, le projet de solidarité du Frigo vert et du *2110 Centre*, et l'utilisation de cartes solidaires par des individus constituent l'acte dont l'impact sur la vie des trans est le plus minime. Hormis ce fait, c'est l'acte qui démontre le plus grand potentiel. Ceci est dû au fait qu'il nous amène à imaginer la possibilité d'une citoyenneté non étatique, du moins sur le plan de l'identité juridique. Celle-ci permettrait à plusieurs de profiter des bienfaits découlant de la citoyenneté actuelle tout en déconstruisant certaines normes sous-jacentes aux politiques de l'état civil. En décidant quelle identité le représente, chaque individu pourrait être son propre souverain et, dans une certaine mesure, résister aux normes disciplinaires qui régissent l'idéal des sexes. Finalement, un individu pourrait facilement afficher une identité se métamorphosant tout au long de

sa vie. Mais ce dernier point nous ramène à la question des fraudes que cet acte pourrait éventuellement faciliter. Nous ne serons pas en mesure de répondre aux questions soulevées ci-haut dans le contexte de cette recherche. Nous allons tout de même tâter le terrain avec le prochain acte et ce, pour au moins offrir quelques pistes de réflexion et étudier un acte présentant des parallèles importants à celui du projet de solidarité, mais aussi des différences capitales.

3.2.3 – LES FAUX DOCUMENTS IDENTITAIRES : UNE FRAUDE LÉGITIME ?

Cela nous amène à l'acte de citoyenneté performé par ceux qui se procurent et se servent de faux documents identitaires. Namaste explique que certaines personnes trans, n'ayant pu obtenir de nouvelles cartes identitaires de la part du gouvernement, vont s'en procurer sur le marché noir.¹⁷² Elles seront même prêtes à reprendre le processus d'obtention de certaines certifications (comme réussir les tests requis à l'obtention du permis de conduire) et ce, afin de pouvoir fonctionner à temps plein avec cette identité qu'elles jugent plus authentique. L'évaluation de cet acte est plus difficile que les autres, car nous ne pouvons pas savoir qui réalise cet acte ni à quelle fréquence. Cela dit, nous allons quand même considérer brièvement cet acte de citoyenneté. Quoique nous ne serons pas en mesure d'y répondre, la question que nous gardons à l'esprit lorsque nous analysons un tel acte est la suivante : y a-t-il une différence entre la fraude commise par un trans pour se procurer une identité représentative de sa personne (et les bienfaits qu'un tel geste peut lui rapporter) et la fraude identitaire en soi

¹⁷² Viviane K. Namaste, 2000, *Invisible Lives : The Erasure of Transsexual and Transgendered People*, Chicago; London: University of Chicago Press.; Viviane Namaste, 1998, *Évaluation des besoins : Les travesti(e)s et les transsexuel(le)s au Québec à l'égard du VIH/Sida*, Montréal : Action Santé : Travesti(e)s et transsexuel(le)s du Québec.

(qui vise également la réalisation de certains gains, généralement peu louables et ne reposant pas tout au moins sur le désir de celui qui la commet de voir son identité personnelle mieux représentée) ? Les deux vont falsifier des documents gouvernementaux, mais la première fraude repose sur des motifs d'identité sociale, avec l'objectif de vivre en conformité avec cette identité, laquelle représente une identité intérieure.

3.2.3.1 – POURQUOI ET COMMENT ?

Le pourquoi et le comment sont simples. Prenons une personne trans qui veut à tout prix interagir avec ses concitoyens sous le nom et le sexe auxquels elle s'identifie, mais qui se fait refuser la possibilité de changer ses documents auprès du bureau du Directeur, et qui se résout finalement à acheter de faux papiers sur le marché noir. Si elle se procure ainsi un faux acte de naissance, elle peut par la suite tenter de se construire une vie avec cette nouvelle identité : s'inscrire à des cours à l'université, changer ses informations sur la liste électorale, se procurer un permis de conduire, etc. Il est important de noter que pour Isin un acte de citoyenneté peut être illégal. Pour celui-ci en effet, la justesse d'un acte ne dépend pas de la loi.¹⁷³

3.2.3.2 – DROITS, OBLIGATION ET RESPONSABILITÉ

Comme pour le cas du *Solidarity Identity Project*, la demande principale que formule un trans en réalisant cet acte, c'est la reconnaissance d'une identité, cette fois-ci par l'usage de faux documents. La nuance à faire, c'est que cette fois-ci, l'impact se répercute sur une plus grande échelle. Si une carte ressemble d'assez près aux cartes émises par le gouvernement, elle sera

¹⁷³ Engin F. Isin, 2008, « Theorizing Acts of Citizenship », Dans *Acts of Citizenship*; Engin F. Isin, et Greg M. Nielson, Londres et New York : Zed Books, pp. 15-43.

considérée, par les citoyens et même par les agents du gouvernement, comme étant légitime. Mais il y a bien sûr la possibilité que la fraude soit découverte par l'État : c'est un acte aux risques élevés.¹⁷⁴ La nature frauduleuse de l'acte fait en sorte qu'il y a très peu d'informations à notre disposition pour indiquer si l'État s'en rend souvent compte, mais aussi jusqu'à quel point cet acte peut avoir du succès, et s'il s'agit d'un recours usité par les trans. Nous avouons que ce qui suit est en partie spéculatif.

3.2.3.3 – *HABITUS ET POTENTIELS*

La rupture avec les anciennes formes et anciens modes de la citoyenneté se rapproche du dernier acte. Dans le cas du *Solidarity Identity Project*, le Frigo vert accepte ses cartes en sachant que les identités qui y sont inscrites ne correspondent pas forcément à celles inscrites sur les registres québécois. Même en présentant la carte à d'autres endroits, en laissant entendre que cette identité est reconnue par l'État, elle ne ressemble pas à un document gouvernemental. Mais dans le cas des cartes achetées sur le marché noir, ces fausses cartes sont présentées en prétendant qu'elles ont été émises par le gouvernement et qu'elles sont en lien avec les identités inscrites dans les registres. Puisqu'elles imitent des documents officiels du gouvernement, ces cartes seront acceptées à plusieurs endroits. Les trans qui s'en servent peuvent donc aller chercher une citoyenneté sans être reconnus. Sur ce plan, d'aucuns pourraient s'attendre à ce que ces faux documents soient plus efficaces que les cartes solidaires.

¹⁷⁴ Selon l'article 397 de la section X du *Code criminel du Canada*, la falsification de document peut entraîner une peine de cinq ans de prison.
Canada, *Loi concernant le droit criminel*, Section X article 397, disponible : http://lois.justice.gc.ca/fr/showdoc/cs/C-46/bo-ga:l_X-gb:s_380/20091005/fr#anchorbo-ga:l_X-gb:s_380, dernière mise à jour 1^{er} septembre 2009Ottawa : Ministère de la justice.

Lorsque nous évaluons l'influence qu'auront ces cartes faussées sur les trois composantes de la citoyenneté, nous nous rendons compte qu'indubitablement, elles sont plus efficaces. Pour commencer, les fausses cartes ne donnent pas directement davantage accès à la citoyenneté civique, mais elles font le même travail que les cartes solidaires et ce, plus efficacement. Puisque ces cartes seront considérées comme légitimes, elles peuvent aider une personne trans à prouver qu'elle se sert couramment du nom qui y est inscrit : ses comptes bancaires, son bail, son compte d'Hydro-Québec et ainsi de suite pourront être établis sous le nom et/ou le sexe choisis. En outre, puisque ces cartes sont acceptées dans plusieurs endroits, il devient plus facile pour la personne trans de dissimuler sa transsexualité. Pour cette raison, il peut mieux protéger sa vie privée. Finalement, elle pourra s'en servir auprès de certaines instances gouvernementales (la SAAQ par exemple). En comparaison, notons que l'acte de Montreuil procure davantage de gains. Un trans qui fait usage de fausses cartes risque de se faire découvrir s'il s'en sert en cour de justice ou ailleurs. Il lui serait donc plus difficile de défendre son droit de détenir des droits.

Sur le plan de la citoyenneté politique, une personne trans munie de fausses cartes pourrait facilement faire modifier son nom et/ou son sexe sur la liste électorale. En revanche, il ne pourrait pas facilement présenter sa candidature lors d'élections, étant donné le risque que le voile soit levé sur sa situation. Ainsi, nous observerons plus d'avantages qu'avec l'acte du Frigo vert et du *2110 Centre*, mais moins qu'avec l'acte de Montreuil.

Encore une fois, au niveau social, l'acte des fausses cartes procure davantage de gains que celui des cartes solidaires, parce que les fausses cartes apparaissent plus légitimes pour les tierces parties. En outre, comme avec

l'acte de Montreuil, un trans pourrait obtenir une nouvelle carte d'assurance-maladie avec ses nouveaux nom et/ou sexe. C'est très risqué, mais possible. En fin de compte, le degré d'insertion sociale dépend des risques que la personne trans prendra. Plus elle se sert de faux documents et plus elle s'applique à en tirer le maximum d'avantages, plus cette personne jouira d'une pleine citoyenneté. Ainsi, la rupture avec les anciens modes de citoyenneté (et donc la transformation d'un étranger en citoyen) dépend aussi des risques que le trans prendra.

3.2.3.4 – *PRATIQUES, STATUT ET ORDRE*

Examinons maintenant l'effet de ces fausses cartes sur les normes. Nous retrouvons que les effets sont similaires à ceux des cartes de solidarité. Cela dit, les fausses cartes seront plus influentes et ce, proportionnellement à leur plus grande efficacité. Les personnes trans qui s'en servent seront aussi, en proportion, davantage présentes dans le pouvoir souverain. Elles ont décidé sous quelle identité il leur valait la peine de vivre, et elles arrivent à renforcer ce choix en allant chercher la protection citoyenne. Ces personnes peuvent défaire le lien entre sexe et genre, si cela correspond à leur identité, en inscrivant leur genre et non pas leur sexe. Puisque n'importe quelle personne trans peut se procurer des cartes, elle résiste à la production du (de la) transsexuel(le) normal(e). En ce qui regarde les normes de la biopolitique, les résultats sont mixtes. D'un côté, une personne trans qui se sert de fausses cartes arrive à faire considérer son identité comme légitime, même si celle-ci ne se retrouve pas dans les registres provinciaux. De l'autre côté, ce n'est pas un système parallèle à celui des registres, car celui-là fonctionne semblablement à un parasite. C'est ainsi que cette façon de faire n'arrive pas à contourner l'État dans la même mesure que l'acte solidaire.

3.2.3.5 – ÉVALUATION DE L'ACTE

Cet acte, comme pourra le noter le lecteur, se retrouve entre les deux précédents. Puisqu'il n'interpelle pas directement l'État, il le contourne d'une manière plus importante que l'acte de Montreuil. En revanche, il n'arrive pas à travailler en parallèle aux registres. Il est plus efficace que l'acte solidaire quant au potentiel retrouvé, mais ne donne pas accès à tous les gains qu'a obtenus Montreuil. Finalement, il résiste effectivement aux normes souveraines et certaines normes disciplinaires, mais il assure un succès mitigé vis-à-vis des normes de la biopolitique. Comme nous en avons averti le lecteur, nous ne sommes pas en mesure de déterminer si cette fraude se trouve à être légitime, et nous nous résignons à ne pas y répondre. Le lecteur pourra donc tenter d'y répondre lui-même.

3.3 – LE DÉNOUEMENT : RETOUR SUR CE QUE PEUT ACCOMPLIR UN ACTE

Le premier phénomène à retenir de ces actes, c'est leur fragilité. Cette fragilité était très bien illustrée par le cas de Montreuil qui, malgré tous ses efforts, avait besoin de la reconnaissance étatique pour remporter le succès qu'elle a eu. Dans les deux autres cas, notamment celui des cartes solidaires, le succès pivote autour de la reconnaissance des concitoyens de la pièce d'identité. Ceci constitue un rappel important comme quoi l'auteur d'un acte n'a pas le monopole sur ses effets. Tout comme résister à la violence et aux normes parce qu'elles sont relationnelles, cette résistance a une portée délimitée par ceux avec qui elle est en lien. Cela dit, il ne faut pas que ce soit forcément le bureau du Directeur de l'état civil qui reconnaisse la citoyenneté, cette dernière peut aussi être reconnue par les concitoyens.

Les actes à l'étude ont pu contourner l'État à différents degrés. L'acte de Montreuil a été possible en faisant s'opposer un agent de l'État contre un autre. L'acte des fausses cartes évite l'État en imitant à son insu des pièces d'identité. Finalement, l'acte de citoyenneté des cartes solidaires se présente comme un système régulateur d'identité en parallèle avec celui de l'État et ne se référant pas aux registres provinciaux. Ce contournement est un élément important d'une citoyenneté axée sur l'individu. Notons que dans chacun de ces cas, les trans arrivent à faire reconnaître une identité personnelle rejetée par l'État.

Quant aux gains pour la citoyenneté des trans en question, nous observons qu'effectivement un acte de citoyenneté peut permettre à un trans de retrouver certains potentiels perdus lorsque le bureau de l'état civil a rejeté sa demande de changement de nom et/ou de sexe. Il semble que pour obtenir une pleine citoyenneté (civique, politique et sociale), un trans ait besoin d'une certaine reconnaissance étatique. Hormis ce fait, plusieurs gains peuvent être réalisés, notamment sur le plan de la citoyenneté sociale, si les concitoyens reconnaissent l'identité du trans, ce qui laisse entendre qu'une citoyenneté qui contourne l'État et qui émane du soi serait possible.

Il ne faut pas oublier la portée de ces actes sur les normes qui se retrouvent dans les politiques de l'état civil. Considérons les normes souveraines. Celles-ci se retrouvaient à être les normes qui gèrent les décisions entourant la valeur d'une vie. Ce sont elles qui jugent si une vie méritera la protection d'une pleine citoyenneté. Cette recherche a pu faire ressortir plusieurs décisions souveraines et parmi les actes, nous avons pu détecter des décisions souveraines prises par les trans, ce qui entend que la souveraineté ne se retrouve pas seulement entre les mains d'un chef d'État (ou même de l'État plus globalement), mais qu'elle est accessible à tous. En ce qui touche les normes disciplinaires qui limitent le nombre de sexes à deux (y compris le

sexe associé au genre) et qui produisent le transsexuel normal, ces actes de citoyenneté ont pu résister. L'acte des cartes solidaires permet à des sexes différents (autres que « femme » ou « homme ») d'apparaître sur une pièce d'identité. Montreuil a pu faire valoir que le genre d'un prénom et le sexe légal ne doivent pas forcément se suivre. La personne trans qui se procure de fausses cartes n'a pas à être un transsexuel normal pour changer de sexe. Quant aux normes de la biopolitique, celles-ci décidaient que certains cas sont moins favorables que d'autres et ce, en s'appuyant sur leurs connaissances de la population. Les identités instables ont été jugées défavorables, et donc anormales, car elles facilitent la fraude. Or, nos trois actes de citoyenneté ont pu résister à cette norme en créant un système qui lui est parallèle, en forçant des changements sur les registres ou en faisant comme si les informations inscrites sur une fausse carte d'identité correspondaient aux registres.

CONCLUSION

Ayant reconnu le manque d'études au sujet de la vie des trans, cette recherche critique s'est donné comme objectif de commencer à raconter l'histoire d'une violence étatique subie par les populations trans du Québec et ce, sans pour autant en faire des victimes. Cette recherche a pu accomplir la première analyse approfondie de la violence indirecte exercée contre les trans et ce, en se centrant principalement sur le Québec actuel. En outre, c'est la première évaluation de l'état du rapport des trans à la citoyenneté au Canada. Sans compter que cette recherche a pu documenter certains moments de résistance de la part d'individus trans à l'égard de ces processus. Ainsi, violence, citoyenneté, mais aussi résistance, furent les principaux sujets traités lors de cette recherche et nous les reprenons maintenant un à un.

Le point de départ de notre questionnement a été de savoir s'il existait une violence étatique en lien avec les politiques qui réglementent les noms et la désignation de sexe de l'état civil au Québec. La violence a été définie, suivant Galtung, comme étant la cause d'un écart évitable entre l'actuel et le potentiel d'un individu. L'actuel a été défini comme étant la situation présente d'un individu et le potentiel comme les possibilités de vie qu'il peut s'offrir en accord avec ses capacités personnelles. Ce modèle de la violence, centré sur une relation de cause à effet, a l'avantage de nous permettre d'identifier des violences souvent négligées, mais aussi d'établir des critères pour valider la première partie de notre hypothèse, c'est-à-dire que les politiques de l'état civil sont violentes.

Dans ce sens, afin de déterminer si les politiques en question sont violentes, nous avons examiné quelles identités se font refuser un état civil représentatif de leur auto-identification. Toute personne qui ne s'identifie pas comme femme ou homme serait

de facto exclue, car ce sont les deux seules possibilités qu'offre l'état civil.¹⁷⁵ Ensuite, ceux à qui on accorde un sexe à la naissance et qui par la suite veulent modifier cette désignation doivent se plier à certains protocoles limitant les formes d'expression de leur sexe et/ou de leur genre. Si ces personnes décident de suivre ces protocoles afin de modifier cette désignation, tout en ne voulant pas subir certaines chirurgies, nous pouvons argumenter qu'un écart actuel-potentiel se crée. Si elles refusent ou sont incapables de suivre ces mêmes protocoles, elles n'auront pas accès au changement de sexe légal. Similairement, ceux qui veulent tout simplement changer de nom peuvent se faire refuser. En soi, cette exclusion n'est pas violente. Ce n'est que lorsque l'on peut observer qu'elle est la cause d'une distance entre l'actuel et le potentiel que l'on peut dire qu'il y a violence.

C'est la raison pour laquelle, nous avons considéré les effets de cette exclusion sur la vie de tous les jours des trans. Cinq catégories d'effets ont été considérées : le milieu du travail, l'éducation, la santé, les échanges avec des instances gouvernementales et la relation aux autres. Pour ce faire, nous avons puisé dans une variété de sources issues de plusieurs pays. Il y a ici une première limite à notre recherche. Nous aurions pu accomplir une analyse plus complète si nous avions mesuré les effets de ces politiques sur la vie de tous les jours des Québécois trans. Bref, il aurait été souhaitable de procéder à des entretiens avec cette population pour entendre, dans leurs mots, l'impact qu'ont ces politiques sur leur vie. Malgré tout, l'examen que nous avons fait nous a permis d'observer que les politiques de l'état civil font en sorte qu'il y a un écart entre l'actuel des non-trans et l'actuel des trans qui ne disposent pas d'un état civil représentatif. Dans les cas où la personne sans état civil adéquat s'est fait exclure par les politiques étudiées, nous pouvons conclure que ces mêmes politiques ont un impact négatif. En somme, puisque l'exclusion de certaines identités par les politiques de l'état civil est la cause de l'écart entre le potentiel et

¹⁷⁵ Surtout en ce qui concerne les personnes transgenres.

l'actuel des trans et qu'il serait possible, en principe, d'éviter cet écart, nous pouvons conclure que dans ce cas-ci, il y a violence.

Nos objectifs de recherche nous ont amenée à aller plus loin que tout simplement identifier une violence pour chercher à expliquer ses mécanismes. Pour ce faire, nous avons présenté une typologie de la violence. Celle-ci a été identifiée comme étant indirecte puisqu'il n'y a pas de lien direct entre l'agresseur (sujet) et la victime (objet). La violence à l'étude a aussi été jugée comme appartenant à la sphère institutionnelle. C'est ici que les études, qui ont déjà été accomplies sur la violence anti-trans directe, ont été utiles. Celles-ci ont soulevé le lien entre la violence interpersonnelle contre les trans et la violence structuro-culturelle. Doubtant qu'il y ait aussi un lien entre la violence institutionnelle et la structure-culture, nous avons suivi cette piste de réflexion. La structure-culture étant la sphère de la valeur, et par conséquent de la non-valeur, nous avons examiné les normes qui y sont attachées.

Trois types de normes ont été identifiés dans les politiques en question. Les normes disciplinaires, que nous avons prises des travaux de Foucault, se retrouvent sous trois formes dans l'état civil. Premièrement, l'état civil affirme qu'il n'y a que deux sexes. Par la suite, l'état civil fonctionne comme un dispositif pour assurer une cohérence entre le sexe et le genre. Finalement, la loi régissant le changement de nom et de sexe de 1977 ainsi que les protocoles qui en dérivent produisent des transsexuels normaux et des trans anormaux. En ce qui a trait aux normes de la biopolitique, qui sont elles aussi tirées des textes de Foucault, elles se retrouvent elles aussi dans les politiques de l'état civil. Ces registres servent de support aux techniques de la biopolitique qui produisent la population comme objet de savoir et qui veillent à sa santé. Les courbes de normalité étant repérées, les cas favorables, et donc normaux, ont été identifiés comme étant ceux où l'identité de l'état civil reste stable. Ainsi, ces identités juridiques peuvent assurer des échanges standardisés

entre les individus et entre l'individu et l'État. Les registres sont en ce sens un dispositif de sécurité. Finalement, au niveau des normes souveraines, que nous avons empruntées d'Agamben, il a été démontré que certaines décisions prises par des fonctionnaires peuvent agir comme décisions souveraines assurant la protection de certaines identités au détriment d'autres qui, en conséquence, se retrouvent abandonnées.

Pour vérifier quelles normes se retrouvent dans les politiques à l'étude, cette recherche a utilisé une méthode déductive. Elle a donc identifié trois types de normes susceptibles de se retrouver dans les politiques et par la suite, elle les a cherchées dans celles-ci. Si nous avons privilégié une méthode inductive et que nous avons procédé à une analyse complète de l'évolution des politiques (ainsi que la forme actuelle de celles-ci), il est possible que d'autres normes auraient pu en être dégagées. Bref, la deuxième limite de ce travail est que nous nous sommes limitée à trois types de normes au détriment des autres qui pourraient exister. Cela ne veut pas dire pour autant que les normes identifiées et leurs effets ne sont pas considérables. En résumé, une violence indirecte étatique se retrouve dans les politiques qui réglementent le changement de nom et de désignation de sexe. Ces politiques produisent et renforcent certaines normes.

La recherche avait aussi comme hypothèse que les personnes trans sont confrontées à l'érosion de leur citoyenneté. Effectivement, les effets des politiques de l'état civil peuvent être interprétés à l'aide de la notion de citoyenneté. Comme il a été discuté, cette dernière se fonde traditionnellement sur une relation de reconnaissance mutuelle entre l'État et son citoyen. La position de l'État est privilégiée, car c'est à celui-ci de décider quelles identités il va reconnaître comme étant des possibilités citoyennes. Un *topos* d'envergure de cette reconnaissance est l'état civil, ses registres et les documents identitaires qui en découlent. Ainsi, au Québec, mais aussi plus

globalement au Canada, il n'existe pas de citoyen qui ne soit ni femme ni homme, ou les deux, et un citoyen ne peut changer de nom ou de sexe sans suivre un certain protocole fondé sur certaines normes. En d'autres mots, l'exclusion des politiques de l'état civil est aussi un manque de reconnaissance de la part de l'État. Reprenant Phelan, ce manque de reconnaissance institutionnelle-juridique abandonne les trans, les condamnant ainsi à être étrangers dans leur province et dans leur pays. Ils sont étrangers par le fait qu'ils appartiennent à une communauté politique, tout en y ayant un accès limité. Ce manque d'accès est souvent le résultat d'un deuxième niveau de manque de reconnaissance, celle des concitoyens qui ne considèrent comme légitimes que les identités reconnues par l'État.¹⁷⁶

Afin d'évaluer la portée des politiques d'exclusion, nous avons évalué l'état des trois composantes citoyennes, soit le civique, le politique et le social en ce qui concerne les personnes trans. Les résultats de chaque composante furent similaires. Nous avons observé une érosion de la citoyenneté des trans en question. En ce qui a trait à la composante civique, nous avons vu que l'identité trans étrangère n'a pas d'expression juridique, ni de protection de ses droits fondamentaux. Ainsi, son droit à la vie privée est violé, car son statut d'étranger trans fait surface à chaque fois que des cartes identitaires encadrent un échange. En outre, ces trans peuvent difficilement défendre leur droit d'avoir des droits puisqu'ils ne sont pas reconnus. Par la suite, au plan politique, cette identité trans étrangère ne peut ni choisir son représentant, ni représenter les citoyens. Finalement, en examinant l'aspect social, nous avons pu observer que le fait de ne pas avoir de cartes identitaires adéquates peut créer des impasses au niveau des besoins fondamentaux, de l'éducation et de la santé. Les personnes trans qui se font refuser un état civil (sur le plan du nom et/ou du sexe) représentatif sont confrontées à une perte de leur pleine citoyenneté. La deuxième partie de notre hypothèse est ainsi validée.

¹⁷⁶ Nous rappelons que ce n'est pas dû à un lien causal strict ou au manque de reconnaissance de la part de l'État, mais à un manque de reconnaissance de la part des concitoyens.

Si nous nous étions arrêtée là, cette recherche aurait été incomplète. Nous n'aurions analysé qu'un côté de la médaille. Lorsque nous nous servons du modèle des normes de Foucault¹⁷⁷, nous ne pouvons pas négliger que les normes et le pouvoir soient relationnels. Ainsi, ce n'est pas aux politiques seules de décider qui sera représenté, quelles normes se rattacheront à la structure-culture et quels potentiels seront niés. Les identités trans exclues peuvent résister à leur sort, et c'est effectivement ce qu'elles font. Par ce fait, les trans parviennent, dans une certaine mesure, à recentrer la citoyenneté sur soi. Trois avenues de résistance ont été explorées sous la forme d'actes de citoyenneté, c'est-à-dire suivant Isin, des moments où l'on fait rupture avec les anciens modes et formes de citoyenneté. Notons tout de suite la limite principale de notre étude en ce qui a trait aux actes. Nous avons procédé à trois études de cas. Ces cas ont été choisis parce qu'il nous était possible de les analyser avec des informations auxquelles le public a déjà accès. Nous avons donc ignoré les actes de citoyenneté trans de tous les jours : les petits actes que réalisent les trans. Il aurait été très intéressant et riche de pouvoir dégager les actes quasi banals de trans qui marquent une rupture avec la citoyenneté traditionnelle. Cela dit, notre démarche a quand même porté ses fruits.

Le premier acte à l'étude était celui de Montreuil versus le Directeur de l'état civil. Cet acte est allé reprendre les éléments d'une pleine citoyenneté auxquels Montreuil n'avait pas accès en raison du nom attaché à son état civil. L'État a fini par reconnaître son identité (prénom féminin et sexe masculin). Ainsi, Montreuil a résisté avec succès à l'impact négatif des politiques sur sa citoyenneté civique, politique, et sociale, faisant de cet acte, parmi les trois étudiés, celui exerçant la plus grande portée pratico-pratique. Montreuil a aussi pu participer au pouvoir souverain et à la production de normes connexes. Elle a pu faire valoir qu'un prénom féminin

¹⁷⁷ Notons qu'Agamben s'inspire des travaux de Foucault et lui ressemble tout à fait sur ce point.

peut appartenir à un homme (du point de vue légal) et donc défaire la rigidité du lien sexe-genre des normes disciplinaires. En outre, par cette même séparation entre le nom et le sexe, elle a pu faire valoir qu'une telle disjonction n'entraîne pas une confusion des tierces parties et donc une possibilité de fraude. Parmi les actes à l'étude, c'est celui qui a le moins contourné l'État, car Montreuil s'est servie d'une facette de ce dernier (juridique) contre une autre (législative et administrative). C'est aussi ce qui a fait s'illustrer la fragilité des actes de citoyenneté. Ces actes sont des tentatives d'entrer en relation avec l'autre, mais si l'autre ne reconnaît pas l'identité du citoyen-activiste, cette tentative échoue. Dans ce sens, il n'est pas sans signification que Montreuil ait dû faire onze appels pour voir enfin son identité reconnue.

Par la suite, nous avons étudié l'acte du *Solidarity Identity Project*. C'était l'acte qui a le plus réussi à contourner l'État en construisant un système d'identification tout à fait parallèle à celui-ci. Cela dit, c'était aussi l'acte présentant la plus petite portée. Cet acte tend vers une citoyenneté sans État parce qu'il encourage les concitoyens à reconnaître les auto-identités. C'est ainsi que chaque citoyen peut participer au pouvoir souverain en décidant pour lui-même quelle vie (ou identité) vaut la peine d'être vécue et d'être protégée. Les normes de la biopolitique qui se rattachent aux identités stables sont niées par le fait que les cartes identitaires peuvent être modifiées selon le choix de l'individu, mais qu'elles peuvent aussi contenir des informations qui sont autres que celles inscrites dans les registres officiels de la province. Ensuite, les normes disciplinaires, qui limitent le nombre de sexes (liant le sexe au genre) mais qui produisent aussi le trans *normal*, sont écartées. La limite de cet acte est que même si ces cartes solidaires représentent la possibilité de déconstruire certaines normes qui excluent les trans, elles n'arrivent pas forcément, dans les faits, à atteindre leur potentiel de possibilités. En d'autres mots, les concitoyens peuvent très facilement rejeter ces pièces d'identité et ainsi ne pas

reconnaître les identités représentées. Encore une fois, nous voyons la fragilité des actes de citoyenneté. C'est alors que même si la relation des trans en question aux composantes civiques et sociales se voit améliorée, les résultats sont assez minimes.

Finalement, nous avons présenté l'acte des faux papiers. La signification et l'efficacité de cet acte se retrouvent entre celles des deux précédents cas. Il contourne l'État, car il réclame une identité à son insu mais il ne représente pas une citoyenneté sans État, car il se sert tout de même de cartes qui imitent celles de l'État. Ce fait se traduit dans l'impact de l'acte sur les normes. Encore une fois, les personnes trans qui participent à cet acte peuvent prendre part au pouvoir souverain et juger par elles-mêmes quelle vie vaut la peine d'être vécue. Face aux normes disciplinaires, on y gagne une disjonction entre le sexe et le genre (car un trans peut se procurer des cartes qui représentent son genre et non pas son sexe), mais on n'arrive pas à multiplier le nombre de sexes reconnus. Pour sa part, le trans normal¹⁷⁸ est remis en question, car un trans peut accéder à l'autre sexe sans suivre les protocoles disciplinaires. Finalement, cet acte vient agir directement contre les normes de la biopolitique, ces normes cherchant à prévenir la fraude. Pour ce qui est de l'impact de cet acte sur le rapport des trans aux composantes de la citoyenneté, nous voyons qu'il y a davantage de gains que dans l'acte du *Solidarity Identity Project* et ce, surtout sur le plan social. En revanche, il y a moins de gains que pour l'acte de Montreuil sur les plans civique et politique. Tous faits considérés, ces trois actes nous démontrent que certaines personnestrans arrivent à faire appel à une nouvelle citoyenneté centrée sur l'individu et décentrée par rapport à l'État, troisième partie de notre hypothèse.

Les limites de cette recherche correspondent aux pistes de recherche que nous en dégageons. Nous rappelons les trois limites identifiées jusqu'à présent.

¹⁷⁸ Toujours selon les normes disciplinaires.

Premièrement, les effets des politiques de l'état civil auraient mieux été évalués par des entretiens auprès des populations trans du Québec. Deuxièmement, l'analyse des normes en jeu aurait bénéficié d'une approche plus inductive qui aurait fait ressortir des normes des politiques ainsi que leur évolution, lesquelles nous ont été cachées. Finalement, il aurait été intéressant de pouvoir documenter les actes de citoyenneté réalisés quotidiennement par des trans. Encore une fois, des entretiens auraient pu contribuer à satisfaire à cet objectif.

Pour conclure, nous aimerions faire un retour sur l'objectif principal de cette recherche. Oui, nous avons voulu raconter l'histoire d'une violence, mais ces limites nous poussent à concéder que nous n'avons abordé que les débuts d'une histoire : à vrai dire un schéma narratif. Ce dernier s'est structuré autour du cadre conceptuel que nous venons de revoir : violence, normes, et actes de citoyenneté. Cette recherche se retrouve donc à être l'étape préliminaire de futures recherches qui pourront prendre la relève.

BIBLIOGRAPHIE

Violence et violence anti-trans

Association des transsexuels et transsexuelles du Québec, 2008, «Bulletin du sondage de l'ATQ 04-2008».

http://www.atq1980.org/old/sondage_avril_08.pdf, Consulté le 20 octobre 2008.

Butler, Judith, 2004, *Undoing gender*, New York: Routledge.

Butler, Judith, 1999 (1990), *Gender Trouble*, New York : Routledge.

FORGE, 2004, «Transgender Sexual Violence Project: Summary of Wisconsin Data»,

<http://www.forge-forward.org/transviolence/docs/WisconsinTransSVData.pdf>, Consulté le 14 septembre, 2008.

Galtung, Johan, 1969, «Violence, Peace and Peace Research», *Journal of Peace Research*, vol. 6, no 3, pp. 167-191.

Hill, Darryl B, 2003, «Gendritism, Transphobia, and Gender Bashing», dans Barbara C. Wallace et Robert T. Carter, *Understanding and Dealing with Violence: a Multicultural Approach*, Thousand Oaks : Sage Publications Inc.

Iadicola, Peter et Anson Shupe, 2003, *Violence, Inequality, and Human Freedom*, Lanham: Rowman & Littlefield Publisher Inc.

Lombardi, Emilia L., Riki Anne Wilchens, Dana Priesing et Diana Malouf, 2001, «Gender Violence: Transgender Experiences with Violence and Discrimination», *Journal of Homosexuality*, vol. 42, no 1, p. 89-100.

Meyran, Régis, 2006, «La violence, un objet d'étude en expansion», dans Régis Meyran (dir.), *Les mécanismes de la violence: État- Institutions- Individus*, Auxerre Cedex: Science humaine éditions, pp. 7-12.

Moran, Leslie J., et Andrew N. Sharpe, 2004, «Violence, Identity and Policing: The Case of Violence Against Transgender People», *Criminal Justice*, vol. 4, no 4, pp. 395-417.

- Namaste, Viviane K, 2000, *Invisible Lives : The Erasure of Transsexual and Transgendered People*, Chicago ; London: University of Chicago Press.
- Soest, Dorothy Van, et Shirley Bryant, 1995, «Violence Reconceptualized for Social Work: The Urban Dilemma», *Social Work*, vol. 40, no. 4, pp. 549-557.
- Valentine, David, 2007, *Imagining Transgender : An Ethnography of a Category*, Durham: Duke University Press.
- Wilchins, Rikki, 2004, *Queer Theroy, Gender Theory : An Instant Primer*, Los Angeles: Alyson books.
- Witten, Tarynn, et A. Evan Eyler, 1999, «Hate Crimes and Violence Against the Transgendered», *Peace Review*, vol. 11, no 3, pp. 461-468.

Normes

- Agamben, Giorgio, 2003, *État d'exception : homo sacer II,1*, trad. Joël Gayraud, Paris : Éditions de Seuil.
- _____, 1997, *Homo sacer : le pouvoir souverain et la vie nue*, trad. Marilène Raiola, Paris : Éditions du Seuil.
- DeCaroli, Steven, 2007, "Boundary Stones: Giorgio Agamben and the Field of Sovereignty", dans *Giorgio Agamben : Sovereignty and Life*, Stanford: Stanford University Press. pp. 43-69.
- Fausto-Sterling, Anne, 2000, *Sexing the Body : Gender Politics and the Construction of Sexuality*, New York: Basic Books.
- Foucault, Michel, 2004, *"Sécurité, Territoire, Population": cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris : Seuil/Gallimard.
- _____, 1976, *Histoire de la sexualité : volonté de savoir*, Paris : Gallimard.
- _____, 1997, *"Il faut défendre la société" : cours au Collège de France (1975-1976)*, Paris : Seuil/Gallimard.
- _____, 1975, *Surveiller et punir*, Paris : Gallimard.

Legrand, Stéphane, 2006, *Les normes chez Foucault*, Paris : Presses universitaires de France.

Citoyenneté et reconnaissance

Evans, David T, 1993, *Sexual Citizenship the Material construction of Sexualities*, London; New York : Routledge.

Goupil, Sylvie, À paraître, « La citoyenneté revisitée, proposition pour l'élaboration d'une éthique citoyenne postmoderne », *Penser le politique au XXI^e Siècle*.

Honneth, Axel, 1996, *The Struggle for Recognition : The Moral Grammar of Social Conflicts*, Cambridge: MIT Press.

Isin, Engin F, 2008, «Theorizing Acts of Citizenship », dans Isin, Engin F, et Greg M Nielson, *Acts of Citizenship*, London, New York: Zed Books, pp. 15-43.

Isin, Engin F et Nielson, Greg M., 2008, «Introduction », dans Isin, Engin F, et Greg M Nielson, *Acts of Citizenship*, London, New York: Zed Books, pp. 1-12.

Marshall, Thomas. H, 1950, *Citizenship and Social Class and Other Essays*, Cambridge: The University Press.

Phelan, Shane, 2001, *Sexual Strangers : Gays, Lesbians, and Dilemmas of Citizenship*, Coll. «Queer politics, queer theories», Philadelphia : Temple University Press.

Walter Williams, 2008, « Acts of Demonstration : Mapping the Territory of (non-)Citizenship », dans Isin, Engin F, et Greg M Nielson. *Acts of Citizenship*, London, New York: Zed Books, pp. 182-206.

Lois et politiques de l'état civil, et leurs effets

1997, *Systems failure : A Report on the Experiences of Sexual Minorities in Ontario's Health-Care and Social-Services Systems*, Toronto: Coalition for Lesbian and Gay Rights in Ontario (CLGRO) : Project Affirmation.

Augst-Merelle, Alexandra et Stéphanie Nicot, 2006, *Changer de sexe : Identités transsexuelles*, Paris : Le Cavalier Bleu, p. 144.

Bas-Canada, 1866, *Code civil du Bas Canada*, Chapitre deuxième, des actes de naissance, article 54., Ottawa : Malcom Camron.

Baudoin , Jean-Louis, J.C.A. Thérèse Rousseau-Houle, J.C.A. France Thibault, J.C.A., Cour d'appel du Québec, 200-09-002310-982, disponibles : <http://www.jugements.qc.ca/php/decision.php?liste=37401892&doc=04405B43424B1E00>.

Cactus Montréal (ASTT(E)Q) et Projet 10, *Changement de nom et désignation de sexe*, toujours en circulation.

Canada, *Loi concernant le droit criminel*, Section X article 397, disponible http://lois.justice.gc.ca/fr/showdoc/cs/C-46/bo-ga:l_X-gb:s_380/20091005/fr#anchorbo-ga:l_X-gb:s_380, dernière mise à jour 1^{er} septembre 2009 Ottawa : Ministère de la justice.

Coalition de transsexuels et transsexuelles du Québec, consulté le 20 avril 2009, Droits et procédures : Gouvernement du Québec : procédure pour le changement de nom, disponible : http://www.cttq.org/index.php?option=com_content&task=blogsection&id=6&Itemid=47.

Comité de l'état civil (Québec), 1973, *Rapport sur l'état civil*, Montréal : Office de révision du Code civil

Comité du nom de la personne (Québec), 1975, *Rapport sur le nom et l'identité physique de la personne humaine*, Montréal : L'éditeur officiel du Québec.

Darke Julie, et Allison Cope, 2002, *Trans Inclusion Policy Manual For Women's Organizations*, Trans Alliance Society, disponible sur le site : <http://www.transalliancesociety.org/education.html>.

Directeur général des élections du Québec, *À propos de la liste électorale permanente (LEP)*, http://www.electionsquebec.qc.ca/fr/liste_electorale_permanente.asp, consulté le 20 avril 2009.

Élections Canada, *Comment le registre est-il mis à jour?*, <http://www.elections.ca/content.asp?section=faq&document=faqvoting&lang=f&textonly=false#voting5>, consulté le 20 avril 2009.

Groffier, Ethel, 1975, « De certains aspects juridiques du transsexualisme dans le droit québécois », *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, vol. 6, pp. 114-149.

Québec, *Code civil du Québec*, disponible :

<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/CCQ/CCQ.html>, dernière mise à jour le 1er octobre 2008, Québec : Éditeur Officiel du Québec.

Québec, *Charte des droits et libertés de la personne*, disponible :

http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/C_12/C12.HTM, dernière mise à jour 15 avril 2009, Québec : Éditeur Officiel du Québec.

Québec, *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*, L.R.Q., c. P-39., disponible :

http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/P_39_1/P39_1.html, dernière mise à jour 1 mai, Québec : L'éditeur officiel du Québec.

Québec, 1977, *Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil*, Québec : L'éditeur officiel du Québec.

Québec, 1965, *Loi du changement de nom*, Québec : L'éditeur officiel du Québec.

Namaste, Viviane, 1998, *Évaluation des besoins : Les travesti(e)s et les transsexuel(le)s au Québec à l'égard du VIH/Sida*, Montréal : Action Santé : Travesti(e)s et transsexuel(le)s du Québec.

Passeport canada, consulté le 20 avril 2009, *Renseignements personnels*, disponible : <http://www.ppt.gc.ca/cdn/section1.aspx?lang=fra>.

Projet 10 et Action Santé : travesti(e)s et transsexuel(le)s du Québec, *FAQ About Transitioning*, dépliant toujours en circulation.

Roch, Hervé, c.r, 1949, *Actes et Registres de l'État Civil et rectification*, Montréal : éditeur non disponible.

Régie d'assurance maladie Québec, consulté le 20 avril 2009, *La carte*, disponible : <http://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/citoyens/assurancemaladie/carte/correction.shtml>.

Rousseau-Houle, Thérèse J.C.A., Jacques Delisle J.C.A., et Benoît Morin J.C.A., Cour d'appel du Québec, 200-09-003658-017, disponible : <http://www.jugements.qc.ca/php/ti.php?liste=37401297&doc=1242828880010113446b.doc>, Société québécoise d'information juridique et Justice Québec.

Société de l'assurance automobile Québec, consulté le 20 avril 2009, *Permis de conduire*, disponible sur http://www.saaq.gouv.qc.ca/permis/modif_permis.php.

Whittle, Stephan, Lewis Turner, et Maryam Al-Alami, 2007, «Engendered Penalties: Transgender and Transsexual People's Experiences of Inequality and Discrimination», *The Equalities Review*, Manchester, disponible : www.theequalitiesreview.org.uk

Autres

Audet, Monik, 2007, *De l'égalité juridique à l'égalité sociale : vers une stratégie nationale de lutte contre l'homophobie*, Québec : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Groupe de travail mixte contre l'homophobie, p. 97.

Hagner, Jackson, cité dans, Needles, Sarah, 2009-02-06, *ID Cards for the Revolution*, disponible : <http://www.alterheros.com/english/Edito/?recordID=118>.

Montreuil, Micheline, consulté le 28 avril 2009, *Micheline Anne Hélène Montreuil : contre la Régie de l'assurance-maladie du Québec*, disponible : <http://www.micheline.ca/page034-3-ramq.htm>.

Montreuil, Micheline, consulté le 28 avril 2009, *Micheline Anne Hélène Montreuil : contre la Société d'assurance automobile du Québec*, disponible : <http://www.micheline.ca/page034-2-saaq.htm>.

_____, consulté le 20 avril 2009, *Micheline Anne Hélène Montreuil : contre le Directeur de l'état civil*, disponible : <http://www.micheline.ca/page034-1-etat-civil.htm>.

_____, consulté le 20 avril 2009, *Micheline Anne Hélène Montreuil : et ses batailles pour exercer ses droits de citoyenne*, disponible : <http://www.micheline.ca/page034-batailles.htm>.

_____, consulté le 20 avril 2009, *Micheline Anne Hélène Montreuil : Une vraie transgenre qui vit sa vie comme elle l'entend*, disponible : <http://www.micheline.ca/page061-transgenre.htm>.

_____, consulté le 20 avril 2009, *Micheline Anne Hélène Montreuil : et ses batailles pour exercer ses droits de citoyenne*, disponible : <http://www.micheline.ca/page034-batailles.htm>.

Taïeb Moalla, « À Québec, la candidate NPD est une transgenre », *Journal de Québec*. 01/04/2007.

The Canadian Press, «Fitness club owner faces human rights hearing over transsexual», *Winnipeg Free Press*, 24/02/2009.

World Professional Association for Transgender Health , 2001, *The Harry Benjamin International Gender Dysphoria Association's Standards of Care for Gender Identity Disorders*, 6th edition, disponible :
http://www.wpath.org/publications_standards.cfm.